



COMPTES CONSOLIDÉS

AU 31 DÉCEMBRE 2016



ANNEXE

SOMMAIRE

(chiffres exprimés en millions d'euros sauf mention contraire)

| | | |
|----------------|--|-----------|
| NOTE 1 | FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE | 5 |
| NOTE 2 | PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES DU GROUPE..... | 8 |
| NOTE 3 | ACTIF NON COURANT | 27 |
| NOTE 4 | ACTIF COURANT | 40 |
| NOTE 5 | INFORMATION SUR LES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS | 43 |
| NOTE 6 | PROVISIONS NON COURANTES ET COURANTES..... | 46 |
| NOTE 7 | ACTIF ET PASSIF D'IMPÔT DIFFÉRÉ..... | 48 |
| NOTE 8 | DETTES FINANCIERES NON COURANTES ET COURANTES | 51 |
| NOTE 9 | PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DE VARIATION DE L'ENDETTEMENT NET | 54 |
| NOTE 10 | PASSIF COURANT..... | 55 |
| NOTE 11 | CHIFFRE D'AFFAIRES ET AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITE | 56 |
| NOTE 12 | RÉSULTAT OPÉRATIONNEL ET EBITDA..... | 59 |
| NOTE 13 | COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS..... | 60 |
| NOTE 14 | IMPOT | 61 |
| NOTE 15 | RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES ET RESULTAT DILUE PAR ACTION | 62 |
| NOTE 16 | INFORMATION SECTORIELLE | 63 |
| NOTE 17 | INSTRUMENTS FINANCIERS..... | 68 |

| | | |
|----------------|--|-----------|
| NOTE 18 | ENGAGEMENTS HORS BILAN | 70 |
| NOTE 19 | ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL ET PARTICIPATION AU CAPITAL..... | 75 |
| NOTE 20 | INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES ET LES AVANTAGES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION | 78 |
| NOTE 21 | INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE ET DETERMINATION DU CASH FLOW LIBRE | 79 |
| NOTE 22 | HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES | 80 |
| NOTE 23 | LISTE DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS DU PÉRIMÈTRE AU 31 DÉCEMBRE 2016 | 81 |

Déclaration de conformité :

Au 31 décembre 2016, les comptes consolidés de Bouygues et de ses filiales (« le Groupe ») ont été établis en conformité avec les IFRS telles qu'adoptées dans l'Union européenne.

Les comptes présentent en millions d'euros (sauf mention contraire) : le bilan, le compte de résultat, l'état des charges et produits comptabilisés, le tableau de variation des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie et l'annexe.

Ils sont présentés comparativement avec les comptes consolidés établis au 31 décembre 2015.

NOTE 1 FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

1.1 Périmètre au 31 décembre 2016

Au 31 décembre 2016, le périmètre comprend 1 065 entités contre 1 041 à fin 2015. La variation nette de 24 sociétés intègre principalement les variations portant sur les Sociétés Civiles Immobilières ou de Sociétés en Participations en fin de programme (dans les métiers de la construction essentiellement), ainsi que l'acquisition des entités du groupe Newen Studios par TF1.

| (au 31 décembre) | 2016 | 2015 |
|------------------------------------|-------|-------|
| Sociétés contrôlées | 777 | 741 |
| Activités conjointes | 162 | 186 |
| Coentreprises et entités associées | 126 | 114 |
| | 1 065 | 1 041 |

1.2 Faits significatifs

1.2.1 Faits significatifs de l'exercice 2016

Les principales opérations et acquisitions de l'exercice 2016 sont présentées ci-après :

- Le 5 janvier 2016, Bouygues a annoncé que des discussions préliminaires ont été engagées avec Orange pour explorer toute éventuelle opportunité et qu'un accord de confidentialité a été signé par Bouygues et Orange. Après trois mois de discussions, un accord n'a pu être trouvé. En conséquence, le conseil d'administration de Bouygues réuni le 1^{er} avril 2016 a décidé à l'unanimité de mettre fin aux négociations en cours.
- Le 26 janvier 2016, TF1 a acquis 70 % du capital de la société FLCP, rebaptisée Newen Studios, société holding de la société de production Newen. Un pacte d'actionnaires a été signé pour définir les règles de gestion opérationnelle de Newen et des promesses d'achat et de vente de la participation résiduelle ont été mises en place. Les cédants disposent de la faculté de vendre, et TF1 dispose de la faculté d'acheter, la participation résiduelle du capital sur une période de 5 ans à compter de 2018. Newen Studios est consolidée à compter du 1^{er} janvier 2016 et l'engagement pris par TF1 de racheter les 30 % aux minoritaires a fait l'objet d'une évaluation basée sur des hypothèses de flux de trésorerie actualisés et a été comptabilisé en dette financière non courante en contrepartie des capitaux propres. L'incidence de cette acquisition sur l'endettement net du Groupe s'élève à 293 millions d'euros. Par ailleurs, le 24 février 2016, Newen Studios a fait l'acquisition de 100% du capital de la société Rendez Vous Production Série (RDVPS), consolidée en intégration globale depuis le 1^{er} janvier 2016. Ces opérations ont été comptabilisées selon la méthode du *goodwill* partiel et un *goodwill* provisoire a été enregistré pour 114 millions d'euros, après allocation du prix d'acquisition qui a conduit à réévaluer à leur juste valeur les droits de production et de distribution d'un montant brut provisoire de 68 millions d'euros, amortis à compter du 1^{er} janvier 2016 en «Autres charges opérationnelles» (note 12 de l'annexe) sur une durée moyenne de 3 ans selon les programmes.
- Le 28 janvier 2016, Alstom a racheté 91,5 millions de ses actions, dont 28 457 641 auprès de Bouygues. Cette opération s'est traduite par l'encaissement d'un produit de cession de 996 millions d'euros. A l'issue de cette opération, Bouygues détenait 28,3 % du capital de la société Alstom, dont 20 % font l'objet d'un prêt de titres à l'Etat.

- Le 2 février 2016, Colas a annoncé la cession de ses 15,56 % du capital de la société Atlandes, concessionnaire de l'A63, à des fonds d'investissement, pour 96 millions d'euros (dont 29 de remboursement de comptes courants). Une plus-value de cession de 65 millions d'euros a été comptabilisée au quatrième trimestre 2016 en «Autres produits financiers».
- Le 8 février 2016, l'État a annoncé l'entrée en vigueur des accords avec Bouygues concernant Alstom et la mise en place d'un prêt de titres par Bouygues jusqu'au 17 octobre 2017 permettant à l'État d'exercer 20 % des droits de vote d'Alstom. Bouygues :
 - conserve un poste d'administrateur,
 - bénéficie des dividendes sur l'ensemble de sa participation,
 - récupérera les droits de vote attachés aux actions prêtées en cas de non acquisition par l'État et,
 - conservera *a minima* 8,3 % des droits de vote.

Conformément à la norme IAS 28 §6 et 13, Bouygues continue à exercer une influence notable sur Alstom et la participation continue à être comptabilisée en titres mis en équivalence pour la totalité, soit 28,3 %.

- Le 11 juillet 2016, un accord définitif de cession de pylônes a été signé par Bouygues Telecom avec Cellnex. Cet accord porte sur 500 pylônes pour un montant de 147 millions d'euros. Au 31 décembre 2016, une plus-value de 104 millions d'euros a été comptabilisée en «Autres produits opérationnels» (note 12 de l'annexe). Cette cession s'accompagne d'un accord d'hébergement et de service sur une durée de 20 ans entre les partenaires.
- Le 9 novembre 2016, Bouygues a cédé 46,1% du capital d'Adelac, la société concessionnaire de l'autoroute A41 Nord reliant Annecy à Genève. Détenu par des filiales de Bouygues Construction (39,2%) et par Colas (6,9%), cette participation a été cédée pour 130 millions d'euros, générant une plus-value de cession nette de 129 millions d'euros, comptabilisée en «Résultat net des coentreprises et entités associées».

1.2.2 Rappel des faits significatifs de l'exercice 2015

Les principales acquisitions et opérations de l'exercice 2015 sont présentées ci-après :

- Le 31 mars 2015, Eurosport SAS, détenue à 49 % par TF1, a acquis 100 % du capital d'Eurosport France, précédemment détenue à 80 % par TF1. À l'issue de cette opération, qui se traduit par une plus-value non taxable de 34 millions d'euros, le groupe Eurosport (dont Eurosport France) est détenu à 51 % par Discovery Communications et à 49 % par TF1.
- Le 22 juillet 2015, en application des accords initiaux, TF1 a décidé, d'un commun accord avec Discovery Communications, d'exercer son option de vente de sa participation de 49 % détenus dans Eurosport, pour un montant de 490 millions d'euros ; de racheter à Discovery les 20 % détenus dans les chaînes payantes (TV Breizh, Histoire, Ushuaïa TV), pour un montant de 15 millions d'euros.

La réalisation de ces opérations est intervenue le 1^{er} octobre 2015. Ce nouvel accord a mis un terme aux engagements réciproques entre les deux groupes.

- Le 31 juillet 2015, Bouygues SA a cédé sa participation de 18,63 % détenue dans Eranove pour un prix de cession de 47 millions d'euros.

- Bouygues Construction a cédé sa participation dans la société Autoroute de Liaison Seine-Sarthe. Cette cession s'est opérée en deux étapes : 23,17 % du capital et prêts d'actionnaires le 30 septembre 2015 pour 76 millions d'euros, entraînant la perte d'influence notable, et 10 % du capital et prêts d'actionnaires en juin 2016 pour 35 millions d'euros, présentés au bilan au 31 décembre 2015 en actif détenu en vue de la vente pour le même montant.
- Le 15 octobre 2015, Bouygues Telecom a cédé les 15 % de parts qu'elle détenait encore dans la société d'exploitation de pylônes FPS Towers pour 50 millions d'euros.
- Le 2 novembre 2015, la transaction entre Alstom et General Electric a été finalisée. Alstom a décidé de soumettre aux actionnaires lors de son assemblée générale du 18 décembre 2015 une Offre Publique de Rachat d'Actions pour un montant de 3,2 milliards d'euros portant sur un maximum de 91,5 millions actions (soit 29,5 % du nombre total d'actions) au prix unitaire de 35 euros. Les actions ainsi rachetées ont été annulées en janvier 2016.
- Le 17 novembre 2015, Bouygues Telecom a acquis pour 467 millions d'euros un bloc de 5 MHz, dans le cadre de la mise aux enchères des fréquences de la bande 700 MHz par l'État.
- Dans un contexte durable de coûts de revient des produits raffinés très supérieurs aux prix de vente des bitumes, Colas a décidé l'arrêt de l'activité du site de production de la Société de la Raffinerie de Dunkerque et de chercher un repreneur. Cette décision a entraîné la comptabilisation d'une charge de 80 millions d'euros au 31 décembre 2015, comptabilisée en « Autres charges opérationnelles » (note 12 de l'annexe).

1.3 Faits significatifs et variations de périmètre postérieurs au 31 décembre 2016

- Le 30 janvier 2017, TF1 a confirmé avoir accepté l'offre sous conditions suspensives de Mediawan SA, relative à l'acquisition de sa participation de 33,5 % qu'elle détient dans Groupe AB. Pour rappel, la participation de TF1 dans Groupe AB s'élevait à 77 millions d'euros à fin 2016, sur la base des comptes au 30 septembre 2016 (derniers comptes disponibles).
- Le 31 janvier 2017, Bouygues Telecom a signé un accord avec l'espagnol Cellnex portant sur 3.000 sites télécoms en France pour un montant total de 854 millions d'euros.

L'opération se fera dans un premier temps via la cession par Bouygues, pour 500 millions d'euros, d'un lot de 1.800 sites existants sur deux ans puis par la construction commune, pour 354 millions d'euros, de 1.200 nouveaux sites sur cinq ans.

Un contrat de prestations d'accueil et de service signé entre Bouygues Telecom et Cellnex sur 15 ans renouvelable, a également été signé (note 18.2 de l'annexe).

Au 31 décembre 2016, les 1.800 sites sont présentés au bilan en "Actifs détenus en vue de la vente" pour 121 millions d'euros.

NOTE 2 PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES DU GROUPE

2.1 Les activités du groupe Bouygues

Le groupe Bouygues est un groupe industriel diversifié, implanté dans près de quatre-vingt-dix pays.

Ses métiers s'organisent autour des trois pôles d'activités ci-après :

- Activités de construction :
 - Construction et services (Bouygues Construction) ;
 - Promotion immobilière (Bouygues Immobilier) ;
 - Infrastructures de transport (Colas).
- Médias :
 - TF1.
- Télécoms :
 - Téléphonie fixe / mobile, services de télévision et internet (Bouygues Telecom).

Le groupe Bouygues détient également une participation de 28,3 % dans Alstom (Transport) au 31 décembre 2016 (dont 20% font l'objet d'un prêt de titres à l'Etat).

2.2 Principes de préparation des états financiers

Les comptes consolidés du groupe Bouygues intègrent les comptes de Bouygues SA et de ses cinq métiers, ainsi que les participations dans les coentreprises, les entités associées et les activités conjointes. Ils sont présentés en millions d'euros – devise dans laquelle est traitée la majorité des opérations du Groupe – et intègrent les recommandations de présentation de l'ANC n° 2013-03 du 7 novembre 2013 en matière d'états financiers.

Ils ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 22 février 2017 et seront soumis pour approbation à la prochaine assemblée générale ordinaire du 27 avril 2017.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2016 sont établis selon les normes et principes du référentiel IFRS, sur la base du coût historique, à l'exception de certains actifs et passifs financiers évalués à leur juste valeur lorsque cela est requis par les normes IFRS. Ils sont présentés comparativement avec les états au 31 décembre 2015.

Au 31 décembre 2016, le groupe Bouygues a appliqué les normes, interprétations, principes et méthodes comptables existant dans les comptes consolidés de l'exercice 2015 à l'exception des évolutions obligatoires édictées par les normes IFRS mentionnées ci-après, applicables au 1^{er} janvier 2016.

- Principales normes IFRS, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union européenne, d'application obligatoire ou applicable par anticipation au 1^{er} janvier 2016 :
 - **Amendements IAS 7 : Etat des flux de trésorerie**

Ces amendements posent comme principe qu'une entité doit fournir des informations permettant aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les modifications intervenues dans les passifs inclus dans ses activités de financement, que ces modifications proviennent ou non des flux de trésorerie.

Ces amendements, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017, ont été appliqués par anticipation dans les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2016.

Ainsi, le Groupe fournit un rapprochement entre les soldes d'ouverture et de clôture de la situation financière en ce qui concerne les passifs inclus dans les activités de financement en note 9.

- **IFRS 9 :**

Le 24 juillet 2014, l'IASB a publié une nouvelle norme sur les instruments financiers appelée à remplacer la plupart des dispositions existantes en IFRS, notamment IAS 39. La nouvelle norme, adoptée par l'Union européenne le 22 novembre 2016, est applicable au 1^{er} janvier 2018. Le Groupe ne prévoit pas d'appliquer IFRS 9 par anticipation.

- **IFRS 15 : Produits des activités ordinaires issus des contrats clients.**

Le 28 mai 2014, l'IASB a publié une nouvelle norme sur la comptabilisation du revenu appelée à remplacer la plupart des dispositions existantes en IFRS, notamment IAS 11 et IAS 18. La nouvelle norme, adoptée par l'Union européenne le 29 octobre 2016, est applicable au 1^{er} janvier 2018. Le Groupe ne prévoit pas d'appliquer IFRS 15 par anticipation.

Le secteur d'activité qui devrait être le plus impacté par cette nouvelle norme est celui des Télécoms, du fait notamment des offres combinant abonnement et acquisition subventionnée d'un téléphone qu'il conviendra de séparer.

- Principales normes, amendements et interprétations essentiels publiés par l'IASB, non adoptés par l'Union européenne :

- **IFRS 16 :**

Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié la norme IFRS 16 « contrats de location ». IFRS 16 remplacera IAS 17 ainsi que les interprétations IFRIC et SIC associées et viendra supprimer, pour les preneurs, la distinction qui était précédemment faite entre « contrats de location simple » et « contrat de location financement ». Les preneurs devront comptabiliser tous les contrats de location d'une durée de plus d'un an de manière analogue aux modalités actuellement prévues pour les contrats de location financement par IAS 17 et comptabiliser ainsi un actif et un passif au titre des droits et obligations créés par un contrat de location. La nouvelle norme, non adoptée par l'Union européenne, est applicable au 1^{er} janvier 2019.

L'impact d'IFRS 16 est en cours d'évaluation. Compte tenu des changements normatifs attendus, les éléments détaillés dans les annexes au 31 décembre 2016 au titre des locations ne représentent pas une indication de ce que pourrait être l'impact de l'application d'IFRS 16 sur les comptes du Groupe.

- Jugements et recours à des estimations :

Lors de la préparation des comptes consolidés, conformément aux normes et interprétations, le Groupe procède à des estimations et des hypothèses. Elles ont pu concerner les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des comptes consolidés, et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

Ces estimations et appréciations sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée, ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Celles-ci concernent pour l'essentiel : l'appréciation des tests de dépréciation des *goodwill* et des participations, des paiements en actions (*stock-options*), des avantages du personnel (indemnités de fin de carrière, pensions, etc.), de la juste valeur des instruments financiers non cotés, des impôts différés actif et des provisions, etc.

Enfin, en l'absence de norme ou d'interprétation applicable à une transaction spécifique, à un autre événement ou une condition, le Groupe a fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes, donnant une image fidèle et comparable d'une période à l'autre afin que les comptes consolidés :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe,

- traduisent la réalité économique des transactions,
- soient neutres, prudents et complets dans tous leurs aspects significatifs.

Dès lors, une information circonstanciée figure dans les notes annexes aux comptes consolidés.

- Actifs détenus en vue de la vente et activités arrêtées ou détenues en vue de la vente :

Un actif immobilisé ou un groupe d'actifs et de passifs directement liés est considéré comme détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue. Pour que tel soit le cas, l'actif doit être disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable. Ces actifs ou groupes d'actifs destinés à être cédés sont évalués au plus bas de la valeur comptable et du prix de cession estimé, nets des coûts relatifs à la cession.

Une activité arrêtée ou classée comme détenue en vue de la vente représente une activité significative pour le Groupe, ayant été une unité génératrice de trésorerie et faisant l'objet, soit d'une cession, soit d'un classement en actif détenu en vue d'une vente. Les éléments du résultat et du tableau de flux de trésorerie relatifs à ces activités arrêtées ou détenues en vue de la vente sont présentés sur des lignes spécifiques des comptes consolidés pour toutes les périodes présentées.

2.3 Méthodes de consolidation

2.3.1 Sociétés contrôlées

Les sociétés sur lesquelles Bouygues exerce le contrôle sont consolidées.

- Appréciation du contrôle exclusif sur TF1 :

Au 31 décembre 2016, Bouygues détient directement ou indirectement 43,91 % du capital et des droits de vote de TF1. Le contrôle exclusif exercé sur TF1 est fondé sur :

- la détention par Bouygues de façon continue et régulière d'une forte majorité des droits de vote en assemblée générale des actionnaires de TF1, aucun autre actionnaire ne détenant directement ou indirectement une fraction de droits de vote supérieure à celle détenue par Bouygues,
- la détermination par Bouygues seule des décisions en assemblée générale sur une période d'au moins deux exercices successifs.

On peut y ajouter :

- le nombre élevé de postes d'administrateurs alloués à Bouygues au sein du conseil d'administration de TF1,
- le rôle de Bouygues dans la nomination des principaux dirigeants de TF1.

2.3.2 Sociétés contrôlées conjointement

Une coentreprise ou une activité conjointe est un accord contractuel en vertu duquel deux parties ou plus conviennent d'exercer une activité économique sous contrôle conjoint. Pour les activités conjointes, qui confèrent à chacun des co-participants des droits directs dans les actifs et des obligations au titre des passifs, les actifs et passifs, charges et produits, sont comptabilisés selon les intérêts dans l'activité conjointe. Les coentreprises qui confèrent des droits dans l'actif net sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

2.3.3 Sociétés sous influence notable

Une société associée est une société non contrôlée mais sur laquelle le Groupe exerce une influence notable. Cette dernière est présumée lorsque le Groupe dispose directement ou indirectement d'une fraction au moins égale à 20 % des droits de vote de l'entité.

Les résultats, les actifs et passifs des sociétés associées sont appréciés selon la méthode de la mise en équivalence.

2.4 Regroupements d'entreprises

Depuis le 1^{er} janvier 2010, les regroupements d'entreprises sont traités dans le cadre de la norme IFRS 3 révisée.

Dans le cadre d'un regroupement d'entreprises à la date d'acquisition, le *goodwill* correspond à la somme de la contrepartie transférée et des participations ne donnant pas le contrôle, minorée du montant net comptabilisé (généralement à la juste valeur) au titre des actifs identifiables acquis et passifs repris et, le cas échéant, de la réévaluation en juste valeur de la part antérieurement détenue. Lors de chaque regroupement d'entreprises, la norme IFRS 3 offre le choix entre une évaluation des participations ne donnant pas le contrôle :

- à la juste valeur (c'est-à-dire avec un *goodwill* alloué à ces derniers, selon la méthode dite du "*goodwill* complet"),
- à leur quote-part dans la juste valeur des seuls actifs et passifs identifiables de la société acquise (c'est-à-dire sans *goodwill* affecté aux participations ne donnant pas le contrôle, selon la méthode dite du "*goodwill* partiel").

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

Le *goodwill* est affecté à l'unité génératrice de trésorerie correspondante bénéficiant du regroupement d'entreprises ou au regroupement d'UGT au niveau duquel est apprécié le retour sur investissements des acquisitions (métier pour le groupe Bouygues).

Le délai d'affectation est limité à la période requise pour identifier et évaluer les actifs et passifs de l'acquise, les participations ne donnant pas le contrôle, le prix payé et la juste valeur de la quote-part antérieurement acquise, sans toutefois pouvoir excéder douze mois.

Les *goodwill* négatifs sont rapportés au compte de résultat au cours de l'exercice d'acquisition.

Ultérieurement, le *goodwill* est évalué annuellement, à son coût, diminué des éventuelles dépréciations représentatives des pertes de valeur déterminées comme indiqué au chapitre ci-après intitulé "Suivi de la valeur des actifs immobilisés", conformément à la norme IAS 36. En cas de diminution de valeur, la dépréciation est inscrite au compte de résultat, en résultat opérationnel.

Conformément à IFRS 3, à la date de prise de contrôle par étape, la quote-part antérieurement détenue est réévaluée à la juste valeur en contrepartie du résultat ; en cas de perte de contrôle avec conservation d'une participation, en complément du résultat de cession, la quote-part conservée est également réévaluée à la juste valeur en contrepartie du résultat.

En cas de variation de pourcentage, sans incidence sur le contrôle, l'écart entre la contrepartie transférée et la valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle est constaté directement en capitaux propres part du Groupe. En conséquence, il n'y a pas de constatation de *goodwill* complémentaire.

Les coûts directs liés au regroupement sont comptabilisés en résultat.

En cas de cession partielle des activités constitutives d'une UGT, le Groupe retient généralement le principe d'allocation du *goodwill* affecté à l'activité cédée à proportion de sa valeur relative dans l'UGT à la date de cession, sauf s'il peut être démontré qu'une autre méthode reflète mieux le *goodwill* lié à l'activité cédée, conformément à l'IAS 36.86.

Les *goodwill* déterminés antérieurement au 1^{er} janvier 2004 restent appréciés selon la méthode de la réestimation partielle. Les droits des participations ne donnant pas le contrôle sont pris en compte sur la base de la valeur comptable des éléments, telle qu'elle ressort du bilan de l'entreprise acquise.

2.5 Méthode de conversion des éléments en devises

2.5.1 Transactions en devises

Les transactions en devises sont converties en euro en appliquant le taux moyen de change du jour de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères à la date de clôture sont convertis au cours de clôture. Les écarts de conversion sont comptabilisés en résultat net. Les actifs et passifs non-monétaires libellés dans une devise étrangère, comptabilisés au coût historique, sont convertis au cours de change à la date de la transaction.

2.5.2 États financiers des entités dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro

Tous les actifs et passifs des entités consolidées dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro sont convertis au cours de clôture. Les produits et les charges sont convertis au cours de change moyen de l'exercice clôturé. Les écarts de change résultant de ce traitement et ceux résultant de la conversion des capitaux propres des filiales à l'ouverture de l'exercice en fonction des cours de clôture sont inclus sous la rubrique "Écarts de conversion" des capitaux propres consolidés. Les différences de change dégagées lors de la conversion de l'investissement net dans les filiales et dans les entreprises associées étrangères sont comptabilisées dans les capitaux propres.

2.6 Méthode d'appréciation des impositions

Les impositions différées sont constatées pour les différences entre les valeurs comptables et fiscales des éléments d'actif et de passif. Elles résultent :

- des différences temporaires apparaissant lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale. Elles sont soit :
 - des sources d'impositions futures (impôts différés passif) : il s'agit essentiellement de produits dont l'imposition est différée,
 - des sources de déductions futures (impôts différés actif) : sont concernées principalement les provisions fiscalement non déductibles temporairement. Ces actifs sont comptabilisés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible et sur lequel les différences temporelles pourront s'imputer. Ces derniers sont revus à chaque clôture ;
- des reports fiscaux déficitaires (impôts différés actif) dont il est probable qu'ils seront récupérés sur les exercices futurs.

Les impôts différés sont évalués aux taux d'impôt nationaux dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date d'arrêté des comptes, selon pays. Ainsi au 31 décembre 2016, les différences temporelles des entités françaises se renversant après le 31 décembre 2019 ont été comptabilisées au taux de 28,92%, taux voté par l'Assemblée Nationale pour 2020. Pour les années 2017 à 2019, le taux d'impôt utilisé est de 34,43%, comme pour 2016.

Les impôts différés ne font pas l'objet d'actualisation et sont présentés en actifs ou passifs non courants.

2.7 Actif non courant

2.7.1 Immobilisations corporelles

Elles sont valorisées au coût de revient de l'acquisition sous déduction des amortissements et dépréciations cumulés. L'amortissement est comptabilisé selon le mode linéaire sur la durée prévisible d'utilisation des actifs.

2.7.1.1 Principales durées d'utilisation retenues par secteur d'activité

| | CONSTRUCTION | MÉDIAS | TÉLÉCOMS |
|---|--------------|-------------|-------------|
| - Terrains de gisements (carrières) | a | | |
| - Constructions hors exploitation | 10 à 40 ans | 25 à 50 ans | |
| - Constructions industrielles | 10 à 20 ans | | 30 ans |
| - Installations techniques / matériels et outillages b | 3 à 15 ans | 3 à 7 ans | 10 à 30 ans |
| - Autres immobilisations corporelles (matériels de transport et de bureau) b | 3 à 10 ans | 2 à 10 ans | 3 à 10 ans |

(a) Ces terrains sont amortis selon le rythme d'épuisement du gisement sans que la durée totale d'amortissement ne puisse excéder 40 ans (Colas).

(b) selon le type de matériels

Conformément à la norme IAS 16, lorsqu'une immobilisation est structurée par composants à durée d'utilisation différente, ceux-ci sont comptabilisés et amortis comme des éléments distincts en actifs corporels.

Les profits et pertes sur cessions sont calculés par différence entre le produit de cession et la valeur nette comptable ainsi déterminée. Ils sont inclus en "Autres produits et charges d'exploitation" (note 2.15.1 de l'annexe), sauf lorsqu'ils répondent aux critères de classification en résultat non courant.

Les durées d'amortissement sont revues annuellement ; elles peuvent être modifiées si les attentes diffèrent des estimations précédentes.

2.7.1.2 Contrats de location

Les contrats de locations d'immobilisations corporelles, pour lesquels le groupe Bouygues supporte en substance la quasi-totalité des avantages et des risques inhérents à la propriété des biens, sont considérés comme des contrats de location-financement et font à ce titre l'objet d'un retraitement (comptabilisation d'un actif corporel et d'une dette financière le cas échéant).

Les actifs détenus en location-financement sont comptabilisés au bilan en immobilisations corporelles au plus bas de leur juste valeur et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, moins les amortissements cumulés et les pertes de valeur. Ces actifs sont amortis sur leur durée prévue d'utilisation (au passif la contrepartie des contrats retraités figurent en dettes financières).

Le montant des locations simples pour lesquelles le Groupe est engagé de manière irrévocable est présenté dans les engagements hors bilan.

2.7.1.3 Subventions reçues

Les subventions d'investissement reçues (notamment de l'État) sont affectées au bilan en diminution de la valeur des immobilisations concernées et amorties au rythme de ces actifs dès lors qu'elles sont définitivement acquises.

2.7.2 Immobilisations incorporelles

La norme IAS 38 définit l'immobilisation incorporelle comme étant un actif non monétaire identifiable, sans substance physique, et contrôlé par l'entité. Un actif est identifiable :

- s'il est séparable (loué, vendu, échangé de manière indépendante),
- ou s'il est issu d'un droit contractuel ou légal, que ce droit soit séparable ou non.

Un actif est contrôlé si l'entité a le pouvoir d'en retirer les bénéfices économiques futurs et d'en restreindre l'accès aux tiers.

Lorsque l'immobilisation incorporelle a une durée de vie définie, elle est amortissable. Les immobilisations à durée de vie indéfinie ne sont pas amortissables, mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel ; le caractère indéfini est revu à chaque clôture.

Les immobilisations incorporelles comprennent les :

- Frais de développement
 - Les frais de développement sont activés lorsqu'ils satisfont aux critères de la norme IAS 38 (génération d'avantages économiques futurs et coût évalué de façon fiable).
 - Conformément aux principes IFRS, les frais d'établissement et les frais de recherche figurent en charges dans l'exercice de leur engagement.
- Concessions, brevets et droits assimilés

Ils incluent notamment chez Bouygues Telecom :

| Nature des immobilisations | Mode d'amortissement | Durée |
|--|-----------------------------|-----------------------|
| Licence UMTS | Linéaire | 17,5 ans ^a |
| Activité FAI-IRU (et <i>front-fees</i>) (droits d'usage irrévocables) | Linéaire | 25 ans |
| Logiciels, développements informatiques et bureautiques, frais d'accès au service client (FAS) | Linéaire | 3 à 8 ans |
| Autorisation d'utilisation de fréquences 4G et 700 MHz | Linéaire | 20 ans ^b |

(a) licence UMTS attribuée en 2002 : amortissement depuis l'ouverture du réseau haut débit le 26 mai 2005

(b) Les licences acquises en 2011 et 2012 (respectivement pour 228 et 683 millions d'euros) ont été attribuées pour une durée de 20 ans et sont amorties à compter de leur mise en service le 1er octobre 2013, respectivement sur 18 et 18,3 ans. L'amortissement du bloc de 5 MHz acquis en novembre 2015 pour 467 millions d'euros n'a pas débuté.

La redevance de la licence UMTS, délivrée pour une durée de vingt ans, comporte :

- une part fixe de 619 millions d'euros qui, dès l'attribution de l'autorisation du 12 décembre 2002, a été inscrite en immobilisation incorporelle,
- une part variable de 1 % calculée sur le chiffre d'affaires généré par l'exploitation du réseau mobile de troisième génération et comptabilisée en charge de période à compter de l'ouverture du réseau UMTS (novembre 2007).

2.7.3 Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles du Groupe concernent notamment le droit au bail et les droits audiovisuels (TF1).

Droits audiovisuels TF1

Dans cette rubrique figurent les parts de films et de programmes audiovisuels produits ou coproduits par TF1 SA, TF1 Films Production, TF1 Vidéo et TF1 Production, les droits audiovisuels de distribution et de négoce de TF1 DA et TF1 Entreprises, les droits audiovisuels produits par Newen Studios ainsi que les droits musicaux détenus par Une Musique.

Les droits audiovisuels sont comptabilisés à l'actif à leur coût historique.

Les modalités d'amortissement des différentes catégories de droits audiovisuels sont les suivantes :

- parts de producteurs de fictions françaises acquises dans le cadre des obligations réglementaires des diffuseurs : elles sont amorties au minimum de façon linéaire sur la durée prévisionnelle de leur exploitation en fonction de la baisse des avantages économiques futurs liés à ces parts.
- parts de producteurs de fictions françaises produites par le Groupe : elles sont amorties de façon dégressive en tenant compte de la baisse de la valeur économique de ces parts attendue.
- parts de coproductions cinématographiques et droits audiovisuels de «distribution» : ils sont amortis de façon dégressive en fonction de la baisse de la valeur économique attendue.
- droits audiovisuels «négoce» : ils sont amortis de façon linéaire sur la durée du contrat ou sur la durée prévisionnelle d'exploitation.
- droits musicaux : ils sont amortis sur une durée de 2 ans et l'amortissement comptabilisé la première année correspond à 75 % de leur valeur brute, les 25 % restants étant amortis au cours de la deuxième année.

Une dépréciation des droits audiovisuels est comptabilisée individuellement le cas échéant, le calcul de la dépréciation des droits audiovisuels étant notamment fondé sur une analyse des avantages économiques futurs liés à ces droits au regard de leur valeur nette comptable.

2.7.4 Suivi de la valeur des actifs immobilisés et des entités associées

Des tests de dépréciation de la valeur nette comptable des actifs immobilisés et de la participation dans les entités associées sont réalisés lorsqu'il existe un indice de perte de valeur.

Au moins une fois par an (lors de la clôture annuelle), la valeur au bilan des actifs incorporels à durée de vie indéfinie et des *goodwill* est comparée à leur valeur recouvrable.

2.7.4.1 Test de dépréciation de TF1, Bouygues Telecom et Colas

Méthode retenue

Afin de déterminer la valeur recouvrable, les actifs incorporels auxquels il n'est pas possible de rattacher directement des flux de trésorerie indépendants sont regroupés au sein de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle ils appartiennent, ou dans le groupe d'UGT au niveau duquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions (métiers pour le groupe Bouygues). La valeur recouvrable de l'UGT est déterminée comme suit :

- Pour TF1 et Colas, métiers cotés en Bourse : à partir du cours de bourse si celui-ci est supérieur à la valeur comptable des actifs après prise en compte, le cas échéant, d'une prime de contrôle, ou par application de la méthode des flux de trésorerie actualisés (DCF) telle que décrite ci-dessous et prenant en compte les spécificités de la participation.
- Pour Bouygues Telecom : par application de la méthode des flux de trésorerie actualisés (DCF) prenant en compte les spécificités de la participation.
 - Les flux de trésorerie sont issus du plan d'affaires à trois ans élaboré par la direction du métier concerné et présenté aux conseils d'administration de l'entité et de Bouygues.
 - Le taux d'actualisation est déterminé en prenant pour base le coût moyen pondéré du capital, en utilisant pour les capitaux propres un panel de sociétés comparables et pour l'endettement donné deux hypothèses : une structure d'endettement 1/3 dette - 2/3 fonds propres (H1) et une structure d'endettement 2/3 dette - 1/3 fonds propres (H2).
 - La valeur terminale est calculée par sommation à l'infini des flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance à l'infini.

La valeur recouvrable des actifs de l'unité génératrice de trésorerie ainsi déterminée est ensuite comparée à leur valeur au bilan consolidé. Une dépréciation est comptabilisée, le cas échéant, si cette valeur s'avère supérieure à la valeur recouvrable. Elle est imputée en priorité à la dépréciation du *goodwill* existant, et ne peut pas faire l'objet d'une reprise.

2.7.4.2 Test de dépréciation de la participation dans Alstom

Méthode retenue

Le *goodwill* inclus dans la valeur comptable d'une coentreprise ou d'une entité associée n'étant pas présenté séparément, il ne fait pas l'objet d'un test individuel de dépréciation en application des dispositions d'IAS 36. Une dépréciation est comptabilisée, le cas échéant, si la valeur comptable s'avère supérieure à la valeur recouvrable. Elle est imputée sur la valeur de la participation et peut faire l'objet d'une reprise.

Le test de dépréciation de la participation dans Alstom est réalisé en comparant la valeur comptable à la valeur recouvrable déterminée sur la base d'une valeur d'utilité établie à partir des flux de trésorerie prévisionnels établis par le management de Bouygues, issus des prévisions établies par un panel d'analystes financiers.

2.7.5 Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers non courants incluent notamment les prêts et créances rattachés ou non aux participations et des immobilisations financières diverses : dépôts et cautionnements, participations diverses dans lesquelles le Groupe n'exerce ni contrôle, ni influence notable.

Les titres de participation non consolidés sont évalués à leur juste valeur et les variations de valeur sont enregistrées dans les capitaux propres.

La juste valeur correspond au prix de marché pour les titres cotés ou à une estimation de la valeur d'utilité pour les titres non cotés, déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque titre.

Lorsqu'il existe une indication objective de la dépréciation de ces titres, la perte cumulée comptabilisée en capitaux propres est constatée en résultat.

Les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

Prêts et créances à taux variable : une réestimation périodique des flux de trésorerie traduit l'évolution des taux d'intérêt du marché et modifie le taux d'intérêt effectif, et donc la valorisation du prêt ou de la créance.

Les prêts et créances font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat (note 3.2.4 Actifs financiers non courants).

Contrats de concession et PPP (partenariat public-privé) :

Le Groupe détient des participations titulaires de contrats de concessions / PPP (partenariat public-privé) qui sont traités conformément à l'interprétation IFRIC 12. Ces contrats sont signés chez Bouygues Construction et Colas, et sont analysés au cas par cas.

Dans le cas de la méthode de la créance financière, la créance initiale représente la juste valeur des travaux réalisés et est ensuite comptabilisée au coût amorti selon la méthode définie par l'IAS 39.

Elle représente donc le montant des travaux réalisés, augmenté des intérêts cumulés calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif, et diminué des paiements reçus du concédant.

2.8 Actif courant

2.8.1 Stocks

Les stocks sont évalués à leur coût de revient (FIFO ou PMP selon les activités) ou au prix du marché s'il est inférieur.

Lorsque la valeur de réalisation des stocks est inférieure à leur prix de revient, les dépréciations nécessaires sont comptabilisées.

2.8.2 Programmes immobiliers

Les stocks de programmes immobiliers sont évalués à leur coût de revient qui comprend le prix d'acquisition des terrains, les taxes, le coût de construction et d'aménagement, le coût des Voiries et Réseaux Divers (VRD), les honoraires et frais annexes.

L'ensemble des charges de publicité est traité en charges de période.

Les études préalables au lancement des opérations de promotion sont comptabilisées en stocks. Lorsque la probabilité de réalisation des opérations est faible, notamment en cas de risque de désistement ou de recours sur permis de construire, ces frais sont dépréciés par le biais de provisions.

2.8.3 Programmes et droits de diffusion

Afin de sécuriser les grilles de programmes pour les années futures, le groupe TF1 souscrit des contrats fermes, parfois pluriannuels, d'acquisition de programmes et de droits de retransmissions sportives en vertu desquels les contreparties s'engagent à fournir les programmes et droits correspondants.

Un programme est considéré comme diffusable et inscrit en stocks dès lors que les deux conditions suivantes sont réunies : l'acceptation technique (pour la production propre et la production externe) et l'ouverture des droits (pour la production externe).

Concernant les droits et les programmes pour lesquels les deux critères ci-dessus ne sont pas réunis (œuvres non livrées, droits sportifs dont le droit de diffusion n'est ouvert que le jour de la réalisation de l'événement, etc.), le groupe TF1 considère qu'il ne contrôle pas l'actif car il ne dispose pas du droit et de la capacité de diffuser l'œuvre. Ces droits ne sont, en conséquence, pas inscrits au bilan.

Les acomptes éventuels versés au titre de l'acquisition de ces droits sont enregistrés en acomptes fournisseurs.

La rubrique "Programmes et droits de diffusion" du bilan intègre :

- la production propre, constituée des émissions réalisées par les sociétés du groupe TF1 pour ses antennes,
- la production externe, constituée des droits de diffusion acquis par les chaînes du groupe TF1.

Les principes de valorisation des programmes et droits de diffusion sont les suivants :

- la production propre est valorisée à son coût global de production (coûts directs augmentés d'une quote-part de frais indirects de production),
- les droits de diffusion et les coproductions sont valorisés à leur coût d'acquisition diminué, à la clôture de chaque exercice, des consommations de l'exercice.

Les programmes de TF1 SA sont réputés consommés lors de leur diffusion. Lorsqu'ils sont acquis pour une diffusion unique, ils sont consommés intégralement lors de cette diffusion. Lorsqu'ils sont acquis pour deux diffusions ou davantage, ils sont, sauf valorisation particulière dans les contrats d'acquisition, consommés de la manière suivante, selon le type de programme :

| Règles par type de programme | | | |
|-------------------------------------|---|---|---|
| | Fictions d'une durée au moins égale à 52 minutes | Films, téléfilms, séries, dessins animés | Autres programmes et droits de diffusion |
| 1 ^{re} diffusion | 80 % | 50 % | 100 % |
| 2 ^e diffusion | 20 % | 50 % | - |

Les "Autres programmes et droits de diffusion" du tableau ci-dessus comprennent des programmes jeunesse (hors dessins animés), des variétés, du théâtre, des magazines / documentaires, de l'information, des sports et des fictions d'une durée unitaire inférieure à 52 minutes.

Un programme fait l'objet d'une dépréciation lorsqu'il est probable qu'il ne sera pas diffusé, ou si sa valeur contractuelle d'entrée en stocks excède la valeur qui lui est attribuable en application des règles Groupe ci-dessus. La probabilité de diffusion s'apprécie en fonction des dernières grilles prévisionnelles de programmes validées par la Direction. De plus, si ce droit fait l'objet d'une revente, l'éventuel écart défavorable entre sa valeur d'entrée en stock (ou le cas échéant le montant des acomptes versés) et le prix de vente obtenu ou estimé est provisionné dès que la cession est probable.

Les programmes non diffusés dont les droits ont expiré font l'objet d'une "mise au rebut" comptabilisée dans le résultat opérationnel courant ; les provisions éventuellement constituées sont reprises.

Les droits commandés dans le cadre de contrats fermes mais qui ne sont pas encore diffusables sont recensés dans la note 4.1 de l'annexe et sont valorisés à hauteur des montants contractuels ou du montant estimé des décaissements futurs, sous déduction des acomptes versés.

2.8.4 Clients et comptes rattachés

Les créances clients sont évaluées à leur valeur nominale, sous déduction des dépréciations tenant compte des possibilités effectives de recouvrement ; ces créances sont le plus souvent, à court terme, sans taux d'intérêt déclaré, et sont évaluées au montant de la facture d'origine sauf si l'application d'un taux d'intérêt implicite a un effet significatif.

Dans le cadre de la comptabilisation des contrats à long terme dans la méthode de l'avancement, cette rubrique inclut notamment :

- les situations émises au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou des prestations (situations acceptées par le maître d'ouvrage),
- les "Facturations à établir" correspondant aux travaux mérités qui n'ont pu, pour des raisons de décalage temporaire, être facturés ou acceptés par le maître d'ouvrage.

2.8.5 Autres créances courantes

Les autres créances sont évaluées à leur valeur nominale, sous déduction des dépréciations tenant compte des possibilités effectives de recouvrement.

2.9 Instruments financiers

Certaines structures du Groupe sont amenées à utiliser des instruments financiers de couverture dans le but de limiter l'incidence, sur leur compte de résultat, des variations de change et de taux d'intérêt. L'utilisation de ces instruments s'inscrit dans le cadre ci-après.

2.9.1 Nature des risques auxquels le Groupe est exposé

2.9.1.1 Exposition au risque de change

Globalement, le Groupe est faiblement exposé au risque de change sur les opérations commerciales courantes, dans la mesure où l'activité à l'international (Bouygues Construction et Colas principalement) ne donne pas lieu à exportation. Selon possibilités, les contrats facturés en devises donnent lieu à des dépenses dans la même devise. C'est le cas notamment pour la plupart des chantiers exécutés à l'étranger, dont la part de dépenses de sous-traitance et de fournitures en monnaie locale est prépondérante sur la part de dépenses en euros. L'exposition au risque de change se résume à la marge sur les marchés, et aux études éventuelles réalisées en France. Par ailleurs, une vigilance particulière est portée aux risques relatifs aux avoirs du Groupe en monnaies non convertibles et, plus généralement, aux risques "pays".

2.9.1.2 Exposition au risque de taux

La charge financière du Groupe est peu sensible à la variation des taux d'intérêt car l'essentiel de son endettement est à taux fixe grâce à des emprunts obligataires à taux fixe et à un portefeuille d'instruments de couverture de taux permettant de transformer la dette à taux variable en dette à taux fixe.

La charge financière du Groupe ne serait que peu affectée par une fluctuation des taux d'intérêts européens ou par une évolution divergente de ceux-ci par rapport aux taux d'intérêt dans les principales devises hors de la zone euro.

Enfin, les dettes financières à taux variable figurant au bilan sont, en moyenne sur l'exercice, inférieures à la trésorerie disponible placée également à taux variable.

2.9.1.3 Exposition au risque sur matières premières

Globalement, le Groupe est faiblement exposé au risque sur matières premières. La principale exposition relève de l'activité routière (sensibilité à l'évolution du coût des produits pétroliers). Cette exposition reste néanmoins relativement limitée dans la mesure où les contrats sont généralement de courtes durées ou indexés. Des opérations de couverture peuvent être mises en place ponctuellement dans le cadre de contrats spécifiques.

2.9.2 Principes communs relatifs aux instruments financiers de couverture

Les instruments utilisés sont limités aux produits suivants : achats et ventes à termes de devises, *swaps* de devise, achats d'options de change dans le cadre de la couverture du risque de change ; *swaps* de taux d'intérêt, *future rate agreements*, achat de *caps* et de *tunnels* dans le cadre de la couverture du risque de taux ; achats et vente à terme de contrats, *swaps* et options sur matières premières dans le cadre de la couverture du risque sur matières premières.

Ils ont pour caractéristiques :

- de n'être utilisés qu'à des fins de couverture,
- de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang,
- de ne présenter aucun risque d'illiquidité en cas de retournement éventuel.

L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties et, plus généralement, la gestion de l'exposition au risque de change, au risque de taux et au risque sur matières premières, font l'objet d'états de *reporting* spécifiques à destination des organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

2.9.3 Règles de couverture

2.9.3.1 En matière de risque de change

Le principe appliqué au sein du Groupe est de couvrir systématiquement les risques de change résiduels découlant des opérations commerciales. Lorsque les flux sont certains, le risque de change est couvert par des achats ou des ventes à terme, ou par des *swaps* de devises. Pour certains contrats importants, une couverture optionnelle peut être mise en place préalablement à l'obtention définitive de l'affaire ; si le sous-jacent de la couverture disparaît (prestation non réalisée, commande annulée, etc.), l'opération de couverture est immédiatement dénouée.

Dans un souci de rationalisation, les positions de change de certaines entités du Groupe peuvent être gérées de façon centralisée et, le cas échéant, les positions symétriques peuvent être compensées (les produits dérivés de change ne sont utilisés qu'aux seules fins de couverture).

2.9.3.2 En matière de risque de taux

Le principe est de couvrir, au niveau de chaque sous-groupe, tout ou partie des actifs ou des passifs financiers dans la mesure où ces derniers présentent un caractère prévisible et récurrent.

L'objectif est de sécuriser le résultat financier futur en fixant le coût de la dette par des *swaps*, des *future rate agreements* ou en le limitant par des *caps*, pour une durée liée à celle des passifs financiers à couvrir.

Comme pour le risque de change, toujours dans un but de rationalisation, les positions de taux de certaines entités du Groupe peuvent être gérées de façon centralisée et partiellement compensées.

2.9.3.3 En matière de risque sur matières premières

Le principe est de couvrir au niveau de chaque sous-groupe, tout ou partie de l'exposition de contrats spécifiques aux variations du coût des matières premières (notamment dans le cadre de l'activité routière).

2.9.4 Méthodes de comptabilisation

En règle générale, les instruments financiers utilisés par le Groupe font l'objet d'une comptabilité de couverture. Ainsi, ils donnent lieu à la mise en place d'une documentation de relation de couverture conformément aux dispositions de la norme IAS 39. Le Groupe procède alors, suivant le cas, à deux types de comptabilisation :

- comptabilisation dans le cadre d'une relation de couverture de juste valeur : la variation de juste valeur de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert sont comptabilisées de manière symétrique dans le compte de résultat,
- comptabilisation dans le cadre d'une relation de couverture de flux de trésorerie : la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée en compte de résultat pour la partie non efficace et en capitaux propres (jusqu'au dénouement de l'opération) pour la partie efficace.

Comme requis par la norme IFRS 13, il est tenu compte pour évaluer la juste valeur des instruments financiers dérivés du risque de crédit pour les instruments dérivés actifs et du risque de crédit propre pour les instruments dérivés passifs. Ces composantes n'ont pas d'effet significatif sur les comptes consolidés du Groupe.

2.10 Capitaux propres consolidés

Les actions propres détenues sont imputées en déduction des capitaux propres consolidés ; aucune charge ou produit résultant de l'annulation n'affecte le compte de résultat.

Lorsque des filiales du Groupe détiennent leurs propres actions, il est constaté un complément de pourcentage d'intérêt au niveau du Groupe sur celle-ci.

2.10.1 Réserve de conversion

La réserve de conversion représente les écarts de change intervenus depuis le 1^{er} janvier 2004, date de remise à zéro de la réserve par virement à la rubrique "Report à nouveau".

2.10.2 Information sur la gestion du capital

L'objectif de la direction générale de Bouygues est de maintenir un niveau de capitaux propres consolidés permettant :

- de conserver un ratio endettement net (note 2.15.3) / capitaux propres raisonnable,
- de distribuer un dividende régulier aux actionnaires.

Ce niveau peut toutefois varier sur une période limitée, en particulier si un investissement ayant un intérêt stratégique fort pour le Groupe se présentait.

À cette fin, le plan d'affaires constitue un des outils de pilotage du Groupe permettant à la société mère d'appréhender la situation de chacun des métiers comme de l'ensemble du Groupe, et son incidence sur les capitaux propres consolidés.

Dans la ligne des principes énoncés ci-dessus, le Groupe laisse une certaine autonomie aux filiales des métiers et à leur société mère pour gérer leurs capitaux propres en fonction de leurs objectifs et besoins, dans la mesure où les activités variées des métiers nécessitent des niveaux de capitaux propres qui peuvent être différents.

2.11 Passif non courant

2.11.1 Dettes financières non courantes

À l'exception des instruments dérivés constituant des passifs qui sont évalués à la juste valeur (intégrant une composante « risque de contrepartie » qui est non significative), les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

Les frais de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'un passif financier viennent en diminution de ce passif financier. Ces frais sont ensuite amortis actuariellement sur la durée de vie du passif selon la méthode du TIE.

La fraction à moins d'un an des dettes financières est présentée en passif courant.

2.11.2 Provisions non courantes

Conformément à la norme IAS 37 "Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels", des provisions sont comptabilisées à la clôture de l'exercice lorsqu'il existe une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont il est probable que le règlement se traduise pour l'entreprise par une sortie nette de ressources représentatives d'avantages économiques.

Le montant figurant en provisions correspond à la meilleure estimation par le Groupe de la sortie nette de ressources.

En général, ces provisions ne sont pas liées au cycle normal d'exploitation des entreprises (note 2.12.2 Provisions courantes).

Les provisions non courantes incluent pour l'essentiel :

- les provisions constituées dans le cadre des garanties biennales et décennales relatives aux marchés de travaux de construction, pour la quote-part de risques, non couverte par les assurances, restant à la charge des entreprises ; ces provisions sont constituées au fur et à mesure de la prise en compte des produits, selon des données statistiques déterminées par référence à l'expérience acquise en ce domaine sur une longue durée ;
- les provisions relatives aux risques fiscaux, amendes du Conseil de la concurrence ;

- les provisions destinées à couvrir les litiges, contentieux et aléas prévisibles des activités du Groupe, notamment à l'étranger, tels que repli définitif des chantiers, risques et charges divers ;
- les provisions pour frais de remise en état des sites et coûts de démantèlement (carrières, etc.).

Les coûts encourus du fait de l'obligation contractuelle incombant à l'entreprise en raison d'une dégradation immédiate de l'environnement font l'objet d'une provision.

- Les provisions pour avantages du personnel, qui comprennent :
 - les provisions pour médailles du travail.
 - les provisions créées au titre des indemnités de fin de carrière, à percevoir par les salariés le jour de leur départ en retraite.

Le calcul de la provision est établi selon la "méthode rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite, avec salaire de fin de carrière". L'évaluation sur la base conventionnelle à chaque métier tient compte :

- du statut, de l'âge et de l'ancienneté acquise par les différentes catégories de personnel,
- du taux de rotation calculé selon la moyenne des sorties par métier, tranches d'âge et catégories,
- des salaires et appointements moyens incluant primes, gratifications et avantages en nature, majorés d'un coefficient de charges sociales patronales en vigueur,
- d'un taux de revalorisation du salaire de fin de carrière,
- d'un taux d'actualisation de l'engagement de fin de carrière, projeté à la date de départ en retraite,
- d'un calcul d'espérance de vie déterminé par référence aux tables de survie ;
- les provisions pour pensions à verser (selon pays et modalités applicatives).

Pour couvrir leurs engagements en matière de pensions à percevoir par les salariés après leur départ en retraite, les sociétés du Groupe effectuent des versements réguliers auprès d'organismes externes : caisses de retraite publiques ou privées, et fonds de pension indépendants (régimes à cotisations définies). Il subsiste toutefois, dans le groupe Colas notamment, quelques régimes à prestations définies (Royaume-Uni, Irlande, Canada). Ces régimes (fonds de pension) sont gérés par des fonds indépendants et ne concernent qu'un nombre limité de salariés puisqu'il a été décidé, il y a quelques années, que ces fonds n'accueilleraient plus de nouveaux cotisants du Groupe. A fin d'exercice, la juste valeur des actifs de couverture de ces régimes de pension n'a pas entraîné de dépréciation significative dans les comptes du Groupe.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour évaluer la valeur actuelle de l'obligation et le coût des services rendus au cours de l'exercice, au titre des prestations définies, reflètent la meilleure estimation des variables qui détermineront le coût final des avantages évalués ; elles sont cohérentes entre elles. Le taux d'actualisation et de rendement des actifs est déterminé par rapport au taux de marché attendu, en considérant le calendrier estimé des versements de prestations. Le taux d'actualisation de l'engagement est déterminé par référence au taux de marché, à la date de clôture, fondé sur les obligations d'entreprises de 1^{re} catégorie.

Le Groupe affecte en capitaux propres consolidés la variation des droits résultant des évolutions sur hypothèses actuarielles au titre des indemnités de fin de carrière et des pensions à verser.

2.12 Passif courant

2.12.1 Avances et acomptes reçus sur commandes

Ils comprennent les avances et acomptes reçus des clients au titre d'acomptes ou d'avances de démarrage des marchés travaux.

2.12.2 Provisions courantes

- Provisions liées au cycle normal d'exploitation des métiers. Elles comprennent pour l'essentiel :
 - les provisions pour risques chantiers travaux, SEP, etc.,
 - Provisions pour pertes à terminaison de fin de contrats : elles concernent les chantiers en cours de réalisation et prennent en compte notamment les réclamations acceptées par le client ; elles sont évaluées chantier par chantier, sans compensation.

2.12.3 Fournisseurs et autres créditeurs courants

En raison de leur caractère à court terme, les valeurs comptables retenues dans les comptes consolidés sont des estimations raisonnables de leur valeur de marché.

2.13 Compte de résultat

Comme le permet la norme IAS 1 "Présentation des états financiers", le Groupe présente le compte de résultat par nature. Le Groupe a appliqué la recommandation de l'ANC n° 2013-03 du 7 novembre 2013 pour la présentation du compte de résultat.

2.13.1 Définition des produits de l'activité

Les produits de l'activité du Groupe sont reconnus dès lors que :

- les avantages économiques résultant de la transaction bénéficieront au Groupe de manière probable,
- le montant des revenus peut être mesuré de manière fiable,
- à la date de la transaction, il est probable que le montant de la vente sera recouvré.

Bouygues Telecom

Le chiffre d'affaires de Bouygues Telecom est constitué de prestations de services et de ventes de terminaux et accessoires.

- Prestations de services :

La facturation des forfaits et des services commerciaux (mobile et fixe) est établie "terme à échoir", soit avec un mois d'avance, et est constatée en chiffre d'affaires *pro rata temporis*.

Le chiffre d'affaires relatif aux communications hors forfait, au *roaming* et à l'interconnexion, est enregistré sur la période de consommation.

Le chiffre d'affaires généré par les cartes prépayées est enregistré lors de la vente des cartes aux distributeurs et différé jusqu'à l'activation des cartes, puis corrigé des réserves non utilisées.

Les prestations effectuées pour le compte des éditeurs de contenu concernant les services SMS+ et les numéros spéciaux, ne figurent pas dans les produits et charges de l'exercice. Seule la marge, représentant les peines et soins, figure en chiffre d'affaires.

- Ventes de terminaux et accessoires :

Les ventes de terminaux et de cartes SIM sont comptabilisées au fur et à mesure des ventes aux distributeurs, et la marge correspondante est neutralisée jusqu'à l'activation de la ligne du client. Depuis août 2013, les clients « Grand public » et « Pros » peuvent bénéficier d'un étalement de paiement pour acquérir leur téléphone ; l'intégralité de la vente du téléphone est constatée lors de la souscription.

- Rémunération des distributeurs :

L'ensemble des rémunérations des distributeurs est comptabilisé en charge.

- Programme de fidélisation clients "Grand public" :

Depuis novembre 2014, tous les clients Forfaits Grand public cumulent un avantage, utilisable pour acquérir un nouveau mobile, calculé en fonction de l'ancienneté de leur mobile. Ces clients pourront, par la suite, bénéficier de cet avantage ainsi acquis pour obtenir le renouvellement de leur terminal téléphonique dès douze mois, à un tarif avantageux, à condition de se réengager pour une durée minimale de douze mois.

En vertu de l'interprétation IFRIC 13 (§ AG1 à AG3), Bouygues Telecom a procédé à l'évaluation de la juste valeur de l'avantage attribué dans le cadre des programmes de fidélisation ; aucun chiffre d'affaires n'a été différé à ce titre.

2.13.2 Comptabilisation des contrats de construction

2.13.2.1 Activités de construction

L'ensemble des activités relatives à des contrats de construction est traité selon la méthode dite à "l'avancement".

Le produit pris en compte à l'avancement correspond au prix de vente avancé, calculé sur la base de la dernière estimation du prix de vente total du contrat multiplié par le taux d'avancement réel du chantier. Ce taux d'avancement est déterminé en fonction de l'avancement physique des travaux. La dernière estimation du prix de vente total du contrat prend en compte notamment les réclamations acceptées par le client ou hautement probables.

Les contrats dégagant une perte finale probable font l'objet d'une provision pour perte à terminaison, inscrite au passif du bilan sous la rubrique "Provisions courantes". La perte est provisionnée en totalité dès qu'elle est connue et estimée de manière fiable, quel que soit le degré d'avancement.

2.13.2.2 Activité immobilière

Le chiffre d'affaires et le résultat sont appréhendés selon la méthode de l'avancement, lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- permis de construire purgé de tous recours,
- vente notariée, ou contrat de promotion, signé(e) avec le client,
- marché Travaux signé avec l'entrepreneur (ordre de service donné).

Le taux d'avancement est déterminé sur la base du coût des travaux comptabilisés par rapport aux coûts prévisionnels de l'opération.

Des charges à payer pour finition de programmes immobiliers sont prises en compte, sur ce type de transactions, en fonction de leur stade d'avancement ; les dépenses résiduelles des opérations livrées figurent également en "Dettes fournisseurs et comptes rattachés".

Les coûts de structure (y compris la force de vente et l'ensemble des charges de publicité) sont traités en charge de période.

2.13.3 Autres produits et charges non courants

Il s'agit de produits ou de charges en nombre très limité, inhabituels et peu fréquents – de montant particulièrement significatif – que le Groupe présente de manière distincte dans son compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante.

La nature de ces éléments est décrite dans la note 12.

2.13.4 Paiement en actions

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 2, les options de souscription d'actions consenties aux mandataires sociaux ou à des salariés du Groupe sont comptabilisées dans les états financiers selon les modalités suivantes : la juste valeur des options attribuées (correspondant à la juste valeur des services rendus par les employés en contrepartie des options reçues) est comptabilisée en charge de personnel en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres.

Cette charge de personnel est évaluée à la date d'attribution des options à partir du modèle de Black & Scholes. Elle fait l'objet d'un étalement sur la durée d'acquisition des droits.

2.14 Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon IAS 7 et la recommandation CNC (devenu ANC) n°2013-03 du 7 novembre 2013 (en méthode indirecte).

Le résultat net des sociétés intégrées est corrigé des effets des transactions sans incidence sur la trésorerie, et des éléments de produits ou charges liés aux flux d'investissement ou de financement.

La capacité d'autofinancement se définit comme le résultat net consolidé des sociétés intégrées avant dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions / résultat sur cessions d'actifs / coût de l'endettement financier net (CEFNI), et charge d'impôt de l'exercice (le CEFNI figure en flux des opérations de financement sur le tableau des flux).

La trésorerie du Groupe, dont la variation est analysée dans le tableau des flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie,
- concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque.

2.15 Autres indicateurs financiers

2.15.1 EBITDA

L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant corrigé des dotations nettes aux amortissements, aux provisions et dépréciations. Ces éléments sont en lecture directe au compte de résultat ou en renvoi pour les reprises non utilisées sur provisions et dépréciations.

Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE), dont bénéficient les sociétés françaises, est comptabilisé en résultat opérationnel courant, en minoration des charges de personnel.

Les principaux éléments du résultat opérationnel courant entrant dans la composition des autres produits et autres charges d'exploitation concernent essentiellement les différences de change nettes relatives à des opérations commerciales, les résultats de cession sur immobilisations, le résultat net des opérations faites en commun, les redevances pour concessions de brevets ainsi que chez Colas les produits de cessions de matières premières (bitume) aux SEP et GIE d'enrobage et d'émulsions, qui revendent ultérieurement ces enrobés et émulsions à Colas.

Le résultat net des opérations faites en commun correspond à la quote-part de résultats provenant de sociétés non consolidées (SEP, etc.), par exemple liés à l'exploitation des postes de fabrication d'enrobés ou de liants.

2.15.2 Cash-flow libre

Le *cash-flow* est égal à la capacité d'autofinancement (déterminée après coût de l'endettement financier et charge nette d'impôt de l'exercice, et avant variation du besoin en fonds de roulement) diminuée des acquisitions d'exploitation nettes de cessions de la période.

2.15.3 Endettement financier net

L'endettement financier net résulte des rubriques ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie,
- soldes créditeurs de banque,
- dettes financières non courantes et courantes,
- instruments financiers (couverture des dettes financières appréciées en juste valeur).

2.16 État des produits et charges comptabilisés

Le Groupe présente l'état des produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres ; il fait apparaître un résultat net comparatif incluant les charges et produits concernés.

2.17 Comparabilité des comptes consolidés

Les variations de périmètre de l'exercice n'ont pas d'impact significatif sur les comptes consolidés présentés au 31 décembre 2016 et ne font pas obstacle à la comparaison avec les états financiers établis au 31 décembre 2015.

NOTE 3 ACTIF NON COURANT

L'actif non courant détaillé par métier figure en note 16 Information sectorielle.

3.1 Synthèse des investissements consolidés nets de l'exercice (exploitation et financier)

| <i>(en millions d'euros)</i> | 2016 | 2015 |
|---|----------------------|--------------------|
| Immobilisations corporelles | 1 660 | 1 436 |
| Immobilisations incorporelles | 302 | 592 ^c |
| Investissements opérationnels | 1 962 | 2 028 |
| Actifs financiers non courants (titres consolidés, participations non consolidées et autres titres immobilisés) | 233 ^a | 53 |
| Investissements consolidés | 2 195 | 2 081 |
| Cessions d'actifs non courants | (1 628) ^b | (847) ^d |
| Investissements nets | 567 | 1 234 |

(a) dont 194 millions d'euros d'acquisitions réalisées chez TF1 (principalement Newen Studios, RDVPS, ...)

(b) Les désinvestissements concernent notamment la cession des titres Alstom (OPRA) pour (996) millions d'euros, la cession de 500 pylônes par Bouygues Telecom pour (147) millions d'euros, la cession d'Adelac pour (130) millions d'euros et la cession d'Atlantes pour (67) millions d'euros (nets des remboursements de comptes courants) (note 1.2.1 Faits significatifs de l'exercice 2016).

(c) dont Bouygues Telecom : acquisition pour 467 millions d'euros d'un bloc de 5 MHz dans le cadre de la mise aux enchères des fréquences de la bande 700 MHz par l'État

(d) dont cession d'Eurosport International pour (490) millions d'euros (note 1.2.2 Faits significatifs de l'exercice 2015)

3.2 Actif non courant : analyse des variations nettes de l'exercice

3.2.1 Immobilisations corporelles

| (en millions d'euros) | Terrains et Constructions | Installations, matériels et outillages | Autres immobilisations corporelles | Immobilisations en cours et avances versées sur commandes | Total |
|--|------------------------------|--|--|---|-----------------|
| Brut | | | | | |
| 31/12/2014 | 2 270 | 11 844 | 2 903 | 453 | 17 470 |
| Flux 2015 | | | | | |
| Écarts de conversion | 27 | 83 | 13 | 7 | 130 |
| Changements de périmètre | (9) | (36) | (5) | | (50) |
| Investissements de l'exercice | 56 | 938 | 234 | 208 | 1 436 |
| Cessions, virements et divers | 15 | (284) | (149) | (247) | (665) |
| 31/12/2015 | 2 359 | 12 545 | 2 996 | 421 | 18 321 |
| dont locations financement | 12 | 96 | 15 | | 123 |
| Flux 2016 | | | | | |
| Écarts de conversion | 5 | 39 | 14 | (2) | 56 |
| Changements de périmètre | (6) | (14) | (25) | (1) | (46) |
| Investissements de l'exercice | 47 | 1 016 | 344 | 253 | 1 660 |
| Cessions, virements et divers | (25) | (513) | (170) | (333) | (1 041) |
| 31/12/2016 | 2 380 | 13 073 | 3 159 | 338 | 18 950 |
| dont locations financement | 12 | 95 | 16 | | 123 |
| Amortissements, dépréciations et pertes de valeur | | | | | |
| 31/12/2014 | (806) | (8 041) | (2 104) | | (10 951) |
| Flux 2015 | | | | | |
| Écarts de conversion | (12) | (65) | (10) | | (87) |
| Changements de périmètre | 4 | 28 | 5 | | 37 |
| Dotations et reprises | (94) | (1 026) | (300) | | (1 420) |
| Cessions, virements et divers | 21 | 421 | 181 | | 623 |
| 31/12/2015 | (887) | (8 683) | (2 228) | | (11 798) |
| dont locations financement | (7) | (60) | (11) | | (78) |
| Flux 2016 | | | | | |
| Écarts de conversion | (1) | (32) | (11) | | (44) |
| Changements de périmètre | 3 | 9 | 4 | | 16 |
| Dotations et reprises | (76) | (1 003) | (278) | | (1 357) |
| Cessions, virements et divers | 16 | 626 | 157 | | 799 |
| 31/12/2016 | (945) | (9 083) | (2 356) | | (12 384) |
| dont locations financement | (7) | (62) | (11) | | (80) |
| Net | | | | | |
| 31/12/2015 | 1 472 | 3 862 | 768 | 421 | 6 523 |
| dont locations financement | 5 | 36 | 4 | | 45 |
| 31/12/2016 | 1 435 | 3 990 | 803 | 338 | 6 566 |
| dont locations financement | 5 | 33 | 5 | | 43 |

Engagements d'exploitation (avec contrepartie) non encore comptabilisés

| Immobilisations corporelles (en millions d'euros) | Échéances | | | Total 2016 | Total 2015 |
|--|--------------------|------------------|-----------------------|------------|------------|
| | A moins d'un an | Un à cinq ans | A plus de cinq ans | | |
| Colas : commandes en cours de matériels | 20 | | | 20 | 8 |
| Bouygues Telecom : commandes en cours d'immobilisations (équipements de réseau) | 395 | | | 395 | 274 |
| TOTAL | 415 | | | 415 | 282 |

3.2.2 Immobilisations incorporelles

| <i>(en millions d'euros)</i> | Frais de développement ^a | Concessions, brevets et droits assimilés | Autres immobilisations incorporelles | Total |
|--|-------------------------------------|--|--------------------------------------|----------------|
| Brut | | | | |
| 31/12/2014 | 181 | 2 567 | 1 460 | 4 208 |
| Flux 2015 | | | | |
| Écarts de conversion | | 1 | 2 | 3 |
| Changements de périmètre | | | 1 | 1 |
| Investissements de l'exercice | 17 | 46 | 529 | 592 |
| Cessions, virements et divers | | (2) | (3) | (5) |
| 31/12/2015 | 198 | 2 612 | 1 989 | 4 799 |
| Flux 2016 | | | | |
| Écarts de conversion | | 1 | | 1 |
| Changements de périmètre | | (5) | 1 006 | 1 001 |
| Investissements de l'exercice | 41 | 36 | 225 | 302 |
| Cessions, virements et divers | | (8) | (44) | (52) |
| 31/12/2016 | 239 | 2 636 | 3 176 | 6 051 |
| Amortissements, dépréciations et pertes de valeur | | | | |
| 31/12/2014 | (142) | (1 050) | (1 268) | (2 460) |
| Flux 2015 | | | | |
| Écarts de conversion | | (1) | (2) | (3) |
| Changements de périmètre | | | | |
| Dotations et reprises | (11) | (158) | (45) | (214) |
| Cessions, virements et divers | | 8 | 1 | 9 |
| 31/12/2015 | (153) | (1 201) | (1 314) | (2 668) |
| Flux 2016 | | | | |
| Écarts de conversion | | (1) | | (1) |
| Changements de périmètre | | 4 | (825) | (821) |
| Dotations et reprises | (12) | (157) | (233) | (402) |
| Cessions, virements et divers | | 14 | 7 | 21 |
| 31/12/2016 | (165) | (1 341) | (2 365) | (3 871) |
| Net | | | | |
| 31/12/2015 | 45 | 1 411 | 675 | 2 131 |
| 31/12/2016 | 74 | 1 295 ^b | 811 ^c | 2 180 |

(a) frais de développement :

- les frais de développement sur logiciels sont généralement activés (Bouygues Telecom pour l'essentiel)

- les frais de développement ayant un caractère permanent et récurrent ne répondant pas aux conditions d'activation imposées par IAS 38 sont pris en charges (principalement Colas)

- Conformément aux IFRS, les frais de recherche sont pris en charge au moment de leur engagement.

- Le coût de recherche et développement pris en charge s'élève à (59) millions d'euros en 2016 et à (60) millions d'euros en 2015. (b) dont Bouygues Telecom : 213 millions d'euros au titre de la licence UMTS et 844 millions d'euros au titre de l'autorisation d'utilisation de fréquences 4G

(c) dont 467 millions d'euros au titre de l'acquisition en 2015 des fréquences 700 MHz classés en immobilisations en cours et 174 millions d'euros de droits audiovisuels chez TF1

Engagements d'exploitation (avec contrepartie) non encore comptabilisés

Au titre de la sécurisation de la grille des programmes des années futures, l'échéancier des contrats d'acquisition de droits audiovisuels à immobiliser est le suivant :

| Immobilisations incorporelles (en millions d'euros) | Échéances | | | Total 2016 | Total 2015 |
|--|-----------------|---------------|--------------------|------------|------------|
| | A moins d'un an | Un à cinq ans | A plus de cinq ans | | |
| Droits audiovisuels (TF1) | 16 | 13 | | 29 | 26 |
| TOTAL | 16 | 13 | | 29 | 26 |

3.2.3 Goodwill

| (en millions d'euros) | Valeur brute | Dépréciation | Valeur nette |
|--------------------------------------|--------------|--------------|--------------|
| 31/12/2014 | 5 367 | (81) | 5 286 |
| Flux 2015 | | | |
| Changements de périmètre | (42) | 7 | (35) |
| Perte de valeur | | (9) | (9) |
| Autres mouvements (change et autres) | 14 | 5 | 19 |
| 31/12/2015 | 5 339 | (78) | 5 261 |
| Flux 2016 | | | |
| Changements de périmètre | 129 | 1 | 130 |
| Perte de valeur | | (1) | (1) |
| Autres mouvements (change et autres) | (25) | 2 | (23) |
| 31/12/2016 | 5 443 | (76) | 5 367 |

Les changements de périmètre 2016 concernent essentiellement TF1, dont 114 millions d'euros sur Newen Studios et RDVPS (note 1.2.1 Faits significatifs de l'exercice 2016).

Les *goodwill* des sociétés mises en équivalence sont présentés en note 3.2.5.

3.2.3.1 Répartition du *goodwill* par unité génératrice de trésorerie (UGT)

| UGT (en millions d'euros) | 31/12/2016 | | 31/12/2015 | |
|------------------------------------|--------------|------------------------|--------------|------------------------|
| | Total | % Bouygues ou filiales | Total | % Bouygues ou filiales |
| Bouygues Construction ^a | 471 | 99,97 | 488 | 99,97 |
| Colas ^b | 1 118 | 96,60 | 1 125 | 96,60 |
| TF1 ^b | 1 130 | 43,91 | 1 000 | 43,98 |
| Bouygues Telecom ^b | 2 648 | 90,53 | 2 648 | 90,53 |
| TOTAL | 5 367 | | 5 261 | |

(a) goodwill sur filiales acquises par le métier uniquement

(b) goodwill sur acquisitions par le métier et sur acquisitions réalisées au niveau Bouygues SA sur l'UGT

Informations sur les tests de dépréciation du *goodwill* pratiqués au 31 décembre 2016 :

- Les valeurs recouvrables de Bouygues Telecom, TF1 et Colas ont été déterminées selon la méthode décrite en note 2.7.4.1, sur la base de projection des flux de trésorerie sur une période de 3 ans correspondant au plan d'affaires de chacune des trois filiales, présenté au conseil d'administration de l'entité et de Bouygues SA ;
 - les flux de trésorerie appréciés au-delà de l'horizon de la prévision ont été extrapolés en utilisant un taux de croissance à l'infini.

- les taux d'actualisation (wacc) et de croissance retenus à fin 2016 sont les suivants :

| | Taux d'actualisation | | Taux de croissance à l'infini |
|--------------------|----------------------|-----------------|-------------------------------|
| | H1 ^a | H2 ^a | |
| - Bouygues Telecom | 4,97 % | 4,70 % | 2 % |
| - TF1 | 6,18 % | 5,78 % | 2 % |
| - Colas | 5,32 % | 5,01 % | 2 % |

(a) selon deux hypothèses de structure d'endettement : 1/3 dette – 2/3 fonds propres (H1) / 2/3 dette – 1/3 fonds propres (H2)

- Hypothèses retenues dans le plan d'affaires de Bouygues Telecom :
 - Le flux normatif de trésorerie de Bouygues Telecom a été déterminé en retenant les hypothèses suivantes :
 - une intensification des investissements dans le très haut débit mobile et fixe se traduisant par :
 - 1,2 milliard d'euros d'investissements d'exploitation bruts en 2017 pour maintenir durablement le leadership en 4G et préparer l'arrivée de la 5G et par l'accélération du déploiement du réseau FTTH pour accompagner la demande croissante des foyers en Très Haut Débit Fixe,
 - une gestion pragmatique des infrastructures avec des investissements en propre dans les infrastructures clés et un partage, location ou cession des infrastructures les moins différenciantes.
 - une structure de coûts optimisée : le plan de transformation a permis de dégager plus que l'objectif de 400 millions d'euros d'économies en 2016 par rapport à fin 2013,
 - des bénéfices escomptés, à partir de fin 2018, de l'accord entre Bouygues Telecom et SFR pour le partage de leurs réseaux mobiles en zones peu denses, permettant d'une part, d'offrir aux clients la meilleure couverture 4G (objectif de 92% en 2017 et de 99% en 2018), ainsi qu'un très haut niveau de qualité et, d'autre part, d'optimiser les investissements et les coûts d'exploitation.
- Les plans d'affaires utilisés pour TF1 ont été établis sur la base de taux de croissance du chiffre d'affaires et de taux de marge opérationnelle en cohérence avec ceux constatés lors des 5 exercices précédents. Ces plans d'affaires intègrent notamment :
 - la poursuite de la mise en œuvre d'une stratégie résolument multichaînes, multimédias et multimétiers, alliant puissance et ciblage sur ses antennes et développant des territoires de croissance de la TNT dans le digital et la production, en s'attachant à :
 - développer une offre de contenus attractive et différenciante en maîtrisant les coûts, au travers notamment d'une croissance de l'activité de production,
 - étendre la distribution des contenus par la multiplication des canaux de distribution et le renforcement du lien direct avec le téléspectateur- consommateur,
 - accroître la monétisation des contenus linéaires et non linéaires.
 - les impacts de la situation économique et concurrentielle sur les investissements publicitaires ;
 - la prise en compte des effets des événements sportifs majeurs à venir ;
 - l'accélération de la transformation du groupe TF1 et le développement organique de ses activités.

Test de sensibilité aux hypothèses retenues

Pour les UGT Bouygues Telecom, TF1 et Colas, des analyses de sensibilité du calcul aux hypothèses clés (taux d'actualisation, taux de croissance, flux de trésorerie normatif) prises individuellement ou en utilisant des scénarii de variations combinées du taux d'actualisation et des flux de trésorerie normatifs, incluant des changements raisonnablement possibles de ces dernières, ont été réalisées.

Pour ces UGT, la valeur recouvrable serait égale à la valeur comptable des actifs testés en retenant les hypothèses suivantes, prises individuellement :

| | Variation du taux d'actualisation | | Variation du flux normatif | |
|--------------------|-----------------------------------|-----------------|----------------------------|-----------------|
| | H1 ^a | H2 ^a | H1 ^a | H2 ^a |
| - Bouygues Telecom | +229 bp | +256 bp | (47) % | (52) % |
| - TF1 | +220 bp | +260 bp | (38) % | (45) % |
| - Colas | +965 bp | +996 bp | (80) % | (82) % |

(a) selon hypothèse de structure d'endettement : 1/3 dette - 2/3 fonds propres (H1) / 2/3 dette - 1/3 fonds propres (H2)

Pour Bouygues Telecom, dans le cas d'une baisse du flux de trésorerie normatif de 20 % combinée à une hausse du taux d'actualisation de 100 points de base, la valeur recouvrable serait supérieure à la valeur comptable de 615 millions d'euros en H1 et supérieure à la valeur comptable de 1 170 millions d'euros en H2. Par ailleurs, dans le cas d'une baisse de moitié du taux de croissance à l'infini du flux normatif, en considérant toutes les autres hypothèses décrites ci-dessus constantes, la valeur recouvrable serait supérieure à la valeur comptable de 2 485 millions d'euros en H1 et supérieure de 3 185 millions d'euros en H2.

Pour TF1, dans le cas d'une baisse du flux de trésorerie normatif de 20 % combinée à une hausse du taux d'actualisation de 100 points de base, la valeur recouvrable serait supérieure à la valeur comptable de 30 millions d'euros en H1 et supérieure à la valeur comptable de 240 millions d'euros en H2. Par ailleurs, dans le cas d'une baisse de moitié du taux de croissance à l'infini du flux normatif, en considérant toutes les autres hypothèses décrites ci-dessus constantes, la valeur recouvrable serait supérieure à la valeur comptable de 620 millions d'euros en H1 et supérieure de 880 millions d'euros en H2.

Conclusion des tests de dépréciation

Pour toutes les UGT testées, les valeurs recouvrables déterminées dans les deux hypothèses de structure d'endettement restent supérieures à la valeur comptable des actifs.

3.2.4 Actifs financiers non courants

Au 31 décembre 2016, ils incluent :

- les coentreprises et entités associées (mises en équivalence) pour 2 429 millions d'euros ;
- les autres actifs financiers non courants (prêts, créances, participations non consolidés, etc.) pour 523 millions d'euros ;
- les actifs d'impôts différés pour 367 millions d'euros.

(en millions d'euros)

| | Coentreprises et entités associées | Participations non consolidées | Autres actifs non courants | Total valeur brute | Amortissements et dépréciations | Valeur nette | Actifs d'impôts différés |
|---|------------------------------------|--------------------------------|----------------------------|--------------------|---------------------------------|--------------|--------------------------|
| 31/12/2014 | 5 568 | 322 | 471 | 6 361 | (1 698) | 4 663 | 288 |
| Flux 2015 | | | | | | | |
| Changements de périmètre | (49) | 27 | | (22) | 22 | | (3) |
| Investissements / augmentations diverses | 16 | 14 | 66 | 96 | | 96 | 61 |
| Dotations / Reprises | | | | | 305 | 305 | |
| Cessions et réductions diverses | (809) | (38) | (81) | (928) | | (928) | |
| Virements de rubriques et autres affectations | (201) | 9 | | (192) | (1) | (193) | 6 |
| 31/12/2015 | 4 525 | 334 | 456 | 5 315 | (1 372) | 3 943 | 352 |
| AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS | (1 124) | (181) | (67) | (1 372) | | | |
| VALEUR NETTE | 3 401 | 153 | 389 | 3 943 | | | 352 |

(en millions d'euros)

| | Coentreprises et entités associées ^a | Participations non consolidées | Autres actifs non courants | Total valeur brute | Amortissements et dépréciations | Valeur nette | Actifs d'impôts différés ^b |
|---|---|--------------------------------|----------------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------------|---------------------------------------|
| 31/12/2015 | 4 525 | 334 | 456 | 5 315 | (1 372) | 3 943 | 352 |
| Flux 2016 | | | | | | | |
| Changements de périmètre | 2 | 3 | 14 | 19 | (6) | 13 | (1) |
| Investissements / augmentations diverses | 51 | 11 | 34 | 96 | | 96 | |
| Dotations / Reprises | | | | | 1 094 ^d | 1 094 | |
| Cessions et réductions diverses | (2 398) ^d | (39) | (71) | (2 508) | | (2 508) | |
| Virements de rubriques et autres affectations | 287 | 20 | | 307 | 7 | 314 | 16 |
| 31/12/2016 | 2 467 | 329 | 433 | 3 229 | (277) | 2 952^c | 367 |
| AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS | (38) | (179) | (60) | (277) | | | |
| VALEUR NETTE | 2 429 | 150 | 373 | 2 952 | | | 367 |

(a) y compris goodwill sur entités associées : 990 millions d'euros au 31 décembre 2016

(b) cf. note 7

(c) dont Alstom 1 938 millions d'euros

(d) notamment suite à l'OPRA d'Alstom (voir note 3.2.5.2)

3.2.5 Coentreprises et entités associées

(en millions d'euros)

| | Quote-part sur capitaux propres | Quote-part sur résultat de l'exercice ^a | Goodwill sur entités associées | Valeur nette |
|--|---------------------------------|--|--------------------------------|--------------|
| 31/12/2014 | 2 490 | 169 | 1 478 | 4 137 |
| Flux 2015 | | | | |
| Écarts de conversion | (48) | | | (48) |
| Investissements et augmentations de capital | 16 | | | 16 |
| Résultat de l'exercice | | (108) | | (108) |
| Perte de valeur | | | 307 | 307 |
| Affectation du résultat N-1, cessions, virements et divers | (497) | (169) | (237) | (903) |
| 31/12/2015 | 1 961 | (108) | 1 548 | 3 401 |
| Flux 2016 | | | | |
| Écarts de conversion | 33 | | | 33 |
| Investissements et augmentations de capital | 51 | | | 51 |
| Résultat de l'exercice | | 274 | | 274 |
| Perte de valeur | | | (7) | (7) |
| Affectation du résultat N-1, cessions, virements et divers | (880) | 108 | (551) ^b | (1 323) |
| 31/12/2016 | 1 165 | 274 | 990 | 2 429 |

(a) hors perte de valeur

(b) dont (553) millions d'euros liés au rachat par Alstom d'une partie de ses titres

Le groupe Bouygues détient des participations dans des coentreprises et entités associées dont les principales sont citées en note 23 (liste du périmètre au 31 décembre).

Au 31 décembre 2016, la valeur nette de 2 429 millions d'euros se décompose en 240 millions d'euros de coentreprises (note 3.2.5.1 Coentreprises) et 2 189 millions d'euros de participations dans les entités associées (note 3.2.5.2 Participations dans les entités associées).

3.2.5.1 Coentreprises

| (en millions d'euros) | 31/12/2015 | Flux nets 2016 | 31/12/2016 | dont quote-part sur résultat et perte de valeur |
|-------------------------|------------|----------------|------------|---|
| Diverses participations | 197 | 43 | 240 | 56 |
| TOTAL | 197 | 43 | 240 | 56 |

Il s'agit majoritairement des sociétés industrielles chez Colas (carrières, usines d'émulsion) exploitées en commun avec des partenaires hors-groupe.

3.2.5.2 Participations dans les entités associées

Principales entités associées :

| (en millions d'euros) | 31/12/2015 | Flux nets 2016 | 31/12/2016 | dont quote-part sur résultat et perte de valeur |
|--------------------------------------|--------------|----------------|--------------|---|
| Alstom | 2 977 | (1 039) | 1 938 | 36 |
| Bouygues Construction | | | | |
| Sociétés concessionnaires d'ouvrages | 14 | 2 | 16 | 119 |
| Filiales diverses | 9 | (6) | 3 | 2 |
| Colas | | | | |
| Tipco Asphalt (Thaïlande) | 89 | 16 | 105 | 25 |
| Filiales diverses | 35 | 8 | 43 | 23 |
| TF1 | | | | |
| Filiales diverses | 74 | 4 | 78 | 8 |
| Autres filiales | 6 | | 6 | (2) |
| TOTAL | 3 204 | (1 015) | 2 189 | 211 |

La quote-part de résultat des entités associées comprend une plus-value de cession des titres Adelaç (A41) pour 129 millions d'euros (note 1.2.1 Faits significatifs de l'exercice 2016).

Alstom :

La contribution aux résultats d'Alstom dans les comptes du quatrième trimestre 2016 de Bouygues est nulle compte tenu du décalage des dates de clôture des exercices annuels d'Alstom (31 mars) et de Bouygues (31 décembre).

La contribution d'Alstom au résultat net de l'exercice 2016 s'élève à 36 millions d'euros, après :

- la prise en compte du résultat publié par Alstom au titre de son second semestre 2015/2016 et de son premier semestre 2016/2017,
- la dé-comptabilisation des écarts d'évaluation et des *goodwill* affectés à l'activité Energie cédée par Alstom sur la base des valeurs relatives,
- les effets de l'OPRA réalisée par Alstom en janvier 2016, et
- la reprise du solde de la dépréciation comptabilisée au 31 décembre 2015.

La valeur au bilan de la participation au 31 décembre 2016 s'élève à 1 938 millions d'euros, dont 865 millions d'euros de goodwill et 120 millions d'euros d'écarts d'évaluation non amortissables portant principalement sur la marque Alstom. Cette valeur est en baisse de 1 039 millions d'euros par rapport au montant comptabilisé au 31 décembre 2015. Cette diminution s'explique par le versement à Bouygues de 996 millions d'euros dans le cadre de l'OPRA et par la baisse de 43 millions d'euros des capitaux propres au niveau du Groupe.

La dépréciation constatée au 31 décembre 2015 sur Alstom avait été ramenée à zéro au 31 mars 2016 pour l'essentiel par la dé-comptabilisation des goodwill effectuée lors de la cession de l'activité Energie par Alstom ainsi que lors du calcul des effets de l'OPRA, et reprise pour le solde. Après prise en compte des données semestrielles 2016/2017 d'Alstom, la valeur unitaire au bilan au 31 décembre 2016 s'élève à 31,21 euros, niveau inférieur à la fourchette de valeurs recouvrables estimées par Bouygues.

La contribution d'Alstom au résultat net de l'exercice 2015 était nulle, après reprise partielle de la dépréciation comptabilisée par Bouygues en 2013.

Les montants globalisés des principaux actifs, passifs, produits et charges au titre de la participation du groupe Bouygues dans Alstom sont les suivants :

| Montants exprimés à 100% | Alstom | |
|---|-------------------------------|-------------------------------|
| | 30/09/2016^a | 31/03/2016^a |
| <i>(en millions d'euros)</i> | | |
| Actif non courant | 5 714 | 5 677 |
| Actif courant | 8 784 | 7 904 |
| Actifs destinés à la vente | 25 | 41 |
| TOTAL ACTIF | 14 523 | 13 622 |
| Capitaux propres | 3 415 | 3 328 |
| Passif non courant | 3 046 | 3 012 |
| Passif courant | 8 035 | 7 167 |
| Passifs liés à des actifs destinés à la vente | 27 | 115 |
| TOTAL PASSIF | 14 523 | 13 622 |
| Chiffre d'affaires | 3 570 | 6 881 |
| Résultat opérationnel courant | 200 | 366 |
| Résultat net | 136 | 3 011 |
| Résultat net part du Groupe | 128 | 3 001 |

(a) états financiers publiés par Alstom (clôture annuelle au 31 mars 2016)

Réconciliation des informations relatives aux principales participations avec les valeurs comptables des intérêts du Groupe :

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|--|-------------------|-------------------|
| Alstom : Capitaux propres part Groupe publiés | 3 367 | 3 658 |
| Quote-part Bouygues (28,3% au 31/12/2016) | 953 | 1 066 |
| Écarts d'évaluation et <i>goodwill</i> de niveau Bouygues | 985 | 1 911 |
| Montant de l'actif net comptabilisé dans les comptes consolidés de Bouygues | 1 938 | 2 977 |

Compte tenu du décalage de publication, les données publiées par Alstom au 30 septembre 2016 servent de base à la comptabilisation du 31 décembre 2016.

Informations sur le test de dépréciation de la participation dans Alstom pratiqué au 31 décembre 2016

Au 31 décembre 2016, le test de dépréciation a été réalisé en comparant la valeur comptable à la valeur recouvrable déterminée sur la base d'une valeur d'utilité à partir des flux de trésorerie prévisionnels établis par le management de Bouygues, issus des prévisions établies par un panel d'analystes financiers.

Les taux d'actualisation (wacc) et de croissance retenus au 31 décembre 2016 pour Alstom sont les suivants :

| | Taux d'actualisation | | Taux de croissance à l'infini |
|--------|----------------------|-----------------|-------------------------------|
| | H1 ^a | H2 ^a | |
| Alstom | 7.47 % | 6.93 % | 2 % |

(a) selon hypothèse de structure d'endettement : 1/3 dette – 2/3 fonds propres (H1) / 2/3 dette – 1/3 fonds propres (H2)

Test de sensibilité aux hypothèses retenues

Pour Alstom, des analyses de sensibilité du calcul aux hypothèses clés (taux d'actualisation, taux de croissance, flux de trésorerie normatif) prises individuellement ou en utilisant des scénarii de variations combinées du taux d'actualisation et des flux de trésorerie normatifs, incluant des changements raisonnablement possibles de ces dernières, ont été réalisées.

La valeur recouvrable serait égale à la valeur comptable des actifs testés en retenant les hypothèses suivantes, prises individuellement :

| | Variation du taux d'actualisation | | Variation du flux normatif | |
|--------|-----------------------------------|-----------------|----------------------------|-----------------|
| | H1 ^a | H2 ^a | H1 ^a | H2 ^a |
| Alstom | +391 bp | +445 bp | (46) % | (51) % |

(a) selon hypothèse de structure d'endettement : 1/3 dette - 2/3 fonds propres (H1) / 2/3 dette - 1/3 fonds propres (H2)

Dans le cas d'une baisse du flux de trésorerie normatif de 20 % combinée à une hausse du taux d'actualisation de 100 points de base, la valeur recouvrable serait supérieure à la valeur comptable de 200 millions d'euros en H1 et supérieure à la valeur comptable de 320 millions d'euros en H2.

Conclusion du test de dépréciation

Les valeurs recouvrables déterminées dans les deux hypothèses de structure d'endettement restent supérieures à la valeur comptable de la participation de Bouygues dans Alstom au 31 décembre 2016.

3.2.6 Participations non consolidées et autres actifs financiers non courants

Principales participations non consolidées nettes au 31 décembre :

| Participations (en millions d'euros) | 31/12/2016 | | | | 31/12/2015 | | | | |
|--|--------------|--------------|--------------|----------------|-------------|-------------------------------------|--------------------------|--------------|--------------|
| | Valeur Brute | Dépréciation | Valeur nette | % de détention | Total actif | Total passif courant et non courant | Total chiffre d'affaires | Résultat net | Valeur nette |
| Sociétés françaises | | | | | | | | | |
| Colas | | | | | | | | | |
| Sociétés d'enrobés, de liants et de carrières ^a | 24 | (7) | 17 | | | | | | 17 |
| TF1 | | | | | | | | | |
| Sylver | | | | | | | | | 1 |
| Sofica Valor 7 | 17 | | 17 | 99,9% | | | | | 14 |
| Sous-total | 41 | (7) | 34 | | | | | | 32 |
| Sociétés étrangères | | | | | | | | | |
| Bouygues Construction | | | | | | | | | |
| IEC investments (Hong-Kong) | 67 | | 67 | 15% | 134 | 31 | 53 | (9) | 65 |
| VSL Corporation (États-Unis) | 22 | (22) | | 100% | | | | | |
| TF1 | | | | | | | | | |
| Teads | 4 | | 4 | 7% | | | | | 4 |
| A1-international (Pays-Bas) | 13 | (13) | | 50% | | | | | |
| Colas | | | | | | | | | |
| Sociétés d'enrobés, de liants et de carrières ^a | 2 | (1) | 1 | | | | | | 1 |
| Sous-total | 108 | (36) | 72 | | | | | | 70 |
| Filiales et participations diverses ^a | 180 | (136) | 44 | | | | | | 51 |
| TOTAL | 329 | (179) | 150 | | | | | | 153 |

(a) Les informations sur les « Sociétés d'enrobés, de liants et de carrières » et les « Filiales et participations diverses » regroupent un grand nombre de sociétés individuellement non significatives.

| | |
|--|------------|
| Autres actifs financiers non courants | 373 |
| ▪ Créances rattachées à des participations | 85 |
| ▪ Prêts | 145 |
| ▪ Autres immobilisations financières | 143 |
| ▪ Dépôts et cautionnements versés nets | 112 |
| ▪ Fonds communs de placement | 16 |
| ▪ Autres titres immobilisés : montants unitaires inférieurs à 2 millions d'euros | 15 |

Répartition par nature des participations non consolidées et autres actifs non courants (hors coentreprises et entités associées)

(en millions d'euros)

| | Actifs financiers disponibles à la vente ^a | Actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat | Actifs détenus jusqu'à échéance | Prêts et créances ^b | Total |
|-----------------------------|---|---|---------------------------------|--------------------------------|-------|
| 31/12/2015 | 189 | 6 | 78 | 269 | 542 |
| Flux 2016 | (2) | (6) | | (11) | (19) |
| 31/12/2016 | 187 | | 78 | 258 ^c | 523 |
| Échéance à moins d'1 an | 6 | | | 18 | 24 |
| Échéance entre 1 et 5 ans | | | | 77 | 77 |
| Échéance supérieure à 5 ans | 181 | | 78 | 163 | 422 |

(a) impact de ré-estimation en juste valeur affecté en capitaux propres, sauf en cas de baisse significative ou prolongée de la valeur (variation en résultat). Concerne pour l'essentiel les titres non consolidés (150 millions d'euros au 31 décembre 2016) qui sont pour la grande majorité évalués en valeur d'utilité (hiérarchie de niveau 3)

(b) comptabilisation au coût amorti

(c) y compris créances financières sur activité de PPP (partenariat public / privé)

Juste valeur des actifs et des passifs financiers

En application d'IFRS 13, la hiérarchie de la juste valeur qui reflète l'importance des données utilisées dans les valorisations se compose des niveaux suivants :

- niveau 1 (cours cotés non ajustés) : cours auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation, sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques ;
- niveau 2 (données observables) : données concernant l'actif ou le passif autres que les cours de marché inclus dans les données d'entrée de niveau 1, qui sont observables directement (tel qu'un prix) ou indirectement (c'est-à-dire déduites de prix observables) ;
- niveau 3 (données non observables) : données non observables sur un marché, y compris les données observables faisant l'objet d'ajustements significatifs (par exemple extrapolation de courbes de taux sur des périodes longues non observables). Sont principalement concernés dans le Groupe certains titres de participations non consolidées.

| | Niveau 1 Cours cotés | Niveau 2 Données observables | Niveau 3 Données non observables | 31/12/2016 |
|---|-------------------------|---------------------------------|-------------------------------------|------------|
| Actifs disponibles à la vente | | 6 | 181 | 187 |
| Actifs détenus jusqu'à échéance | | 78 | | 78 |
| Trésorerie nette et équivalents de trésorerie | 4 581 | | | 4 581 |
| Instruments financiers nets | (2) | | | (2) |

Activités conjointes

Les activités conjointes sont comptabilisées selon les intérêts du Groupe dans les actifs et passifs, produits et charges. Le groupe Bouygues détient plusieurs activités conjointes dont les principales sont citées en note 23 (liste du périmètre au 31 décembre).

Montants cumulés inclus à l'actif / passif et au compte de résultat :

| Quote-part Bouygues <i>(en millions d'euros)</i> | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|--|-------------------|-------------------|
| Actif non courant | 164 | 123 |
| Actif courant | 1 293 | 1 335 |
| TOTAL ACTIF | 1 457 | 1 458 |
| Capitaux propres | (174) | (218) |
| Passif non courant | 62 | 132 |
| Passif courant | 1 569 | 1 544 |
| TOTAL PASSIF | 1 457 | 1 458 |
| CHIFFRE D'AFFAIRES | 1 937 | 1 907 |
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL | 138 | (59) |
| RÉSULTAT NET | 132 | (65) |

NOTE 4 ACTIF COURANT

4.1 Stocks

(en millions d'euros)

| | 31/12/2016 | | | 31/12/2015 | | |
|--|--------------|---------------------------|--------------------|--------------|---------------------------|--------------|
| | Brut | Dépréciation ^a | Net | Brut | Dépréciation ^a | Net |
| Stocks de promotion immobilière | 1 605 | (118) | 1 487 ^b | 1 635 | (123) | 1 512 |
| Stocks de matières premières et produits finis | 870 | (64) | 806 | 894 | (60) | 834 |
| Programmes et droits de diffusion | 803 | (141) | 662 | 828 | (115) | 713 |
| TOTAL | 3 278 | (323) | 2 955 | 3 357 | (298) | 3 059 |

(a) dont :

| | | |
|---------------------------|-------|-------|
| - dotations de l'exercice | (132) | (159) |
| - reprises de l'exercice | 106 | 162 |

(b) dont Bouygues Immobilier : immeubles en cours 1 257 millions d'euros, immeubles achevés 110 millions d'euros

Engagements d'exploitation (avec contrepartie) non encore comptabilisés

(en millions d'euros)

| TF1 | Échéances | | | Total 2016 | Total 2015 |
|---|-----------------|--------------------|--------------------|--------------|--------------|
| | À moins d'un an | D'un an à cinq ans | À plus de cinq ans | | |
| Programmes et droits de télédiffusion | 583 | 712 | 76 | 1 371 | 1 376 |
| Droits de retransmissions sportives | 64 | 105 | | 169 | 86 |
| GRILLES DE PROGRAMMES DES ANNÉES FUTURES^a | 647 | 817 | 76 | 1 540 | 1 462 |
| Rappel au 31/12/2015 | 523 | 796 | 143 | 1 462 | |

(a) 2016 : la partie de ces contrats libellée en devises est de 112 millions d'euros en USD

L'augmentation des engagements sportifs s'explique principalement par la signature en 2016 des contrats relatifs aux coupes du Monde de football 2018 et 2022.

| Bouygues Immobilier | Échéances | | | Total 2016 | Total 2015 |
|---|-----------------|--------------------|--------------------|------------|------------|
| | À moins d'un an | D'un an à cinq ans | À plus de cinq ans | | |
| ACQUISITIONS D'ASSIETTES FONCIÈRES | 374 | | | 374 | 372 |
| Rappel au 31/12/2015 | 372 | | | 372 | |

Bouygues Telecom

| | | | | | |
|---|------------|--|--|------------|------------|
| SÉCURISATION DES APPROVISIONNEMENTS DE TERMINAUX | 409 | | | 409 | 372 |
| Rappel au 31/12/2015 | 372 | | | 372 | |

4.2 Avances et acomptes versés sur commandes

(en millions d'euros)

| | 31/12/2016 | | | 31/12/2015 | | |
|--|------------|--------------|-----|------------|--------------|-----|
| | Brut | Dépréciation | Net | Brut | Dépréciation | Net |
| Avances et acomptes versés sur commandes | 396 | (1) | 395 | 447 | (1) | 446 |

4.3 Clients / actif d'impôts / autres créances courantes

(en millions d'euros)

| | 31/12/2016 | | | 31/12/2015 | | |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | Brut | Dépréciation | Net | Brut | Dépréciation | Net |
| Créances clients et comptes rattachés (clients, factures à établir) | 6 953 | (586) | 6 367 | 6 434 | (620) | 5 814 |
| Actif d'impôts courants (créances fiscales) | 287 | (2) | 285 | 235 | (2) | 233 |
| Total autres créances courantes : | | | | | | |
| Personnel, organismes sociaux, État et autres créances | 1 338 | (9) | 1 329 | 1 275 | (8) | 1 267 |
| Créances diverses | 1 140 | (198) | 942 | 932 | (188) | 744 |
| Paiements d'avance | 238 | | 238 | 206 | | 206 |
| TOTAL AUTRES CRÉANCES COURANTES | 2 716 | (207) | 2 509 | 2 413 | (196) | 2 217 |
| TOTAL | 9 956 | (795) | 9 161 | 9 082 | (818) | 8 264 |

Répartition des créances clients nettes entre encours non échus et encours échus (échancier de paiement) 31/12/2016 et 31/12/2015

(en millions d'euros)

| | Encours non échus | Encours échus | | | Total |
|---|-------------------|---------------|-------------|------------------------|--------------|
| | | 0 à 6 mois | 6 à 12 mois | > 12 mois | |
| Créances clients et comptes rattachés | 4 913 | 1 094 | 268 | 678 | 6 953 |
| Dépréciations des créances clients et comptes rattachés | (8) | (45) | (50) | (483) | (586) |
| TOTAL CRÉANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS 31/12/2016 | 4 905 | 1 049 | 218 | 195^a | 6 367 |
| Total créances clients et comptes rattachés 31/12/2015 | 4 327 | 1 117 | 183 | 187 | 5 814 |

(a) dont : Bouygues Construction 106 millions d'euros, Colas 56 millions d'euros, Bouygues Telecom 28 millions d'euros

L'analyse des créances échues de plus de douze mois non dépréciées n'a pas révélé de risque de crédit complémentaire : TVA récupérable / compensation avec dettes fournisseurs, etc.

4.4 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions d'euros)

| Trésorerie et équivalents de trésorerie active | 31/12/2016 | | | 31/12/2015 | | |
|--|--------------|--------------|--------------------|--------------|--------------|--------------|
| | Brut | Dépréciation | Net | Brut | Dépréciation | Net |
| Disponibilités | 3 482 | | 3 482 ^a | 3 092 | | 3 092 |
| Équivalents de trésorerie | 1 267 | | 1 267 ^b | 693 | | 693 |
| TOTAL | 4 749 | | 4 749 | 3 785 | | 3 785 |

(a) dont Bouygues SA dépôts à terme inférieurs à 3 mois : 807 millions d'euros

(b) dont 1185 millions d'euros détenus par Bouygues SA.

Les placements de trésorerie sont effectués par le Groupe auprès de banques françaises et étrangères de premier rang.

Les disponibilités et équivalents de trésorerie peuvent être facilement convertis en numéraire.

Ils sont valorisés à leur juste valeur.

L'intégralité des placements de trésorerie et d'équivalents de trésorerie est disponible à fin 2016.

La trésorerie nette présentée dans le tableau de flux de trésorerie comprend les éléments suivants par devise au 31 décembre :

| | Euro | Livre sterling | Franc suisse | Autres devises Europe | Dollar US | Autres devises | Total 31/12/2016 | Total 31/12/2015 |
|--|--------------|----------------|--------------|-----------------------|------------|----------------|------------------|------------------|
| <i>(en millions d'euros)</i> | | | | | | | | |
| Disponibilités | 2 366 | 97 | 303 | 70 | 136 | 510 | 3 482 | 3 092 |
| Equivalents de trésorerie | 1 245 | | 8 | 1 | | 13 | 1 267 | 693 |
| Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque | (109) | | (4) | (1) | | (54) | (168) | (196) |
| TOTAL 31/12/2016 | 3 502 | 97 | 307 | 70 | 136 | 469 | 4 581 | 3 589 |
| Total 31/12/2015 | 2 660 | 110 | 237 | 63 | 114 | 405 | 3 589 | |

4.5 Analyse des amortissements et dépréciations d'actif, provisions au passif et au compte de résultat

(en millions d'euros)

| | 31/12/2015 | Change | Dotations et reprises sur résultat opérationnel courant | | | Autres dépréciations et autres provisions ^c | Autres flux ^a | 31/12/2016 |
|--|-----------------|-------------|---|-----------------------------|------------------------|--|--------------------------|-----------------|
| | | | Amortissements | Dépréciations et provisions | Reprises non utilisées | | | |
| Amortissements, dépréciations sur immobilisations corporelles, incorporelles | (14 465) | (45) | (1 599) | (49) | | (111) | 15 | (16 254) |
| Dépréciations goodwill | (78) | 1 | | (1) | | | 2 | (76) |
| Dépréciations des participations non consolidées | (181) | 3 | | | | 6 | (7) | (179) |
| Dépréciations autres actifs financiers non courants | (1 192) | | | (2) | 2 | 3 | 1 092 ^b | (97) |
| s/total non courant | (15 916) | (41) | (1 599)^d | (52)^d | 2^d | (102)^d | 1 102 | (16 606) |
| Dépréciations stocks | (298) | | | (57) | 31 | | 1 | (323) |
| Dépréciations créances clients et comptes rattachés | (620) | 2 | | (16) | 34 | | 14 | (586) |
| Dépréciations valeurs mobilières de placement | | | | | | | | |
| Dépréciations autres actifs courants | (197) | | | (8) | 1 | (4) | | (208) |
| s/total courant | (1 115) | 2 | | (81) | 66 | (4) | 15 | (1 117) |
| TOTAL ACTIF | (17 031) | (39) | (1 599) | (133) | 68 | (106) | 1 117 | (17 723) |
| Provisions non courantes | (2 160) | 8 | | (180) ^d | 136 ^d | 35 ^d | (38) | (2 199) |
| Provisions courantes | (1 092) | (5) | | (148) | 220 | 5 | 18 | (1 002) |
| TOTAL PASSIF | (3 252) | 3 | | (328) | 356 | 40 | (20) | (3 201) |

(a) reprises sur cessions, changement de périmètre

(b) dont reprise dépréciation goodwill Alstom + 1 092 millions d'euros (voir note 3.2.5.2)

(c) enregistrées en « Autres produits et charges opérationnels » ou en « Autres produits et charges financiers »

(d) l'ensemble des dotations et reprises aux amortissements, dépréciations et provisions non courantes est de : 1 760 millions d'euros (voir tableau de flux de trésorerie).

NOTE 5 INFORMATION SUR LES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

5.1 Capital de Bouygues SA (en euros)

Au 31 décembre 2016, le capital social de Bouygues SA est constitué de 354 908 547 actions d'une valeur nominale de un euro, dont l'évolution sur l'année 2016 a été la suivante :

| | 31/12/2015 | Variation 2016 | | 31/12/2016 |
|-------------------------|--------------------|----------------|------------------|--------------------|
| | | Réduction | Augmentation | |
| Actions | 345 135 316 | | 9 773 231 | 354 908 547 |
| NOMBRE DE TITRES | 345 135 316 | | 9 773 231 | 354 908 547 |
| Nominal | 1 € | | | 1 € |
| CAPITAL EN EUROS | 345 135 316 | | 9 773 231 | 354 908 547 |

L'augmentation de capital réalisée pour 207 millions d'euros (cf. variation des capitaux propres consolidés) correspond :

- pour 2 372 768 actions à l'exercice d'options de souscription, soit 57 millions d'euros
- pour 7 400 463 au plan d'épargne salariale Bouygues Confiance n°8, soit 150 millions d'euros (dont 38 millions d'euros restant à percevoir en janvier 2017).

5.2 Part Groupe et participations ne donnant pas le contrôle : détail par nature au 31/12/2016

| <i>(en millions d'euros)</i> | Capital | Prime d'émission | Réserves liées au capital | Report à nouveau | Réserves et résultat consolidés | Opérations affectées directement en capitaux propres | Total 2016 |
|---|------------|------------------|---------------------------|------------------|---------------------------------|--|--------------|
| Part Groupe | 355 | 1 705 | 808 | 1 787 | 3 428 | 57 | 8 140 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | | | | | 1 278 | 2 | 1 280 |
| CAPITAUX PROPRES D'ENSEMBLE | 355 | 1 705 | 808 | 1 787 | 4 706 | 59 | 9 420 |

5.3 Analyse de la rubrique des produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres

(en millions d'euros)

| | Renvoi | Exercice 2016 Part Groupe | Exercice 2015 Part Groupe |
|--|--------|--|--|
| Réserve de conversion | 5.3.1 | 11 | 84 |
| Réserve de variation de juste valeur (instruments financiers) | 5.3.2 | (2) | (29) |
| Réserve des écarts actuariels | 5.3.3 | (76) | 8 |
| Impôts sur les opérations en capitaux propres | | 21 | 5 |
| Quote-part des retraitements sur mises en équivalence | | 6 ^a | (202) |
| PART GROUPE | | (40) | (134) |
| | | Participations ne donnant pas le contrôle | Participations ne donnant pas le contrôle |
| Autres produits et charges sur participations ne donnant pas le contrôle | | | 1 |
| TOTAL | | (40) | (133) |

(a) concerne principalement :

- Alstom pour (42) millions d'euros d'écarts actuariels et 23 millions de réserve de conversion
- Bouygues Construction pour 13 millions d'euros de variation de juste valeur des instruments financiers de couverture et autres actifs financiers
- Colas pour 9 millions d'euros de réserve de conversion

5.3.1 Réserve de conversion (part Groupe)

Principaux écarts de conversion au 31 décembre déterminés sur les états financiers consolidés des sociétés étrangères exprimés en devise (filiales intégrées et mises en équivalence) :

| | 31/12/2015 | Flux 2016 | 31/12/2016 |
|------------------|------------|-------------------------|-------------------|
| US dollar | 55 | 14 | 69 |
| Dollar canadien | (13) | 21 | 8 |
| Livre sterling | 9 | 1 | 10 |
| Bath thaïlandais | 8 | 3 | 11 |
| Rand | 97 | (27) | 70 |
| Franc suisse | 34 | 5 | 39 |
| Couronne tchèque | 5 | | 5 |
| Kuna (Croatie) | 3 | 1 | 4 |
| Zloty polonais | 4 | (1) | 3 |
| Divers | (56) | (35) ^b | (91) ^a |
| TOTAL | 146 | (18)^c | 128 |

(a) y compris variations de change cumulées issues des entités associées : (76) millions d'euros dont Alstom (98) millions d'euros

(b) dont Alstom : pour 23 millions d'euros et (62) millions d'euros liés à la cession de la branche Energie

(c) répartition : filiales intégrées 11 millions d'euros, filiales mises en équivalence 33 millions d'euros et (62) millions d'euros liés à la cession de la branche Energie

5.3.2 Réserve de juste valeur (part Groupe)

Réserve incluant les variations sur appréciation des instruments financiers et autres actifs financiers (juste valeur sur instruments financiers de couverture et titres disponibles à la vente).

| (en millions d'euros) | 31/12/2015 | Flux 2016 | 31/12/2016 |
|---|------------|-----------|------------|
| Variation brute (sociétés intégrées) ^a | (56) | (2) | (58) |

(a) principalement : instruments financiers de couverture de flux futurs, de change et variation de juste valeur sur actifs disponibles à la vente

5.3.3 Réserve d'écarts actuariels sur avantages du personnel (IAS19) (part Groupe)

| (en millions d'euros) | 31/12/2015 | Flux 2016 | 31/12/2016 |
|--------------------------------------|------------|-------------------|------------|
| Variation brute (sociétés intégrées) | (105) | (76) ^a | (181) |

(a) principalement lié à l'impact de la baisse du taux iBoxx A10+ : 1.71 % au 31/12/2016 contre 2,09 % au 31/12/2015 et à l'évolution des hypothèses actuarielles au Royaume-Uni

5.4 Analyse de la rubrique "Autres opérations avec les actionnaires " (part Groupe)

L'impact sur les capitaux propres consolidés des paiements fondés sur des actions (IFRS 2) est le suivant :

| (en millions d'euros) | 31/12/2016 | 31/12/2015 | Contrepartie de la charge affectée au compte de résultat |
|----------------------------------|------------|------------|--|
| Affectation aux réserves : | | | |
| TF1 | 1 | 1 | |
| Bouygues SA | 9 | 5 | Charge 2016 calculée selon plans octroyés depuis juin 2012 |
| Opération Bouygues Confiance 7 | | 4 | Coût de l'avantage octroyé aux salariés |
| Opération Bouygues Confiance n°8 | 3 | | Coût de l'avantage octroyé aux salariés |
| TOTAL | 13 | 10 | |

5.5 Analyse des rubriques "Acquisitions / cessions sans pertes de contrôle" et "Autres opérations"

La variation de (177) millions d'euros correspond principalement à la comptabilisation :

- des variations de capitaux propres d'Alstom (essentiellement liées à la cession de la branche Energie) pour (60) millions d'euros et
- des autres mouvements en capitaux propres pour (117) millions d'euros (principalement part de l'économie d'impôt Bouygues Confiance n°8 enregistrée en capitaux propres et engagements chez TF1 de rachat de participations ne donnant pas le contrôle – note 9.2).

NOTE 6 PROVISIONS NON COURANTES ET COURANTES

6.1 Provisions non courantes

(en millions d'euros)

| | Avantages au personnel à long terme ^a | Litiges, contentieux, réclamations, travaux ^b | Garanties données ^c | Autres provisions non courantes ^d | Total |
|--|--|--|--------------------------------|--|--------------------|
| 31/12/2014 | 719 | 325 | 379 | 882 | 2 305 |
| Flux 2015 | | | | | |
| Écarts de conversion | 4 | | 4 | 1 | 9 |
| Changements de périmètre | (1) | (2) | | (3) | (6) |
| Dotations | 32 | 91 | 116 | 109 | 348 |
| Reprises sur provisions (utilisées ou non) | (55) | (82) | (109) | (254) | (500) ^e |
| Gains et pertes actuariels | (7) | | | | (7) |
| Virements de rubriques et divers | | 31 | 2 | (22) | 11 |
| 31/12/2015 | 692 | 363 | 392 | 713 | 2 160 |
| Flux 2016 | | | | | |
| Écarts de conversion | (9) | 1 | (2) | 2 | (8) |
| Changements de périmètre | | (1) | 2 | (19) | (18) |
| Dotations | 43 | 111 | 102 | 121 | 377 |
| Reprises sur provisions (utilisées ou non) | (44) | (94) | (98) | (184) | (420) ^f |
| Gains et pertes actuariels | 80 | | | | 80 |
| Virements de rubriques et divers | 2 | (1) | (2) | 29 | 28 |
| 31/12/2016 | 764 | 379 | 394 | 662 | 2 199 |

Les provisions sont valorisées en fonction de la meilleure estimation du risque par le management.

| | | | |
|---|--------------|--|-----|
| (a) Avantages au personnel à long terme (note 19.2) | 764 | dont principaux métiers concernés : | |
| Indemnités de fin de carrière (IFC) | 502 | Bouygues Construction | 203 |
| Médailles du travail et autres | 149 | Colas | 423 |
| Autres avantages au personnel long terme | 113 | TF1 | 42 |
| | | Bouygues Telecom | 57 |
| (b) Litiges et contentieux | 379 | Bouygues Construction | 170 |
| Provisions sur litiges clients | 137 | Bouygues Immobilier | 34 |
| Réclamations sous-traitants | 75 | Colas | 111 |
| Autres litiges personnel et divers | 167 | Bouygues Telecom | 57 |
| (c) Garanties données | 394 | Bouygues Construction | 301 |
| Provisions garanties données | 300 | Bouygues Immobilier | 24 |
| Provisions garanties complémentaires bâtiment génie civil/travaux publics | 94 | Colas | 69 |
| (d) Autres provisions non courantes | 662 | Bouygues Construction | 179 |
| Provisions risques divers étranger | 39 | Colas | 314 |
| Provisions filiales et participations | 29 | Bouygues Telecom | 133 |
| Démantèlement et remise en état des sites | 266 | | |
| Autres provisions non courantes | 150 | | |
| (e) dont reprises de provisions non utilisées en 2015 | (221) | | |
| (f) dont reprises de provisions non utilisées en 2016 | (161) | | |

6.2 Provisions courantes

Au 31 décembre 2016, les provisions liées au cycle d'exploitation s'élèvent à 1 002 millions d'euros :

| <i>(en millions d'euros)</i> | Provisions garanties données aux clients | Provisions risques chantiers travaux et fin de chantiers ^a | Provisions pour pertes à terminaison chantiers ^a | Autres provisions courantes ^b | Total |
|--|--|---|---|--|--------------------|
| 31/12/2014 | 57 | 398 | 271 | 347 | 1 073 |
| Flux 2015 | | | | | |
| Écarts de conversion | | 18 | (5) | | 13 |
| Changements de périmètre | (2) | (3) | 3 | (3) | (5) |
| Dotations | 26 | 186 | 201 | 146 | 559 ^c |
| Reprises sur provisions (utilisées ou non) | (25) | (190) | (135) | (187) | (537) |
| Virements de rubriques et divers | (2) | 2 | (1) | (10) | (11) |
| 31/12/2015 | 54 | 411 | 334 | 293 | 1 092 |
| Flux 2016 | | | | | |
| Écarts de conversion | (1) | 2 | | 4 | 5 |
| Changements de périmètre | (2) | | | 2 | |
| Dotations | 16 | 148 | 178 | 134 | 476 |
| Reprises sur provisions (utilisées ou non) | (20) | (187) | (227) | (118) | (552) ^d |
| Virements de rubriques et divers | 2 | | | (21) | (19) |
| 31/12/2016 | 49 | 374 | 285 | 294 | 1 002 |

(a) Bouygues Construction et Colas pour l'essentiel

(L'indication de provisions individualisées par chantier n'est pas donnée en raison du caractère confidentiel et préjudiciable de celle-ci).

| | | | |
|--|--------------|--|-----|
| (b) Autres provisions courantes : | 294 | dont principaux métiers concernés : | |
| Charges de réassurance | 3 | Bouygues Construction | 104 |
| Provisions restructuration | 40 | Bouygues Immobilier | 45 |
| Fidélisation clients (Bouygues Telecom) | 8 | Colas | 101 |
| Remise en état des sites (courant) | 14 | TF1 | 25 |
| Provisions courantes diverses | 229 | | |
| | | | |
| (c) dont reprises de provisions non utilisées en 2015 | (170) | | |
| (d) dont reprises de provisions non utilisées en 2016 | (222) | | |

NOTE 7 ACTIF ET PASSIF D'IMPÔT DIFFÉRÉ

7.1 Actif d'impôt différé

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31/12/2015 | Flux 2016 | 31/12/2016 |
|------------------------------|------------|-----------|------------|
| Impôts différés actif | | | |
| Bouygues Construction | 111 | (10) | 101 |
| Bouygues Immobilier | 27 | (1) | 26 |
| Colas | 139 | 14 | 153 |
| TF1 | | | |
| Bouygues Telecom | 27 | (27) | |
| Bouygues SA & autres | 48 | 39 | 87 |
| TOTAL | 352 | 15 | 367 |

Les actifs d'impôt différé proviennent pour l'essentiel des décalages fiscaux temporels (provisions temporairement non déductibles fiscalement, etc.) et des déficits fiscaux ayant une forte probabilité de récupération.

7.2 Passif d'impôt différé

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31/12/2015 | Flux 2016 | 31/12/2016 |
|-------------------------------|------------|-----------|------------|
| Impôts différés passif | | | |
| Bouygues Construction | 9 | (2) | 7 |
| Bouygues Immobilier | | 8 | 8 |
| Colas | 73 | (2) | 71 |
| TF1 | 12 | 31 | 43 |
| Bouygues Telecom | | 27 | 27 |
| Bouygues SA & autres | 3 | | 3 |
| TOTAL | 97 | 62 | 159 |

Au 31 décembre 2016, l'actif net d'impôt différé s'élève à 208 millions d'euros, dont l'analyse par métier est fourni en note 7.3

7.3 Répartition des impôts différés nets par métier

(en millions d'euros)

| Nature des impôts différés nets par métier | Actif / Passif d'impôt différé net 31/12/2015 | Variation périmètre | Variation change | Flux 2016 | | Autres ^a | Actif / passif d'impôt différé net 31/12/2016 |
|--|---|---------------------|------------------|-----------|--------------|---------------------|---|
| | | | | Produits | Charges | | |
| A - Défis fiscaux | | | | | | | |
| Bouygues Construction | 5 | | | 1 | (1) | | 5 |
| Bouygues Immobilier | 3 | | | 1 | | | 4 |
| Colas | 9 | | | 3 | | | 12 |
| TF1 | 1 | | | | | | 1 |
| Bouygues Telecom | 53 | | | | (13) | | 40 |
| Bouygues SA | 41 | | | 26 | (31) | 31 | 67 ^b |
| SOUS-TOTAL | 112 | | | 31 | (45) | 31 | 129 |
| B - Différences temporelles | | | | | | | |
| Bouygues Construction | 97 | (1) | | 9 | (12) | (4) | 89 |
| Bouygues Immobilier | 24 | (8) | | | (2) | | 14 |
| Colas | 57 | (1) | (1) | 8 | (3) | 10 | 70 |
| TF1 | (13) | (38) | | 6 | | 1 | (44) |
| Bouygues Telecom | (26) | | | 9 | (50) | | (67) |
| Bouygues SA & autres | 4 | | | 12 | (11) | 12 | 17 |
| SOUS-TOTAL | 143 | (48) | (1) | 44 | (78) | 19 | 79 |
| TOTAL | 255 | (48) | (1) | 75 | (123) | 50 | 208 |

(a) essentiellement impôts différés comptabilisés en capitaux propres (sur variation de juste valeur sur instruments financiers et sur gains et pertes actuariels sur avantages du personnel, sur opération Bouygues Confiance n°8, ...)

(b) concerne le déficit d'ensemble du groupe d'intégration fiscale

La variation chez TF1 est relative à l'entrée en périmètre de Newen Studios et aux impôts différés passifs constatés sur les actifs incorporels alloués suite à l'acquisition.

| principales sources d'impôts différés par nature : | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|--|------------|------------|
| ■ impôts différés actifs sur avantages au personnel (principalement IFC) | 172 | 175 |
| ■ impôts différés actifs sur provisions fiscalement non déductibles temporairement | 92 | 138 |
| ■ provisions réglementées | (150) | (126) |
| ■ déficits fiscaux | 129 | 112 |
| ■ autres | (35) | (44) |
| | 208 | 255 |

7.4 Délai de récupération des impôts différés actif

| 31/12/2016 <i>(en millions d'euros)</i> | Moins de 2 ans | 2 à 5 ans | Plus de 5 ans | Total |
|--|-------------------|-----------|-----------------|-------|
| Délai de récupération estimé des impôts différés actif | 227 | 62 | 78 ^a | 367 |

(a) principalement Colas (essentiellement impôts différés actifs sur avantages au personnel et déficits fiscaux)

7.5 Actifs d'impôts différés non comptabilisés

Compte tenu de leur faible probabilité de récupération, certains actifs d'impôts différés sont non comptabilisés à fin 2016. Il s'agit essentiellement de déficits fiscaux qui, pour la France, ne concernent que les sociétés non intégrées dans le régime d'intégration fiscale de Bouygues SA.

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31/12/2015 | Flux 2016 | 31/12/2016 |
|--|------------|------------|------------|
| Bouygues Construction | 144 | | 144 |
| Bouygues Immobilier | 39 | 1 | 40 |
| Colas | 87 | (7) | 80 |
| TF-1 | 16 | (1) | 15 |
| TOTAL DE L'IMPÔT DIFFERE NON COMPTABILISE | 286 | (7) | 279 |

NOTE 8 DETTES FINANCIERES NON COURANTES ET COURANTES

8.1 Répartition des emprunts portant intérêts par échéance

(en millions d'euros)

| | Dettes financières courantes | | | | Dettes financières non courantes | | | | | | | Total 31/12/2016 | Total 31/12/2015 |
|---|------------------------------|---------------|----------------|---|----------------------------------|--------------|--------------|------------|------------|------------------|--------------|---------------------|---------------------|
| | Intérêts courus | 1 à 3 mois | 4 à 12 mois | Total échéance à moins d'un an | 1 à 2 ans | 2 à 3 ans | 3 à 4 ans | 4 à 5 ans | 5 à 6 ans | 6 ans et plus | | | |
| Emprunts obligataires | 113 | | | 113 | 500 | 980 | 996 | | 795 | 2 025 | 5 296 | 4 548 | |
| Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit | | 34 | 68 | 102 | 79 | 55 | 333 | 136 | 41 | 59 | 703 | 691 | |
| Emprunts issus des locations financement | | 2 | 6 | 8 | 4 | 2 | 1 | 1 | 1 | | 9 | 12 | |
| Emprunts et dettes financières divers | | 15 | 27 | 42 | 18 | 124 | 14 | 6 | 3 | 7 | 172 | 54 | |
| TOTAL EMPRUNTS | 113 | 51 | 101 | 265 | 601 | 1 161 | 1 344 | 143 | 840 | 2 091 | 6 180 | 5 305 | |
| Rappel 31/12/2015 | 128 | 26 | 677 | 831 | 128 | 573 | 1 037 | 1 350 | 48 | 2 169 | | 5 305 | |

La liste des emprunts obligataires émis par Bouygues est la suivante (pour chacune des souches, il est précisé le cours de cotation en % de la valeur nominale coupon couru) :

| ISIN | Date d'émission | Date d'échéance | Montant nominal à l'échéance | Coupon | Cotation au 31/12/2016 en % du nominal coupon couru ^a |
|--------------|--------------------|--------------------|---------------------------------|--------|--|
| FR0010853226 | 12/02/2010 | 12/02/2018 | 500 | 4,000% | 104,5010 |
| FR0010957662 | 29/10/2010 | 29/10/2019 | 1000 | 3,641% | 110,1880 |
| FR0010212852 | 22/07/2005 | 22/07/2020 | 1000 | 4,250% | 114,4560 |
| FR0011193515 | 09/02/2012 | 09/02/2022 | 800 | 4,500% | 120,3290 |
| FR0011332196 | 02/10/2012 | 16/01/2023 | 700 | 3,625% | 117,4110 |
| FR0010379255 | 06/10/2006 | 06/10/2026 | 595 | 5,500% | 125,7800 |
| FR0013222494 | 07/12/2016 | 07/06/2027 | 750 | 1,375% | 99,3710 |
| TOTAL | | | 5 345 | | |

(a) source : Bloomberg

| Répartition de la dette sur locations financement par métier (incluse en dettes financières) | Bouygues Construction | Bouygues Immobilier | Colas | TF1 | Bouygues Telecom | Bouygues SA et autres | Total |
|---|--------------------------|------------------------|-------|-----|---------------------|-----------------------------|-------|
| (en millions d'euros) | | | | | | | |
| Long terme clôture 31/12/2016 | | 1 | 8 | | | | 9 |
| Court terme clôture 31/12/2016 | | | 7 | | 1 | | 8 |
| Long terme ouverture 31/12/2015 | | 2 | 9 | | 1 | | 12 |
| Court terme ouverture 31/12/2015 | | | 7 | | | | 7 |

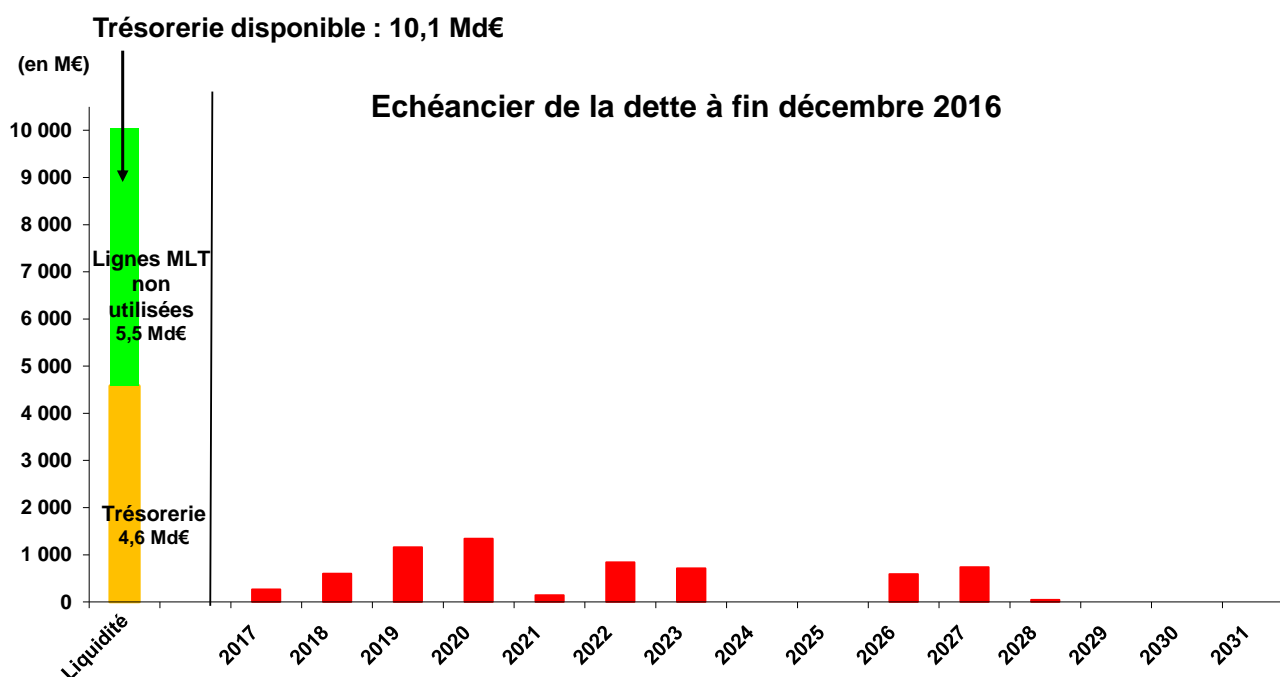
8.2 Lignes de crédit confirmées et utilisées

| Description (en millions d'euros) | Lignes confirmées - Échéances | | | | Lignes utilisées - Échéances | | | |
|---|-------------------------------|---------------|--------------|---------------|------------------------------|---------------|--------------|--------------|
| | Moins d'un an | Un à cinq ans | Au-delà | Total | Moins d'un an | Un à cinq ans | Au-delà | Total |
| Emprunts obligataires (Bouygues SA pour l'essentiel) | 113 | 2 476 | 2 820 | 5 409 | 113 | 2 476 | 2 820 | 5 409 |
| Autres emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit ^a | 1 697 | 4 329 | 242 | 6 268 | 102 | 603 | 100 | 805 |
| Emprunts issus des locations financement | 8 | 8 | 1 | 17 | 8 | 8 | 1 | 17 |
| Emprunts et dettes financières divers | 42 | 162 | 10 | 214 | 42 | 162 | 10 | 214 |
| TOTAL DES LIGNES DE CRÉDIT | 1 860 | 6 975 | 3 073 | 11 908 | 265 | 3 249 | 2 931 | 6 445 |

(a) lignes de crédit confirmées et non utilisées : 5 463

8.3 Liquidités au 31 décembre 2016

Au 31 décembre 2016, la trésorerie disponible s'élève à 4 579 millions d'euros (y compris (2) millions d'euros d'instruments financiers liés à des opérations de couverture de l'endettement net) auxquels s'ajoute un montant de 5 463 millions d'euros de lignes bancaires confirmées et non utilisées.



Les emprunts obligataires à échéance 2018, 2019, 2022, 2023, 2026 et 2027 comportent une clause de "change of control" (clause de changement de contrôle de Bouygues SA).

Les crédits bancaires contractés par Bouygues SA ne comportent ni *covenant* financier, ni *trigger event*. Il en est de même pour ceux utilisés par les filiales de Bouygues SA.

8.4 Répartition de la dette financière courante et non courante selon nature de taux

Répartition de la dette financière courante et non courante, après prise en compte de l'ensemble des opérations de couverture de taux non échues à la clôture de l'exercice :

| (en pourcentage) | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|---------------------------------|------------|------------|
| Dettes à taux fixé ^a | 95 | 98 |
| Dettes à taux variable | 5 | 2 |

(a) dettes à taux fixé pour plus d'un an

8.5 Risque de taux

Au 31 décembre 2016, la répartition des actifs financiers et des dettes financières par nature de taux est la suivante :

| (en millions d'euros) | Taux variable | Taux fixe | Total |
|---|---------------|----------------|----------------|
| Passifs financiers (dettes financières) ^a | (1 015) | (5 430) | (6 445) |
| Actifs financiers (trésorerie nette) ^b | 4 579 | | 4 579 |
| Position nette avant gestion | 3 564 | (5 430) | (1 866) |
| Couverture de taux | 704 | (704) | |
| Position nette après gestion | 4 268 | (6 134) | (1 866) |
| Correctif lié à la saisonnalité de certaines activités ^c | (499) | | |
| Position nette après gestion et correctif | 3 769 | | |

(a) Les options d'achat et compléments de prix intégrés dans la dette au titre d'IAS 39 sont considérés à taux fixé.

(b) y compris (2) millions d'euros de juste valeur d'instruments financiers liés à des opérations de couverture de l'endettement net

(c) Colas : l'activité et la trésorerie liée à l'activité sont soumises à de fortes variations saisonnières. Ce correctif permet d'estimer la trésorerie moyenne sur l'année qui sert de base au calcul de sensibilité des frais financiers à la variation des taux d'intérêt. Il correspond à la différence entre la trésorerie financière moyenne de l'année et la position nette comptable à fin décembre.

Ainsi, une hausse instantanée de 1 % des taux d'intérêts à court terme sur la position nette après gestion et correctif ci-avant engendrerait une diminution du coût de l'endettement financier net de 38 millions d'euros en année pleine.

8.6 Répartition de la dette financière court terme et long terme par devise

| (en millions d'euros) | Zone Europe | | | | | | Autres devises | Total |
|------------------------|-------------|----------------|----------------|-----------|------------|----|----------------|-------|
| | Euro | Livre sterling | Autres devises | Dollar US | Dollar HKD | | | |
| Long terme 31/12/2016 | 5 463 | 645 | 10 | 30 | 4 | 28 | 6 180 | |
| Court terme 31/12/2016 | 221 | 7 | 2 | | 3 | 32 | 265 | |
| Long terme 31/12/2015 | 4 551 | 660 | 7 | 18 | 13 | 56 | 5 305 | |
| Court terme 31/12/2015 | 805 | 8 | 5 | 7 | 3 | 3 | 831 | |

Les dettes financières ventilées par métier figurent en note 16.

Le détail par métier des sûretés réelles et nantissements donnés par le Groupe figure en note 18.1.

NOTE 9 PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DE VARIATION DE L'ENDETTEMENT NET

9.1 Variation de l'endettement net

| (en millions d'euros) | 31/12/2015 | Flux de Trésorerie | Changement de périmètre | Ecart de conversion | Variation des justes valeurs | Autres variations | 31/12/2016 |
|---|----------------|------------------------|-------------------------|-------------------------|------------------------------|----------------------|----------------|
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 3 785 | 908 | 66 | (6) | | (4) | 4 749 |
| Concours bancaires courants et soldes créditeurs de l | (196) | 21 | 25 | (23) | | 5 | (168) |
| TRÉSorerIE NETTE (A) | 3 589 | 929^a | 91^a | (29)^a | | 1^a | 4 581 |
| Dettes financières non courantes | 5 305 | 743 ^b | 191 ^c | 15 | | (74) | 6 180 |
| Dettes financières courantes | 831 | (656) ^b | 18 | (1) | | 73 | 265 |
| Instruments financiers nets | 14 | (46) | | | 33 | 1 | 2 |
| ENDETTEMENT BRUT (B) | 6 150 | 41 | 209 | 14 | 33 | | 6 447 |
| ENDETTEMENT NET (PASSIF) (A)-(B) | (2 561) | 888 | (118) | (43) | (33) | 1 | (1 866) |

(a) flux net de trésorerie analysée au tableau des flux de trésorerie 2016 (flux nets + flux non monétaires)

(b) flux net de trésorerie lié aux opérations de financement analysé au TFT pour 87 millions d'euros

(c) principalement liés aux options de rachat de participations ne donnant pas le contrôle chez (TF1)

9.2 Principales variations de l'endettement net de l'exercice 2016

| | |
|--|------------------|
| ENDETTEMENT NET AU 31/12/2015 | (2 561) |
| Acquisitions / cessions des activités consolidées, des titres non consolidés et autres titres immobilisés y compris variation de périmètre et engagements de rachat sur participation ne donnant pas le contrôle | 860 ^a |
| Opérations sur capital | 189 ^b |
| Opération Bouygues Confiance 8 à percevoir en 2017 | (38) |
| Dividendes versés | (662) |
| PaieMENT des fréquences 700 MHz | (234) |
| Exploitation et autres | 580 |
| ENDETTEMENT NET AU 31/12/2016 | (1 866) |

(a) dont opération de rachat Alstom, acquisition de Newen Studios y compris options de rachat ne donnant pas le contrôle et effets de périmètre

(b) concerne principalement l'augmentation de capital de Bouygues SA (opération Bouygues Confiance n°8, levées de stock-options)

NOTE 10 PASSIF COURANT

| <i>(en millions d'euros)</i> | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
|---|---------------|---------------|
| Avances et acomptes reçus sur commandes ^a | 1 010 | 1 178 |
| Dettes financières courantes ^b | 265 | 831 |
| Impôts courants | 109 | 118 |
| Fournisseurs et comptes rattachés (fournisseurs, effets à payer) | 7 140 | 6 513 |
| Provisions courantes ^c | 1 002 | 1 092 |
| Autres passifs courants, comptes de régularisation et assimilés : | | |
| . Autres dettes opérationnelles (personnel, organismes sociaux, État) | 2 625 | 2 488 |
| . Produits différés | 2 073 | 1 807 |
| . Autres dettes non financières ^d | 2 461 | 2 670 |
| Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque | 168 | 196 |
| Instruments financiers passif | 19 | 35 |
| Autres passifs financiers courants | 24 | 52 |
| TOTAL | 16 896 | 16 980 |

(a) Le poste «Avances et acomptes reçus sur commandes» comprend à hauteur de 215 millions d'euros au 31 décembre 2016 (244 millions d'euros au 31 décembre 2015) des avances reçues de la part de clients à la signature de l'acte de vente de programmes immobiliers en état futur d'achèvement.

Ces sommes non restituables sont utilisées pour financer l'avancement des projets et ont été pour la quasi-totalité dépensées au 31 décembre 2016.

(b) cf. analyse en note 8 : Dettes financières non courantes et courantes

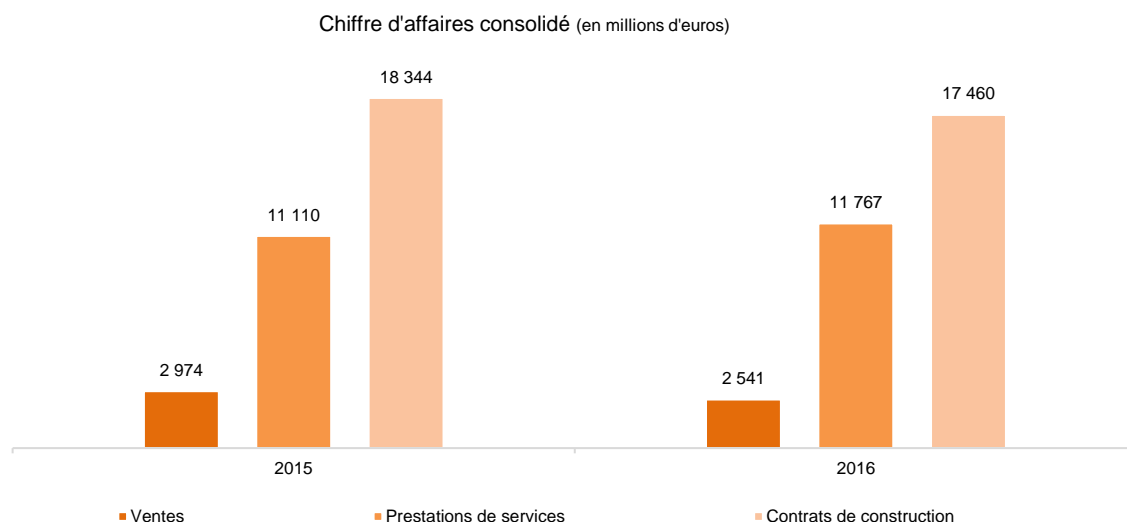
(c) cf. analyse en note 6.2 : Provisions courantes

(d) dont dette sur acquisition en 2015 des fréquences 700 MHz de 467 millions d'euros chez Bouygues Telecom ; réglée à hauteur de deux échéances pour 234 millions d'euros en 2016 (le solde sera réglé par moitié en décembre 2017 et en décembre 2018)

NOTE 11 CHIFFRE D'AFFAIRES ET AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITE

11.1 Analyse par rubrique

| (en millions d'euros) | 2016 | 2015 |
|--------------------------------------|---------------|---------------|
| Ventes | 2,541 | 2,974 |
| Prestations de services | 11,767 | 11,110 |
| Contrats de construction | 17,460 | 18,344 |
| CHIFFRE D'AFFAIRES | 31,768 | 32,428 |
| AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITÉ | 132 | 92 |
| TOTAL ACTIVITÉ | 31,900 | 32,520 |



Au titre des exercices 2016 et 2015, il n'existe pas de contrat d'échange de biens ou de services significatif.

Bilan consolidé : informations relatives aux contrats de construction

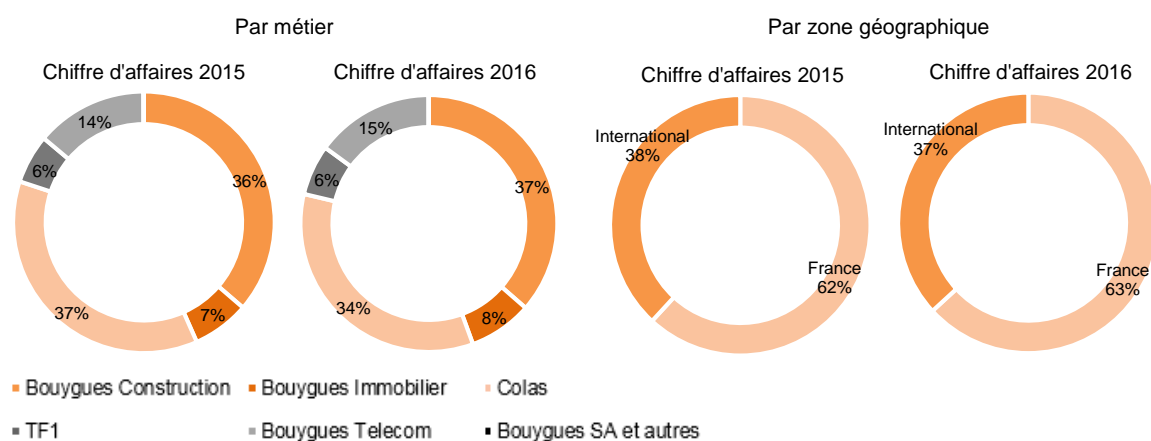
| (en millions d'euros) | Bouygues Construction | Colas | Total |
|---------------------------|--------------------------|-------|---------|
| Travaux à facturer | 641 | 447 | 1 088 |
| Retenues de garantie | 220 | 92 | 312 |
| Travaux facturés d'avance | (1 530) | (346) | (1 876) |
| Avances reçues | (356) | (89) | (445) |

11.2 Analyse par activité

(en millions d'euros)

| | Chiffre d'affaires 2016 | | | Chiffre d'affaires 2015 | | |
|-------------------------------------|-------------------------|---------------|---------------|-------------------------|---------------|---------------|
| | France | International | Total | France | International | Total |
| Bouygues Construction | 5 297 | 6 273 | 11 570 | 5 493 | 6 283 | 11 776 |
| Bouygues Immobilier | 2 414 | 129 | 2 543 | 2 191 | 100 | 2 291 |
| Colas | 5 662 | 5 226 | 10 888 | 5 981 | 5 915 | 11 896 |
| TF1 | 1 957 | 63 | 2 020 | 1 904 | 60 | 1 964 |
| Bouygues Telecom | 4 736 | | 4 736 | 4 484 | | 4 484 |
| Bouygues SA et autres | 5 | 6 | 11 | 5 | 12 | 17 |
| CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ | 20 071 | 11 697 | 31 768 | 20 058 | 12 370 | 32 428 |

Répartition du chiffre d'affaires total



11.3 Analyse par zone géographique

L'analyse est faite en fonction du lieu de réalisation du chiffre d'affaires.

(en millions d'euros)

| | Chiffre d'affaires 2016 | | Chiffre d'affaires 2015 | |
|-------------------------------|-------------------------|------------|-------------------------|------------|
| | Total | % | Total | % |
| France | 20 071 | 63 | 20 058 | 62 |
| Union européenne (28 membres) | 3 400 | 11 | 3 835 | 12 |
| Autres pays européens | 1 313 | 4 | 1 207 | 4 |
| Afrique | 1 203 | 4 | 1 279 | 4 |
| Moyen-Orient | 184 | 1 | 122 | |
| Amérique du Nord | 3 016 | 9 | 3 335 | 10 |
| Amérique Centrale et du Sud | 331 | 1 | 271 | 1 |
| Asie-Pacifique | 1 864 | 6 | 1 939 | 6 |
| Océanie | 386 | 1 | 382 | 1 |
| TOTAL | 31 768 | 100 | 32 428 | 100 |

Le Groupe est présent au Royaume-Uni essentiellement dans les activités de Construction. Il s'agit d'une activité réalisée localement et qui n'est pas exposée de manière significative aux aléas affectant

les importations et les exportations. Le chiffre d'affaires réalisé en 2016 est de 1 631 millions de Livre Sterling, à comparer à 1 594 en 2015, soit respectivement 1 991 et 2 196 millions d'euros. Cette diminution de (205) millions d'euros s'explique à hauteur de (255) millions d'euros par la baisse de la Livre Sterling consécutive à la décision de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, dont le taux moyen est en recul de 11% (1,38 euros pour une Livre en 2015 contre 1,22 en 2016).

11.4 Répartition, selon nature de marchés, entre la France et l'international

(en pourcentage)

| | 2016 | | | 2015 | | |
|------------------------------|--------|---------------|----------|--------|---------------|----------|
| | France | International | Ensemble | France | International | Ensemble |
| Marchés publics ^a | 28 | 51 | 37 | 29 | 52 | 38 |
| Marchés privés | 72 | 49 | 63 | 71 | 48 | 62 |

(a) chiffre d'affaires facturé directement aux services de l'État, collectivités locales et entreprises publiques (marchés de travaux et d'entretien pour l'essentiel) en France et à l'international.

NOTE 12 RÉSULTAT OPÉRATIONNEL ET EBITDA

| (en millions d'euros) | 2016 | 2015 |
|---|--------------|------------|
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT | 1 121 | 941 |
| Autres produits opérationnels ^a | 113 | 32 |
| Autres charges opérationnelles ^a | (287) | (305) |
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL ^b | 947 | 668 |

Voir note 16 Information sectorielle pour répartition par métier

(a) concerne principalement :

2016

Bouygues Telecom : 20 millions d'euros dont essentiellement 104 millions d'euros de plus-value suite à la cession de 500 pylônes à Cellnex partiellement compensés par (84) millions d'euros d'accélération d'amortissement dans le cadre de la mise en œuvre du partage de réseau

TF1 : (84) millions d'euros relatifs :

- aux surcoûts liés au changement des règles de comptabilisation des fictions françaises pour (25) millions d'euros
- à l'amortissement de la réévaluation des droits suite à l'allocation du prix d'acquisition de Newen Studios pour (25) millions d'euros

- aux autres coûts pour (34) millions d'euros, liés à la réorganisation du groupe TF1 et aux coûts de transition en clair de LCI

Colas : (62) millions d'euros principalement liées à l'arrêt de la Raffinerie de Dunkerque pour (51) millions d'euros et divers coûts d'adaptation pour (11)

Bouygues Construction : (23) millions d'euros de coûts d'adaptation induits par la poursuite de la nouvelle organisation opérationnelle mise en place dans le groupe sur 2015

Bouygues Immobilier : coûts d'adaptation pour (13) millions d'euros.

Bouygues SA : (12) millions d'euros relatifs aux coûts engagés sur l'opération envisagée avec Orange

2015

Bouygues Telecom : charges nettes de 123 millions d'euros principalement liées au déploiement du partage de réseau avec SFR.

Bouygues Immobilier : charges d'adaptation pour (4) millions d'euros.

TF1 : charges d'adaptation du pôle Information principalement liées à l'arrêt de l'activité « édition papier » de Publication Métro France pour (17) millions d'euros.

Bouygues Construction : charges principalement liées à la nouvelle organisation opérationnelle mise en place en 2015 pour (35) millions d'euros.

Colas : charges liées à la restructuration des filiales en Métropole et de la Société de la Raffinerie de Dunkerque pour (95) millions d'euros.

(b) dont charge de loyers 1 588 millions d'euros y compris des charges liées à des contrats contenant des composantes de prestation, à des contrats de courte durée et à des contrats portant sur des biens de faible valeur.

L'EBITDA du Groupe est de 2 757 millions d'euros au titre de 2016, en hausse de 346 millions d'euros. Il est calculé à partir du résultat opérationnel courant, retraité des éléments suivants :

| (en millions d'euros) | 2016 | 2015 |
|---|--------------|--------------|
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT | 1 121 | 941 |
| Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations : | | |
| . Dotations nettes aux amortissements | 1 599 | 1 454 |
| . Dotations nettes aux provisions et dépréciations | 461 | 417 |
| Retraitement des autres produits d'exploitation : | | |
| . Reprises de provisions et dépréciations non utilisées | (424) | (401) |
| EBITDA | 2 757 | 2 411 |

NOTE 13 COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

13.1 Analyse du coût de l'endettement financier net

(en millions d'euros)

| | 2016 | 2015 |
|---|--------------|--------------|
| Charges financières dont | (248) | (308) |
| Charges d'intérêts sur endettement ^a | (232) | (285) |
| Charges d'intérêts liées à la trésorerie | (16) | (23) |
| Produits financiers dont | 26 | 33 |
| Produits d'intérêts sur trésorerie et équivalents de trésorerie | 23 | 27 |
| Revenus et plus-values sur cessions d'éléments de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie | 3 | 6 |
| COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET | (222) | (275) |

(a) Les charges d'intérêts sur endettement sont en baisse principalement du fait de la réduction de l'endettement net et de financements moins onéreux en 2016 (billet de trésorerie puis nouvel emprunt obligataire en décembre 2016) et du remboursement d'emprunts obligataires en juillet 2015 et mai 2016.

13.2 Autres produits / charges financiers

(en millions d'euros)

| | 2016 | 2015 |
|---|-----------|----------|
| Autres produits financiers | 125 | 91 |
| Autres charges financières | (84) | (85) |
| TOTAL AUTRES PRODUITS/(CHARGES) FINANCIERS | 41 | 6 |

Les autres produits et charges incluent les plus ou moins-values sur titres non consolidés (dont plus-value sur la cession Atlandes pour 65 millions d'euros), la rémunération des investisseurs sur fonds appelés (immobilier d'entreprise), les commissions d'engagements, les variations de juste valeur sur les « Autres actifs financiers courants », les dividendes des entités non consolidées et divers sur la période.

NOTE 14 IMPOT

14.1 Analyse de la charge nette d'impôt

(en millions d'euros)

| | 2016 | | | 2015 | | |
|--|--------------|--------------|--------------|----------|--------------|--------------|
| | France | Etranger | Total | France | Etranger | Total |
| Impositions exigibles par les administrations fiscales | (58) | (143) | (201) | (93) | (130) | (223) |
| Impositions différés passif | (46) | 9 | (37) | 70 | | 70 |
| Impositions différés actif | (14) | 3 | (11) | 27 | 8 | 35 |
| TOTAL | (118) | (131) | (249) | 4 | (122) | (118) |

Voir note 16 Information sectorielle pour la répartition par métier.

14.2 Rapprochement entre taux théorique d'impôt et taux effectif d'impôt (preuve d'impôt)

Les différences constatées entre le taux théorique d'impôt de droit commun en vigueur en France et le taux effectif constaté en charge de l'exercice sont les suivantes :

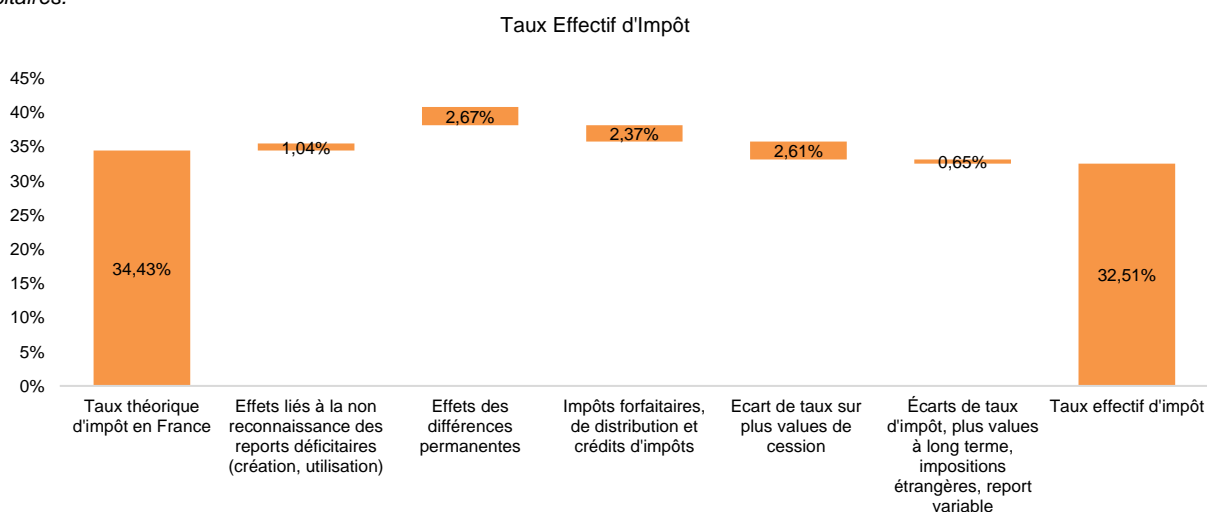
| (en millions d'euros) | 2016 | 2015 |
|---|----------------------|-----------------------|
| RÉSULTAT NET (100%) | 784 | 480 |
| Neutralisation | | |
| Impôt | 249 | 118 |
| Résultat des activités arrêtés ou détenues en vue de la vente | Néant | Néant |
| Résultat des coentreprises et entités associées | (267) | (199) |
| RÉSULTAT DES ACTIVITÉS INTEGRÉES POURSUIVIES AVANT IMPÔTS | 766 | 399 |
| Taux théorique d'impôt en France | 34,43% | 38,00% ^d |
| Effets liés à la non reconnaissance des reports déficitaires (création, utilisation) | 1,04% | 11,12% ^d |
| Effets des différences permanentes | 2,67% | 0,61% |
| Impôts forfaitaires, de distribution et crédits d'impôts | (2,37%) | (3,58%) |
| Ecart de taux sur plus values de cession ^a | (2,61%) | (3,21%) |
| Écarts de taux d'impôt, plus values à long terme, impositions étrangères, report variable | (0,65%) ^b | (13,36%) ^c |
| TAUX EFFECTIF D'IMPÔT | 32,51% | 29,58% |

(a) Cession de Atlandes en 2016 et effet de déconsolidation Eurosport International en 2015.

(b) Le taux effectif d'impôt retraité de la cession Atlandes ressort à 35%.

(c) Le taux effectif d'impôt retraité de la cession Eurosport International ressort à 32%.

(d) La preuve d'impôt 2015 a été retraitée afin d'impacter l'effet de l'intégration fiscale sur la non reconnaissance des reports déficitaires.



NOTE 15 RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES ET RESULTAT DILUE PAR ACTION

Le résultat net des activités poursuivies par action avant dilution est obtenu en ramenant le résultat net des activités poursuivies (part du Groupe) au nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice 2016 (à l'exclusion du nombre moyen des actions détenues ordinaires achetées à titre d'autocontrôle).

| | 2016 | 2015 |
|--|-------------|-------------|
| Résultat net des activités poursuivies part du Groupe (<i>en millions d'euros</i>) | 732 | 403 |
| Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation | 346 559 092 | 337 985 966 |
| RÉSULTAT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES PAR ACTION (EN EUROS) | 2,11 | 1,19 |

Le résultat net des activités poursuivies dilué par action est calculé par rapport au nombre moyen pondéré d'actions en circulation incluant la conversion potentielle de toutes les actions pouvant avoir un effet dilutif (options de souscription d'actions potentiellement et économiquement exerçables à la clôture de l'exercice).

| | 2016 | 2015 |
|--|-------------|-------------|
| Résultat net des activités poursuivies part du Groupe (<i>en millions d'euros</i>) | 732 | 403 |
| Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation | 346 559 092 | 337 985 966 |
| Ajustement lié à l'effet dilutif des options sur les actions | 1 361 620 | 2 999 082 |
| RÉSULTAT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES DILUÉ PAR ACTION (EN EUROS) | 2,10 | 1,18 |

NOTE 16 INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle ci-après est présentée comme suit :

1. Analyse par métier (UGT) : Bouygues Construction (BTP) ; Bouygues Immobilier (Immobilier) ; Colas (Routes) ; TF1 (Médias) ; Bouygues Telecom (Télécoms) ; Bouygues SA et autres.

2. Analyse par zone géographique : France et DOM, Union européenne, Autres pays européens, Afrique, Asie-Pacifique-Océanie, Amériques et Moyen-Orient (il s'agit des zones géographiques où les immobilisations sont présentes au 31 décembre).

Les cessions internes entre les différentes activités se réalisent en règle générale aux conditions de marché.

L'information sur le chiffre d'affaires par zone géographique figure en note 11.3.

Les secteurs opérationnels par activité correspondent aux secteurs revus par le principal décideur opérationnel du Groupe et aucun regroupement n'a été effectué. Cette information est utilisée aux fins d'affectation des ressources aux secteurs opérationnels et de l'évaluation de leur performance.

Les données des secteurs opérationnels suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers consolidés et décrites dans les notes aux états financiers.

Le secteur Bouygues SA et autres présenté regroupe les contributions des entités *holding corporate* et des entités dédiées au financement centralisé du Groupe.

16.1 Analyse sectorielle par activité au 31 décembre 2016

(en millions d'euros)

| | Bouygues Construction | Bouygues Immobilier | Colas | TF1 | Bouygues Telecom | Bouygues SA et autres | Total 2016 |
|---|--------------------------|------------------------|---------------|--------------|---------------------|-----------------------------|-------------------------|
| Compte de résultat | | | | | | | |
| Chiffre d'affaires total | 11 815 | 2 568 | 11 006 | 2 063 | 4 761 | 133 | 32 346 |
| Chiffre d'affaires inter-activités | (245) | (25) | (118) | (43) | (25) | (122) | (578) |
| CHIFFRE D'AFFAIRES SUR CLIENTS EXTERNES | 11 570 | 2 543 | 10 888 | 2 020 | 4 736 | 11 | 31 768 |
| Dotations nettes aux amortissements | (225) | (7) | (402) | (177) | (782) | (6) | (1 599) |
| Dotations nettes aux provisions et dépréciations | (193) | (35) | (155) | (80) | (1) | 3 | (461) |
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT | 326 | 167 | 386 | 129 | 149 | (36) | 1 121 |
| Autres produits opérationnels | | | | | 113 | | 113 |
| Autres charges opérationnelles | (23) | (13) | (62) | (84) | (93) | (12) | (287) |
| RÉSULTAT OPERATIONNEL | 303 | 154 | 324 | 45 | 169 | (48) | 947 |
| Coût de l'endettement financier net | 14 | (2) | (13) | (1) | (8) | (212) | (222) |
| Impôt | (119) | (51) | (108) | (6) | (60) | 95 | (249) |
| Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées | 121 | (1) | 82 | 10 | | 55 | 267 |
| RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES | 322 | 91 | 359 | 44 | 92 | (124) | 784 |
| Résultat net des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente | | | | | | | |
| RÉSULTAT NET | 322 | 91 | 359 | 44 | 92 | (124) | 784 ^a |
| RÉSULTAT NET (PART DU GROUPE) | 320 | 91 | 343 | 18 | 83 | (123) | 732 ^a |
| Bilan | | | | | | | |
| Immobilisations corporelles | 680 | 32 | 2 396 | 174 | 3 117 | 167 | 6 566 |
| Immobilisations incorporelles | 43 | 37 | 74 | 236 | 1 743 | 47 | 2 180 |
| Goodwill | 471 | | 1 118 | 1 130 | 2 648 | | 5 367 |
| Coentreprises et entités associées | 22 | 5 | 375 | 89 | | 1 938 ^b | 2 429 |
| Autres actifs financiers non courants | 252 | 12 | 185 | 32 | 10 | 32 | 523 |
| Impôts différés actif et créances fiscales non courants | 73 | 26 | 172 | | | 96 | 367 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 890 | 90 | 417 | 53 | 23 | 3 276 | 4 749 |
| Autres actifs | | | | | | | 12 673 |
| TOTAL ACTIF | | | | | | | 34 854 |
| Dettes financières non courantes | 546 | 34 | 125 | 224 | 995 | 4 256 | 6 180 |
| Provisions non courantes | 853 | 89 | 917 | 57 | 247 | 36 | 2 199 |
| Impôts différés passif et dettes fiscales non courantes | 7 | 8 | 71 | 43 | 27 | 3 | 159 |
| Dettes financières courantes | 19 | 4 | 73 | 8 | 40 | 121 | 265 |
| Autres passifs | | | | | | | 26 051 |
| TOTAL PASSIF | | | | | | | 34 854 |
| Endettement net^c | 3 387 | (124) | 517 | 187 | (1 012) | (4 821) | (1 866) |
| Tableau des flux de trésorerie | | | | | | | |
| Capacité d'autofinancement | 534 | 161 | 699 | 267 | 873 | (30) | 2 504 |
| Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et incorporelles | 173 | 28 | 384 | 209 | 802 | 42 | 1 638 |
| Acquisitions nettes de titres consolidés et autres | (139) | 18 | (135) | 182 | | (997) | (1 071) |
| Autres indicateurs | | | | | | | |
| EBITDA | 537 | 178 | 801 | 364 | 916 | (39) | 2 757 |
| Cash-flow libre | 256 | 80 | 194 | 51 | 3 | (189) | 395 |

(a) Le résultat net consolidé (part du Groupe) hors éléments exceptionnels s'élève à 632 millions d'euros et correspond au résultat net consolidé (part du Groupe) retraité des plus-values nettes des cessions d'Adelac pour (129) millions d'euros et d'Atlantes pour (60) millions d'euros et des éléments non courants nets d'impôt pour 89 millions d'euros.

(b) concerne Alstom pour 1 938 millions d'euros

(c) contribution de niveau métier après maintien des comptes courants intra-Groupe Bouygues Relais et Uniservice (l'annulation intra-Groupe de ceux-ci est réalisée en colonne Bouygues SA et autres)

16.2 Analyse sectorielle par activité au 31 décembre 2015

(en millions d'euros)

| | Bouygues Construction | Bouygues Immobilier | Colas | TF1 | Bouygues Telecom | Bouygues SA et autres | Total 2015 |
|---|--------------------------|------------------------|---------------|--------------|---------------------|-----------------------------|------------------------|
| Compte de résultat | | | | | | | |
| Chiffre d'affaires total | 11 975 | 2 304 | 11 960 | 2 004 | 4 505 | 135 | 32 883 |
| Chiffre d'affaires inter-activités | (199) | (13) | (64) | (40) | (21) | (118) | (455) |
| CHIFFRE D'AFFAIRES SUR CLIENTS EXTERNES | 11 776 | 2 291 | 11 896 | 1 964 | 4 484 | 17 | 32 428 |
| Dotations nettes aux amortissements | (189) | (7) | (420) | (57) | (773) | (8) | (1 454) |
| Dotations nettes aux provisions et dépréciations | (238) | (9) | (186) | 11 | (1) | 6 | (417) |
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT | 349 | 138 | 344 | 158 | (11) | (37) | 941 |
| Autres produits opérationnels | | | | | 32 | | 32 |
| Autres charges opérationnelles | (35) | (4) | (95) | (17) | (155) | 1 | (305) |
| RÉSULTAT OPÉRATIONNEL | 314 | 134 | 249 | 141 | (134) | (36) | 668 |
| Coût de l'endettement financier net | 9 | (1) | (19) | 1 | (8) | (257) | (275) |
| Impôt | (108) | (45) | (68) | (42) | 51 | 94 | (118) |
| Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées | 56 | (1) | 78 | 6 | 34 | 26 | 199 |
| RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES | 288 | 77 | 238 | 103 | (65) | (161) | 480 |
| Résultat net des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente | | | | | | | |
| RÉSULTAT NET | 288 | 77 | 238 | 103 | (65) | (161) | 480 |
| RÉSULTAT NET (PART DU GROUPE) | 276 | 77 | 226 | 44 | (59) | (161) | 403^a |
| Bilan | | | | | | | |
| Immobilisations corporelles | 717 | 22 | 2 396 | 170 | 3 081 | 137 | 6 523 |
| Immobilisations incorporelles | 40 | 30 | 70 | 124 | 1 820 | 47 | 2 131 |
| Goodwill | 488 | | 1 125 | 1 000 | 2 648 | | 5 261 |
| Coentreprises et entités associées | 27 | 5 | 307 | 85 | | 2 977 ^b | 3 401 |
| Autres actifs financiers non courants | 250 | 11 | 205 | 30 | 11 | 35 | 542 |
| Impôts différés actif et créances fiscales non courants | 86 | 27 | 165 | | 27 | 47 | 352 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 860 | 69 | 428 | 12 | 19 | 2 397 | 3 785 |
| Autres actifs | | | | | | | 11 840 |
| TOTAL ACTIF | | | | | | | 33 835 |
| Dettes financières non courantes | 575 | 41 | 176 | | 875 | 3 638 | 5 305 |
| Provisions non courantes | 828 | 84 | 841 | 53 | 258 | 96 | 2 160 |
| Impôts différés passif et dettes fiscales non courantes | 9 | | 73 | 12 | | 3 | 97 |
| Dettes financières courantes | 7 | 10 | 44 | | 34 | 736 | 831 |
| Autres passifs | | | | | | | 25 442 |
| TOTAL PASSIF | | | | | | | 33 835 |
| Endettement net^c | 3 272 | 5 | 560 | 701 | (890) | (6 209) | (2 561) |
| Tableau des flux de trésorerie | | | | | | | |
| Capacité d'autofinancement | 467 | 120 | 670 | 164 | 654 | (8) | 2 067 |
| Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et incorporelles | 214 | 13 | 311 | 58 | 1 289 | 5 | 1 890 |
| Acquisitions nettes de titres consolidés et autres | (45) | 1 | (10) | (521) | (45) | (36) | (656) |
| Autres indicateurs | | | | | | | |
| EBITDA | 533 | 124 | 844 | 195 | 752 | (37) | 2 411 |
| Cash-flow libre^d | 154 | 61 | 272 | 65 | (592) | (176) | (216) |

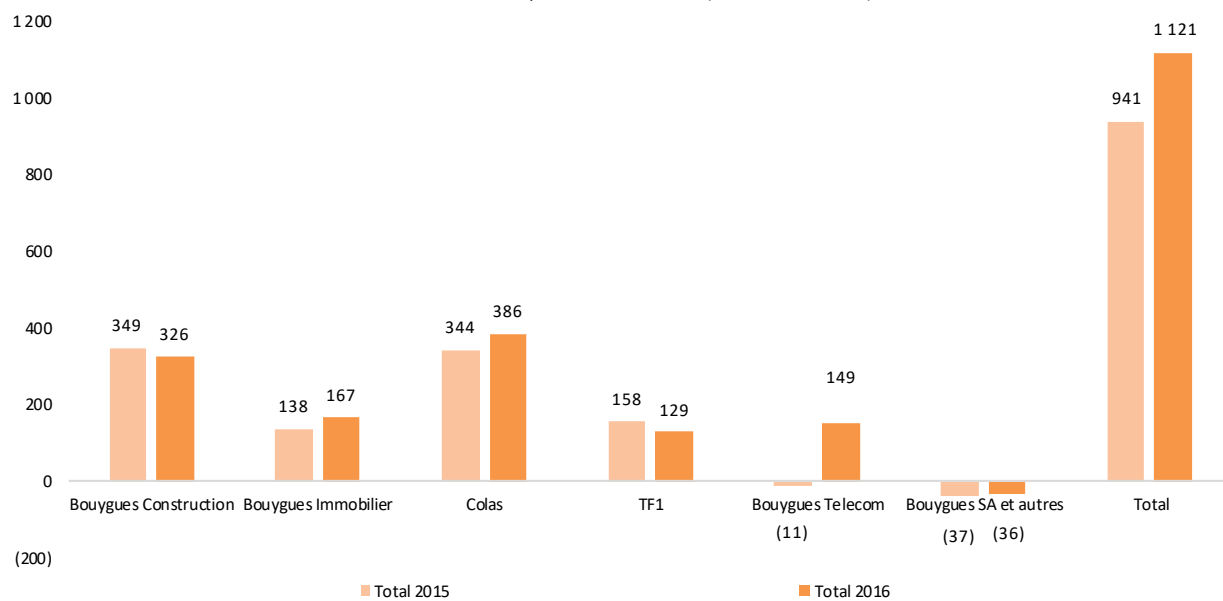
(a) Le résultat net consolidé (part du Groupe) hors éléments exceptionnels s'élève à 489 millions d'euros et correspond au résultat net consolidé (part du Groupe) retraité des résultats non courants nets d'impôt pour 156 millions d'euros et du résultat des entités associées de Bouygues Construction du troisième trimestre 2015 pour (70) millions d'euros.

(b) concerne Alstom pour 2 977 millions d'euros

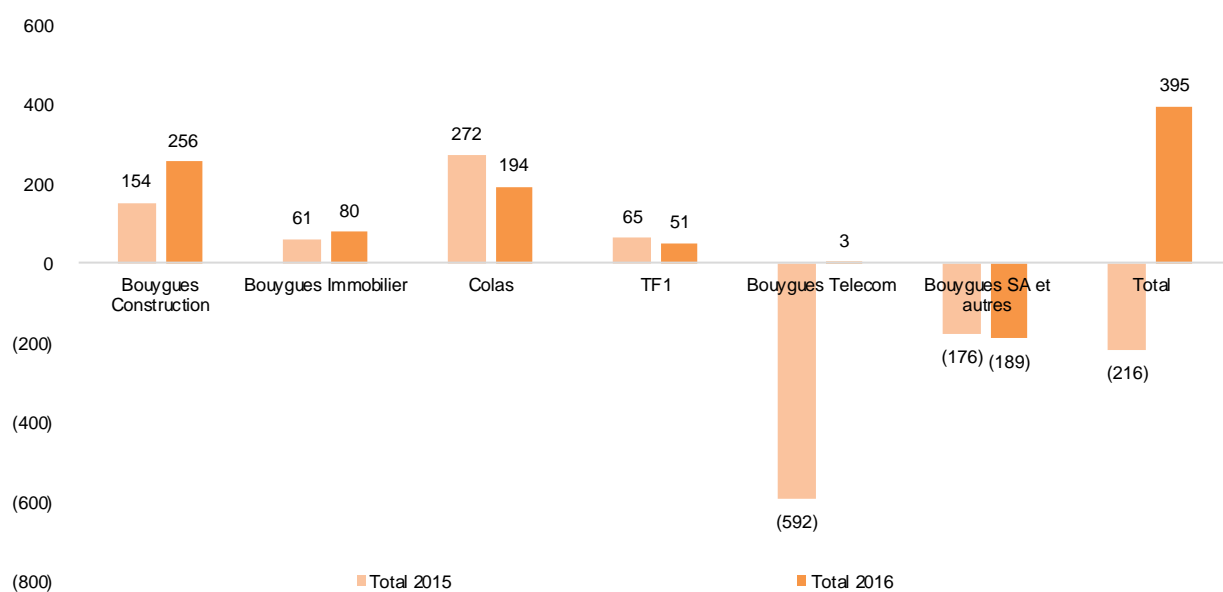
(c) contribution de niveau métier après maintien des comptes courants intra-Groupe Bouygues Relais et Uniservice (l'annulation intra-Groupe de ceux-ci est réalisée en colonne Bouygues SA et autres)

(d) Corrigé de l'acquisition des fréquences 700 MHz pour 467 millions d'euros, le cash-flow libre retraité est de 251 millions d'euros pour l'exercice 2015.

Résultat Opérationnel Courant (en millions d'euros)



Cash-Flow Libre (en millions d'euros)



16.3 Analyse sectorielle par zone géographique

(en millions d'euros)

| | France et DOM | Union européenne | Autres pays européens | Afrique | Asie Pacifique Océanie | Amériques | Moyen- Orient | Total |
|--|------------------|---------------------|--------------------------|---------|------------------------------|-----------|------------------|-------------------|
| Bilan | | | | | | | | 31/12/2016 |
| Immobilisations corporelles ^a | 5 046 | 299 | 97 | 149 | 256 | 702 | 17 | 6 566 |
| Immobilisations incorporelles | 2 134 | 24 | | 2 | 3 | 17 | | 2 180 |
| Tableau des flux de trésorerie | | | | | | | | |
| Prix d'acquisition liés aux immobilisations corporelles et incorporelles | 1 572 | 70 | 23 | 54 | 98 | 130 | 15 | 1 962 |

(a) y compris contrats de locations financement

(en millions d'euros)

| | France et DOM | Union européenne | Autres pays européens | Afrique | Asie Pacifique Océanie | Amériques | Moyen- Orient | Total |
|--|------------------|---------------------|--------------------------|---------|------------------------------|-----------|------------------|-------------------|
| Bilan | | | | | | | | 31/12/2015 |
| Immobilisations corporelles ^a | 4 969 | 319 | 97 | 159 | 304 | 668 | 6 | 6 523 |
| Immobilisations incorporelles | 2 089 | 21 | | | 6 | 15 | | 2 131 |
| Tableau des flux de trésorerie | | | | | | | | |
| Prix d'acquisition liés aux immobilisations corporelles et incorporelles | 1 850 | 5 | 12 | 22 | 129 | 5 | 5 | 2 028 |

(a) y compris contrats de locations financement

NOTE 17 INSTRUMENTS FINANCIERS

Les tableaux ci-après présentent la somme des encours notionnels, au 31 décembre 2016, de chaque type de produits utilisé, avec répartition par maturité résiduelle et par devise.

17.1 Couverture du risque de taux, du risque de change et du risque sur matières premières

17.1.1 Analyse par métier

| (en millions d'euros) | Bouygues Construction | Bouygues Immobilier | Colas | TF1 | Bouygues Telecom | Bouygues SA et autres | Total 31/12/2016 | Total 31/12/2015 |
|-------------------------------|--------------------------|------------------------|-------|-----|---------------------|-----------------------------|---------------------|---------------------|
| Achats à terme | 364 | | 176 | 121 | 24 | | 685 | 886 |
| Ventes à terme | 367 | | 123 | 11 | | | 501 | 370 |
| Swaps de change | 7 | | | | | 596 | 603 | 397 |
| Swaps de taux ^a | 13 | | 107 | | 650 | 138 | 908 | 1 717 |
| Dérivés de matières premières | | | 4 | | | | 4 | 1 |

(a) dont taux fixe payé 778 millions et taux variable payé 130 millions d'euros

17.1.2 Analyse par échéance et devise d'origine

| (en millions d'euros) | Date d'échéance | | | Total | Devise d'origine | | | | |
|-------------------------------|-----------------|-----------|---------|-------|------------------|-----|-----|-----|--------|
| | < 1 an | 1 à 5 ans | > 5 ans | | EUR | GBP | USD | HKD | Autres |
| Achats à terme | 651 | 34 | | 685 | 224 | 13 | 343 | 4 | 101 |
| Ventes à terme | 412 | 89 | | 501 | 32 | 34 | 263 | 96 | 76 |
| Swaps de change | 603 | | | 603 | | 165 | 96 | 121 | 221 |
| Swaps de taux | 123 | 714 | 71 | 908 | 833 | 67 | | 8 | |
| Dérivés de matières premières | 4 | | | 4 | 4 | | | | |

17.2 Valeur de marché des instruments de couverture

| Dérivés à l'actif (en millions d'euros) | Devise d'origine | | | | | Total | Couverture de juste valeur | Couverture de flux de trésorerie | Couverture d'Investissements nets à l'étranger |
|--|------------------|-----------|----------|----------|----------|-----------|----------------------------------|--|--|
| | EUR | USD | GBP | HKD | Autres | | | | |
| Achats à terme | 2 | 11 | | 1 | 1 | 15 | | 15 | |
| Ventes à terme | 7 | | 2 | | | 9 | | 9 | |
| Swaps de change | | | | | | | | | |
| Swaps de taux | | | | | | | | | |
| Options de taux (caps, floors) | | | | | | | | | |
| Dérivés de matières premières | | | | | | | | | |
| Total actif | 9 | 11 | 2 | 1 | 1 | 24 | | 24 | |

| Dérivés au passif (en millions d'euros) | Devise d'origine | | | | | Total | Couverture de Juste Valeur | Couverture de flux de trésorerie | Couverture d'Investissements nets à l'étranger |
|--|------------------|-------------|-------------|------------|------------|-------------|----------------------------------|--|--|
| | EUR | USD | GBP | HKD | Autres | | | | |
| Achats à terme | (9) | | (1) | | | (10) | (2) | (8) | |
| Ventes à terme | | (12) | | (2) | (1) | (15) | (1) | (14) | |
| Swaps de change | | (1) | (1) | (1) | | (3) | | (3) | |
| Swaps de taux | (2) | | (16) | | | (18) | | (18) | |
| Dérivés de matières premières | | | | | | | | | |
| Total passif | (11) | (13) | (18) | (3) | (1) | (46) | (3) | (43) | |

| | | | | | | | | | |
|--------------|------------|------------|-------------|------------|--|-------------|------------|-------------|--|
| Total | (2) | (2) | (16) | (2) | | (22) | (3) | (19) | |
|--------------|------------|------------|-------------|------------|--|-------------|------------|-------------|--|

En cas de translation de la courbe des taux de +1,00 % (et respectivement -1,00 %), la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture s'établirait à (8) millions d'euros (respectivement (38) millions d'euros).

En cas de translation des cours des devises de +1,00 % de l'euro (et respectivement -1,00 %) par rapport aux autres devises, la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture s'établirait à (21) millions d'euros (respectivement (24) millions d'euros).

Les calculs ont été effectués par le Groupe ou obtenus de contreparties bancaires avec lesquelles les instruments financiers ont été contractés.

NOTE 18 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Cette note complète les informations communiquées en notes 3, 4 et 8.

La présentation des engagements ci-après n'omet pas l'existence d'engagements hors bilan significatifs, selon les normes comptables en vigueur.

18.1 Engagements de garantie

| | 31/12/2016 | Bouygues Construction | Bouygues Immobilier | Colas | TF1 | Bouygues Telecom | Bouygues SA et autres | Échéances | | | 31/12/2015 |
|---|------------|--------------------------|------------------------|------------|-----------|---------------------|--------------------------|-------------------|-----------------|--------------------|------------|
| | | | | | | | | À moins d'1 an | De 1 à 5 ans | A plus de 5 ans | |
| Nantissements, hypothèques et sûretés réelles | 74 | | 5 | 69 | | | | 39 | 21 | 14 | 79 |
| Avals, cautions et garanties données | 137 | 69 | 7 | 46 | 15 | | | 39 | 60 | 38 | 128 |
| TOTAL ENGAGEMENTS DE GARANTIES DONNÉS | 211 | 74 | 7 | 115 | 15 | | | 78 | 81 | 52 | 207 |
| Avals, cautions et garanties reçus | 12 | | 10 | | 2 | | | 9 | 3 | | 2 |
| TOTAL ENGAGEMENTS DE GARANTIES REÇUS | 12 | | 10 | | 2 | | | 9 | 3 | | 2 |
| SOLDE NET | 199 | 74 | (3) | 115 | 13 | | | 69 | 78 | 52 | 205 |

Le Groupe est susceptible d'accorder, dans le cadre de ses opérations courantes, des garanties pluriannuelles (de type « garantie décennale ») qui font généralement l'objet de provisions sur une base statistique au passif du bilan. Les garanties de marché accordées par les établissements financiers aux clients du Groupe constituent pour ces établissements des engagements hors bilan ; dans le cas où ces garanties pourraient donner lieu à paiement de sommes quelconques, elles feraient alors l'objet de provisions au bilan du Groupe.

18.2 Engagements contractuels divers

| | 31/12/2016 | Bouygues Construction | Bouygues Immobilier | Colas | TF1 | Bouygues Telecom | Bouygues SA et autres | Échéances | | | 31/12/2015 |
|---|--------------|--------------------------|------------------------|-------|------------|---------------------|--------------------------|-------------------|-----------------|--------------------|--------------|
| | | | | | | | | À moins d'1 an | De 1 à 5 ans | A plus de 5 ans | |
| Transport d'images | 91 | | | | 91 | | | 25 | 65 | 1 | 150 |
| Réseau | 987 | | | | | 987 | | 123 | 242 | 622 | 776 |
| Autres | 353 | | | | 59 | 294 | | 343 | 10 | | 588 |
| TOTAL ENGAGEMENTS CONTRACTUELS DIVERS DONNÉS | 1 431 | | | | 150 | 1 281 | | 491 | 317 | 623 | 1 514 |
| Transport d'images | 91 | | | | 91 | | | 25 | 65 | 1 | 150 |
| Réseau | 987 | | | | | 987 | | 123 | 242 | 622 | 776 |
| Autres | 351 | | | | 57 | 294 | | 341 | 10 | | 588 |
| TOTAL ENGAGEMENTS CONTRACTUELS DIVERS REÇUS | 1 429 | | | | 148 | 1 281 | | 489 | 317 | 623 | 1 514 |
| SOLDE NET | 2 | | | | 2 | | | 2 | | | |

Les principaux engagements contractuels divers donnés concernent les prestations de services contractées auprès des propriétaires de pylônes (TDF, FPS, Infracos et Cellnex) chez Bouygues Telecom, ainsi que des engagements sur titres de participation.

Les engagements contractuels donnés par TF1, 150 millions d'euros au 31 décembre 2016, sont en baisse de 186 millions d'euros dont 170 millions d'euros liés principalement à l'exercice en janvier 2016 de l'engagement sur les titres Newen Studios par TF1.

Les engagements contractuels donnés par Bouygues Telecom, 1281 millions d'euros, sont en hausse de 103 millions d'euros principalement sur les contrats de prestations de services suite notamment aux cessions à Cellnex intervenues en 2016. Ils ne comprennent pas les engagements pris dans le cadre de l'opération signée en janvier 2017 avec Cellnex (note 1.3 de l'annexe) au titre des contrats de prestations d'accueil et de services signés pour 15 ans renouvelables et dont le montant devrait être proche du montant de la transaction.

18.3 Contrats de location simple

Les engagements relatifs aux contrats de location simple représentent les loyers futurs minima restant dus jusqu'à la date normale de renouvellement des contrats au titre des baux de locations simples nés dans le cadre des activités courantes (terrains, constructions, matériels etc.). Après réévaluation (augmentation prévisionnelle des loyers), ces montants pour l'essentiel tiennent compte d'un calcul d'actualisation (taux marginal d'endettement).

| | 31/12/2016 | Bouygues Construction | Bouygues Immobilier | Colas | TF1 | Bouygues Telecom | Bouygues SA et autres | Échéances | | | 31/12/2015 |
|---|------------|--------------------------|------------------------|-------|-----|---------------------|--------------------------|-------------------|-----------------|--------------------|------------|
| | | | | | | | | À moins d'1 an | De 1 à 5 ans | À plus de 5 ans | |
| <i>(en millions d'euros)</i> | | | | | | | | | | | |
| Contrats de location simple | | | | | | | | | | | |
| Locations simples données | 1 332 | 44 | 80 | 209 | 69 | 930 | | 177 | 597 | 558 | 1 395 |
| Locations simples reçues | 1 332 | 44 | 80 | 209 | 69 | 930 | | 177 | 597 | 558 | 1 395 |
| Contrats de location simple nets | | | | | | | | | | | |

Le montant des engagements de loyer baisse de 63 millions d'euros. Cette variation nette résulte principalement d'une :

- augmentation de 126 millions d'euros dans les métiers de la construction et chez TF1, dont 44 millions d'euros chez Bouygues Immobilier à la suite de la mise en place des baux commerciaux des structures Nextdoor.
- baisse de 189 millions d'euros du poste location de Bouygues Telecom suite à la cession des pylônes à Cellnex et la résiliation de baux dans le cadre du projet de mutualisation du Réseau Mobile avec SFR (les nouveaux contrats de prestation de services auprès d'Infracos, la société commune avec SFR portant les baux du Réseau mutualisés, sont inclus dans les engagements contractuels divers).

Les engagements de 930 millions d'euros donnés dans le cadre de l'exploitation chez Bouygues Telecom concernent pour l'essentiel des baux commerciaux pour la location des immeubles et des terrains destinés à l'exploitation des sites techniques du réseau (dont loyers relatifs aux sites du réseau : 355 millions d'euros, loyers immobiliers et divers : 46 millions d'euros, loyers de Technopôle : 116 millions d'euros, fibre optique et divers : 413 millions d'euros).

18.4 Contrats de location-financement (déjà comptabilisés au passif du bilan)

| | 31/12/2016 | Bouygues Construction | Bouygues Immobilier | Colas | TF1 | Bouygues Telecom | Bouygues SA et autres | Échéances | | | 31/12/2015 |
|------------------------------|------------|--------------------------|------------------------|-------|-----|---------------------|--------------------------|-------------------|-----------------|--------------------|------------|
| | | | | | | | | À moins d'1 an | De 1 à 5 ans | À plus de 5 ans | |
| <i>(en millions d'euros)</i> | | | | | | | | | | | |
| Location-financement | 19 | 4 | | 14 | | 1 | | 8 | 9 | 2 | 19 |

18.5 Autres engagements

18.5.1 Bouygues Telecom

Autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz et dans la bande 700 MHz

Les autorisations d'utilisation de fréquences dans les bandes 800 MHz et 700 MHz attribuées à Bouygues Telecom pour une durée de 20 ans comportent une obligation d'accueillir des MVNO, une obligation de couverture progressive de la population métropolitaine (98 % à 12 ans et 99,6 % à 15 ans).

Les obligations de couverture portent notamment sur une zone de déploiement prioritaire définie par l'Arcep, qui devra être couverte simultanément par les fréquences 700 et les fréquences 800, ainsi qu'une obligation de couverture dans chaque département (90 % à 12 ans et 95 % à 15 ans).

L'autorisation d'utilisation de fréquences dans la bande 700 MHz introduit une obligation nouvelle visant à couvrir (90% à 15 ans) les trains du quotidien.

Autorisation d'utilisation de fréquences dans la bande 2 600 MHz

L'autorisation d'utilisation de fréquences dans la bande 2 600 MHz attribuée à Bouygues Telecom pour une durée de 20 ans comporte une obligation d'accueillir des MVNO ainsi qu'une obligation de couverture progressive de la population métropolitaine (25 % à 4 ans, 60 % à 8 ans et 75 % à 12 ans).

Cette obligation de couverture peut être remplie par toutes autres fréquences dont est titulaire Bouygues Telecom. Aujourd'hui, en l'occurrence, cette obligation est remplie pour l'essentiel au moyen des fréquences 1 800 MHz de Bouygues Telecom réallouées à la 4G.

Autorisation de réutilisation des fréquences de la bande 1 800 MHz pour des technologies autres que le GSM

Le 4 avril 2013, la décision n° 2013-0514 de l'Arcep inscrit dans la licence de Bouygues Telecom la possibilité de réutiliser la bande 1 800 MHz pour des technologies autres que le GSM, et notamment pour respecter les obligations de couverture 4G.

Le 1^{er} octobre 2013, Bouygues Telecom a ouvert son réseau national 4G : à fin 2016, 85 % de la population était couverte en 4G 2 600, 1 800 ou 800 MHz.

Autorisation d'émettre en 900 MHz et 1 800 MHz

L'autorisation d'utilisation de fréquences dans les bandes 900 et 1 800 MHz, renouvelée le 9 décembre 2009 pour une durée de 15 ans, impose à Bouygues Telecom une obligation de couverture de 99 % de la population au 31 décembre 2010. Bouygues Telecom respecte cette obligation de couverture.

Celle-ci inclut notamment la couverture des zones blanches, ainsi que celle des axes routiers principaux de chaque département.

Zones Blanches

La loi du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques prévoit une extension du programme zones blanches initié en 2004 à de nouvelles communes ne bénéficiant à ce jour d'aucune couverture sur leur centre-bourg et la résorption des zones blanches résiduelles identifiées par les lois de 2004 et 2008.

D'autre part, la loi crée un nouveau dispositif ayant pour objectif de couvrir des zones d'activité économique, des zones touristiques ou des équipements publics ayant un intérêt économique et qui ne sont accessibles par aucun réseau aujourd'hui.

Pour ces deux dispositifs, les collectivités territoriales mettent à disposition des opérateurs les points hauts supports d'antennes.

Un contrat signé par les quatre opérateurs de réseaux mobiles en février 2016 prévoit la participation équitable de ces derniers à la résorption des zones blanches résiduelles et à l'extension du programme initial.

L'avancement au 31 décembre 2016 de Bouygues Telecom pour la part lui incombant était conforme aux délais fixés par la loi et aux objectifs de calendrier rappelés par l'Arcep. Notamment Bouygues Telecom avait installé au 31 décembre 2016 la 3G sur plus de 80% des sites placés sous sa responsabilité et aura achevé l'installation de la 3G sur l'ensemble de ses sites zones blanches le 30 juin 2017, sous réserve de mise à disposition des infrastructures d'accueil par les collectivités territoriales.

18.5.2 Alstom

Concernant Alstom, comme mentionné en note 1.1 Faits significatifs, l'État a annoncé le 8 février 2016 l'entrée en vigueur de l'accord conclu le 22 juin 2014 avec Bouygues concernant Alstom.

Les principales dispositions entrées en vigueur, et détaillées dans l'avis 214C1292 publié par l'AMF le 3 juillet 2014, sont les suivantes :

- Le 4 février 2016, Bouygues a conclu avec l'Etat un contrat de prêt de consommation en application duquel Bouygues a prêté le même jour à l'Etat 43 825 360 actions Alstom permettant à l'Etat de détenir 20% du capital et des droits de vote d'Alstom à cette date. En application du même contrat, le prêt donne lieu à une rémunération variable égale aux dividendes versés au titre des actions prêtées, après neutralisation des impacts fiscaux. Ce prêt est consenti par Bouygues jusqu'au règlement/livraison des promesses de vente décrites ci-dessous ou jusqu'au 17 octobre 2017, si elles ne sont pas exercées.
- Jusqu'au 5 octobre 2017, l'État bénéficie d'une promesse de vente consentie par Bouygues lui permettant d'acquérir un nombre d'actions représentant 20 % du capital d'Alstom au 28 janvier 2016 (soit 43 825 360 actions), à un prix par action égal à 95% de la moyenne pondérée des volumes du cours de bourse (VWAP) de l'action Alstom pendant les 60 jours de bourse précédant la date d'exercice, sans que le prix ne puisse être inférieur à 35 euros par action (ajusté pour prendre en compte tout dividende et toute opération ayant un impact sur le capital d'Alstom).
- Entre le 6 octobre 2017 et le 17 octobre 2017, à la condition que la promesse décrite ci-dessus n'ait pas été exercée, l'Etat bénéficie d'une autre promesse de vente consentie par Bouygues portant sur un nombre d'actions Alstom représentant 15% du capital d'Alstom au 28 janvier 2016 (soit 32 869 020 actions), à un prix par action égal à 98% de la moyenne pondérée des volumes du cours de bourse (VWAP) de l'action Alstom pendant les 60 jours de bourse précédant le 5 octobre 2017.
- Bouygues conserve la liberté (à tout moment mais après avoir cédé toutes les autres actions Alstom en sa possession) de céder à un tiers tout ou partie des actions sur lesquelles portent les promesses de vente, l'État bénéficiant d'un droit de première offre sur lesdites actions objet desdites promesses, et elles seules.
- En application des dispositions de l'accord du 22 juin 2014 relatives à la gouvernance, Bouygues (représenté par Philippe Marien) et Olivier Bouygues sont administrateurs d'Alstom.

Au 31 décembre 2016, la participation de Bouygues dans Alstom susceptible d'être rachetée par l'État n'est pas classée comme disponible à la vente dans la mesure où il n'est pas hautement probable que l'option d'achat soit exercée.

L'exercice par l'État de son option d'achat jusqu'au 5 octobre 2017 se traduirait par l'encaissement d'un produit de cession portant sur 43 825 360 actions Alstom et par un résultat de cession par action équivalent à l'écart entre un prix minimum de 35 euros et la valeur nette comptable dans les comptes consolidés.

L'exercice par l'État de son option d'achat entre le 6 octobre 2017 et le 17 octobre 2017 se traduirait par l'encaissement d'un produit de cession portant sur 32 869 020 actions Alstom et par un résultat de cession par action équivalent à l'écart entre le cours de bourse décoté (qui était de 26,36 euros le 21 février 2017) et la valeur nette comptable dans les comptes consolidés. A titre d'information, la valeur nette comptable consolidée au 31 décembre 2016 est de 31,21 euros.

18.6 Actifs et passifs éventuels

Bouygues Telecom

Garanties reçues :

- Lors de la cession de la société Darty Telecom le 2 mai 2012, les Établissements Darty et fils ont consenti à Bouygues Telecom une garantie d'actif et de passif.

Cette garantie est plafonnée et pourra être mise en jeu pendant 18 mois à compter de la date de cession, sauf exceptions tenant à des délais légaux de prescription.

Garanties données :

- Lors de la cession de 85 % du capital social de la société FPS Towers le 21 novembre 2012, Bouygues Telecom a consenti une garantie d'actif et de passif à l'acquéreur, Antin Infrastructure Luxembourg X.

Cette garantie est plafonnée et pourra être mise en jeu pendant une durée de 18 mois à compter du 21 novembre 2012, ou, selon le cas, à compter de la date de cession des sites cédés postérieurement au 21 novembre 2012, sauf en matière d'impôts où elle expirera 20 jours à l'issue de la durée de la prescription légale applicable.

NOTE 19 ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL ET PARTICIPATION AU CAPITAL

19.1 Effectif moyen

| | 2016 | 2015 |
|---|----------------|----------------|
| Cadres | 21 442 | 21 527 |
| Agents de maîtrise et employés | 19 483 | 20 909 |
| Compagnons | 25 490 | 26 634 |
| SOUS-TOTAL EFFECTIF FRANCE | 66 415 | 69 070 |
| Effectifs contrats expatriés et contrats locaux | 56 200 | 56 999 |
| TOTAL EFFECTIF MOYEN | 122 615 | 126 069 |

19.2 Engagements envers le personnel

(en millions d'euros)

31/12/2015 Flux 2016 31/12/2016

| | | | |
|---|------------|-----------|------------|
| Indemnités de fin de carrière (IFC) | 477 | 25 | 502 |
| Médailles du travail et autres | 146 | 3 | 149 |
| Autres avantages post-emploi (pensions) | 69 | 44 | 113 |
| TOTAL | 692 | 72 | 764 |

Ces engagements font l'objet de provisions, enregistrées en passif non courant.

19.3 Engagements envers le personnel, engagements en matière de retraite (avantages postérieurs à l'emploi) hors médailles du travail

Les tableaux ci-dessous fournissent des informations sur les engagements du Groupe en matière de retraite.

19.3.1 Régimes à cotisations définies

(en millions d'euros)

2016 2015

| | | |
|-----------------------------------|---------|---------|
| Montants comptabilisés en charges | (1 727) | (1 724) |
|-----------------------------------|---------|---------|

Les cotisations définies présentées ci-dessus comprennent les cotisations versées :

- aux caisses d'assurance-maladie et mutuelles,
- aux caisses de retraite (régime obligatoire et régimes complémentaires),
- aux caisses d'assurance chômage.

19.3.2 Régimes à prestations définies

19.3.2.1 Montants comptabilisés au bilan

(en millions d'euros)

| | Indemnités de fin de carrière | | Pensions | | Total | |
|--|-------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| | 31/12/2016 | 31/12/2015 | 31/12/2016 | 31/12/2015 | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
| Valeur actualisée des obligations | 507 | 483 | 508 | 438 | 1 015 | 921 |
| Juste valeur des actifs du régime (fonds dédiés) | (5) | (6) | (395) | (369) | (400) | (375) |
| PASSIF NET COMPTABILISÉ EN PROVISIONS | 502 | 477 | 113 | 69 | 615 | 546 |
| Ratio : fonds dédiés/valeur actualisée des obligations | | | 78% | 84% | | |

(en millions d'euros)

| | Indemnités de fin de carrière | | Pensions | |
|---|-------------------------------|------------|------------|-----------|
| | 2016 | 2015 | 2016 | 2015 |
| OUVERTURE | 477 | 483 | 69 | 89 |
| Coût des services rendus | 24 | 6 | (7) | |
| Charges d'intérêt | 8 | 8 | 6 | 6 |
| Impact au compte de résultat | 32 | 14 | (1) | 6 |
| Reprises utilisées | (27) | (22) | (4) | (18) |
| Variations de périmètre et change | | (1) | (9) | 2 |
| Ecarts actuariels comptabilisés dans les capitaux propres | 21 | 3 | 59 | (10) |
| Virement de rubriques et autres | (1) | | (1) | |
| CLÔTURE | 502 | 477 | 113 | 69 |

19.3.2.2 Répartition par métier au 31 décembre 2016

(en millions d'euros)

| | Bouygues Construction | Bouygues Immobilier | Colas | TF1 | Bouygues Telecom | Bouygues SA et autres | Total |
|--|-----------------------|---------------------|-------|-----|------------------|-----------------------|-------|
| Impact au compte de résultat de la variation de la provision de fin de carrière, net de reprises | (2) | 1 | 2 | 2 | 4 | (2) | 5 |
| Impact au compte de résultat de la variation de la provision sur pensions, net de reprises | | | (5) | | | | (5) |
| Provisions non courantes (bilan) : | | | | | | | |
| • indemnités de fin de carrière | 165 | 19 | 217 | 42 | 43 | 16 | 502 |
| • pensions | 8 | | 105 | | | | 113 |

19.3.2.3 Répartition par zone géographique au 31 décembre 2016

(en millions d'euros)

| | France et DOM | Union européenne | Autres pays européens | Afrique | Amériques | Asie Pacifique | Moyen-Orient | Total |
|--|---------------|------------------|-----------------------|---------|-----------|----------------|--------------|-------|
| Impact au compte de résultat de la variation de la provision de fin de carrière, net de reprises | 5 | | | | | | | 5 |
| Impact au compte de résultat de la variation de la provision sur pensions, net de reprises | | (4) | | | (1) | | | (5) |
| Provisions non courantes (bilan) : | | | | | | | | |
| • indemnités de fin de carrière | 490 | 1 | 1 | 3 | 3 | 3 | 1 | 502 |
| • pensions | 3 | 97 | | | 13 | | | 113 |

19.3.2.4 Principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des indemnités de fin de carrière

| | 2016 | 2015 |
|--|-----------------------|-----------------------|
| Taux d'actualisation ^a | 1,71% (Iboxx A10+) | 2,09% (IBoxx A10+) |
| Table de survie | INSEE | INSEE |
| Âge de départ en retraite (selon les métiers) : | | |
| • Cadres | 62/65 ans | 62/65 ans |
| • Etams/compagnons | 62/65 ans | 62/65 ans |
| Augmentation future des salaires (selon activité) ^b | 1 à 2,5% | 1.3 à 2.5% |

(a) Une baisse de 70 points de base du taux d'actualisation entraînerait une augmentation des engagements de 47 millions d'euros au 31 décembre 2016. Selon les principes comptables Groupe, ces écarts actuariels auraient été comptabilisés directement en capitaux propres.

(b) taux d'inflation inclus

19.4 Participation au capital

Stock-options

Nombre total d'options pouvant effectivement (juridiquement et économiquement) être exercées : 10 654 673.

Cours de Bourse au 31/12/2016 : 34,04 euros

| Date d'attribution | Solde au 31/12/2016 | Date minimale d'exercice normal | Date minimale d'exercice PEE | Cours de levée (en euros) | Nombre d'options effectivement exerçables |
|--------------------|---------------------|---------------------------------|------------------------------|---------------------------|---|
| 30/06/2010 | 3 222 703 | 30/06/2014 | 30/06/2011 | 34,08 | 3 222 703 |
| 14/06/2011 | 2 251 690 | 14/06/2015 | 14/06/2012 | 31,43 | 2 251 690 |
| 13/06/2012 | 1 905 305 | 14/06/2016 | 14/06/2013 | 20,11 | 1 905 305 |
| 28/03/2013 | 2 583 725 | 29/03/2017 | 27/03/2014 | 22,28 | 1 937 794 |
| 27/03/2014 | 2 674 363 | 28/03/2018 | 27/03/2015 | 30,32 | 1 337 182 |
| 28/05/2015 | 2 681 200 | 29/05/2017 | 29/05/2016 | 37,11 | |
| 30/05/2016 | 2 690 300 | 30/05/2018 | 30/05/2017 | 29,00 | |
| TOTAL | 18 009 286 | | | | 10 654 673 |

Pour être effectivement exerçables les options doivent remplir deux conditions :

- Être juridiquement exerçables au 31/12/2016, soit par exercice normal (2 ou 4 ans après la date d'attribution du plan), soit par exercice partiel anticipé dans le cadre du PEE.
- Être économiquement exerçables au 31/12/2016 : pour qu'une option soit économiquement exerçable, son prix d'exercice doit être inférieur au cours de clôture au 31/12/2016, soit 34,04€.

NOTE 20 INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES ET LES AVANTAGES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

20.1 Informations sur les parties liées

| Transactions (en millions d'euros) | Charges | | Produits | | Créances | | Dettes | |
|--|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| | 2016 | 2015 | 2016 | 2015 | 31/12/2016 | 31/12/2015 | 31/12/2016 | 31/12/2015 |
| Parties liées en amont | 3 | 4 | | | | | | |
| Activités conjointes | 65 | 84 | 346 | 364 | 441 | 338 | 279 | 292 |
| Coentreprises et entités associées | 36 | 60 | 68 | 69 | 42 | 50 | 26 | 31 |
| Autres parties liées | 53 | 47 | 147 | 192 | 86 | 91 | 65 | 79 |
| TOTAL | 157 | 195 | 561 | 625 | 569 | 479 | 370 | 402 |
| Échéances | | | | | | | | |
| • moins d'un an | | | | | 534 | 445 | 370 | 400 |
| • un à cinq ans | | | | | 19 | 20 | | 2 |
| • plus de cinq ans | | | | | 16 | 14 | | |
| dont dépréciation pour créances douteuses (sociétés non consolidées pour l'essentiel) | | | | | 72 | 74 | | |

Identité des parties liées :

- parties liées en amont : SCDM (société contrôlée par Martin et Olivier Bouygues) ;
- activités conjointes : principalement SEP de travaux ;
- coentreprises et entités associées : notamment transactions avec les sociétés concessionnaires, sociétés de carrières et Alstom ;
- autres parties liées : essentiellement transactions avec des sociétés non consolidées détenues par le Groupe.

20.2 Informations sur les rémunérations et avantages alloués aux membres des organes d'administration et de direction (Bouygues)

La rémunération des principaux dirigeants concerne les membres du comité de direction générale du Groupe présents au 31 décembre 2016.

Les rémunérations directes s'élèvent à 16 096 126 € dont 7 020 894 € de rémunération de base, 9 075 232 € de rémunération variable payée en 2017 et liée aux performances réalisées en 2016 et 367 925 € de jetons de présence.

Les jetons de présence alloués aux administrateurs non dirigeants sont de 432 635 €.

Avantages à court terme : néant.

Avantages postérieurs à l'emploi : les membres du comité de direction générale bénéficient d'un régime de retraite additive de 0,92 % du salaire de référence par année d'ancienneté dans le régime. Cette retraite additionnelle annuelle est plafonnée à huit fois le plafond annuel de la Sécurité sociale. Ce régime complémentaire a été externalisé auprès d'une compagnie d'assurance. La contribution versée en 2016 au fonds des actifs constitué par la compagnie d'assurance s'est élevée à 6 000 000 €.

Avantages à long terme : néant.

Indemnités de fin de contrat : La provision correspondant aux indemnités de fin de carrières a été augmentée de 1 759 045 euros pour les membres du comité de direction générale présents au 31 décembre 2016.

Paiement en actions : le nombre de titres attribués le 30 mai 2016 (stock-options) aux membres du comité de direction générale est de 480 000 au prix d'exercice de 28,997 €. La date minimale d'exercice est le 1^{er} juin 2018. La charge comptabilisée en 2016 ressort à 357 959 €.

NOTE 21 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE ET DETERMINATION DU CASH FLOW LIBRE

21.1 Informations sur les flux de trésorerie des filiales acquises ou sortantes

Présentation par métier des flux de trésorerie nets résultant des acquisitions et cessions de filiales.

| | Bouygues Construction | Bouygues Immobilier | Colas | TF1 | Bouygues Telecom | Bouygues SA et autres | Total 2016 |
|---|--------------------------|------------------------|-----------|--------------|---------------------|--------------------------|--------------|
| <i>(en millions d'euros)</i> | | | | | | | |
| Trésorerie | (17) | (1) | | (72) | | (1) | (91) |
| Stocks | 2 | 23 | 9 | | | | 34 |
| Clients et créances | (13) | (51) | (15) | (89) | | | (168) |
| Actifs non courants (hors goodwill) | 135 | | 31 | (215) | | 1 016 | 967 |
| Goodwill | | | 7 | (129) | | | (122) |
| Fournisseurs et dettes courantes | 52 | 19 | 15 | 80 | | 1 | 167 |
| Dettes non courantes | | (16) | | 207 | | | 191 |
| Provisions non courantes | (20) | | 1 | 1 | | | (18) |
| Impôts non courants | 1 | 8 | | 40 | | | 49 |
| COÛT D'ACQUISITION OU DE CESSION NET DES ACTIVITES CONSOLIDÉES | 140 | (18) | 48 | (177) | | 1 016 | 1 009 |
| Trésorerie des sociétés acquises ou cédées | 17 | 1 | | 72 | | 1 | 91 |
| Dettes nettes sur activités consolidées | (1) | 1 | (2) | | | | (2) |
| FLUX DE TRÉSORERIE NET RESULTANT DE L'ACQUISITION OU SORTIE DES FILIALES | 156 | (16) | 46 | (105) | | 1 017 | 1 098 |

Les acquisitions et cessions de la période concernent principalement :

- TF1 : acquisition de Newen Studios, RDVPS, ...
- Bouygues SA : principalement cession des titres d'Alstom (OPRA)

21.2 Détermination du Cash-flow libre

| | 2016 | 2015 |
|--|----------------|--------------------------|
| <i>(en millions d'euros)</i> | | |
| CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT | 2 504 | 2 067 |
| Coût de l'endettement financier net | (222) | (275) |
| Impôt | (249) | (118) |
| CAF après coût de l'endettement et impôts | 2 033 | 1 674 |
| Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles | (1 962) | (2 028) |
| Prix de cessions des immobilisations corporelles et incorporelles | 324 | 138 |
| Investissements d'exploitation nets | (1 638) | (1 890) |
| TOTAL CASH FLOW LIBRE | 395 | (216)^a |

(a) Le Cash-flow libre 2015 hors impact des fréquences 700MHz est de 251 millions d'euros.

NOTE 22 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leur réseau, en charge des contrôles des comptes consolidés de Bouygues et sociétés consolidées, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice 2016.

(en milliers d'euros)

| | Réseau Mazars | | | | Réseau EY | | | | Autres réseaux ^a | | | | Total | |
|--|----------------|----------------|-------------|-------------|----------------|----------------|-------------|-------------|-----------------------------|----------------|-------------|-------------|-----------------|-----------------|
| | Montant (HT) | | % | % | Montant (HT) | | % | % | Montant (HT) | | % | % | 2016 | 2015 |
| | 2016 | 2015 | 2016 | 2015 | 2016 | 2015 | 2016 | 2015 | 2016 | 2015 | 2016 | 2015 | 2016 | 2015 |
| A - Audit | | | | | | | | | | | | | | |
| Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés ^b | (6 714) | (6 912) | 95% | 97% | (4 751) | (4 680) | 88% | 94% | (5 549) | (5 673) | 80% | 87% | (17 014) | (17 265) |
| • Bouygues SA | (233) | (234) | | | (234) | (236) | | | | | | | (467) | (470) |
| • Filiales intégrées | (6 481) | (6 678) | | | (4 517) | (4 444) | | | (5 549) | (5 673) | | | (16 547) | (16 795) |
| Missions accessoires | (299) | (91) | 4% | 1% | (589) | (255) | 11% | 5% | (1 041) | (415) | 15% | 6% | (1 929) | (761) |
| • Bouygues SA | (20) | (20) | | | (62) | (65) | | | | (27) | | | (82) | (112) |
| • Filiales intégrées | (279) | (71) | | | (527) | (190) | | | (1 041) | (388) | | | (1 847) | (649) |
| SOUS-TOTAL | (7 013) | (7 003) | 99% | 98% | (5 340) | (4 935) | 99% | 99% | (6 590) | (6 088) | 95% | 93% | (18 943) | (18 026) |
| B - Autres prestations | | | | | | | | | | | | | | |
| Juridique, fiscal, social | (38) | (108) | 1% | 2% | (72) | (65) | 1% | 1% | (243) | (293) | 3% | 4% | (353) | (466) |
| Autres | | (11) | 0% | 0% | 0 | 0 | 0% | 0% | (102) | (161) | 2% | 3% | (102) | (172) |
| SOUS-TOTAL | (38) | (119) | 1% | 2% | (72) | (65) | 1% | 1% | (345) | (454) | 5% | 7% | (455) | (638) |
| TOTAL CHARGE D'HONORAIRES | (7 051) | (7 122) | 100% | 100% | (5 412) | (5 000) | 100% | 100% | (6 935) | (6 542) | 100% | 100% | (19 398) | (18 664) |

(a) Pour la pertinence de l'information d'ensemble, la charge d'honoraires affectée aux "Autres réseaux" des commissaires aux comptes est présentée dans ce tableau.

(b) y compris les prestations des experts indépendants ou membres du réseau du commissaire aux comptes, auxquels celui-ci a recours dans le cadre de la certification des comptes.

NOTE 23 LISTE DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS DU PÉRIMÈTRE AU 31 DÉCEMBRE 2016

| Sociétés | Ville / Pays | % d'intérêt | | % contrôle direct et indirect ^a | |
|--|---------------------------|-------------|-------|--|------|
| | | 2016 | 2015 | 2016 | 2015 |
| FRANCE | | | | | |
| Sociétés contrôlées | | | | | |
| BTP | | | | | |
| Bouygues Construction SA | Saint-Quentin-en-Yvelines | 99,97 | 99,97 | | |
| Bouygues Bâtiment Ile-de-France SA | Saint-Quentin-en-Yvelines | 99,97 | 99,97 | | |
| Bouygues Bâtiment International SA | Saint-Quentin-en-Yvelines | 99,97 | 99,97 | | |
| Bouygues TP SA | Saint-Quentin-en-Yvelines | 99,97 | 99,97 | | |
| BYTP Régions France SA | Labège | 99,97 | 99,97 | | |
| Axione | Malakoff | 99,97 | 99,97 | | |
| Brézillon SA | Margny-lès-Compiègne | 99,32 | 99,32 | | |
| Challenger SNC | Saint-Quentin-en-Yvelines | 99,97 | 99,97 | | |
| DTP SAS | Saint-Quentin-en-Yvelines | 99,97 | 99,97 | | |
| Bouygues Bâtiment Centre Sud Ouest (ex DV Construction SA) | Mérignac | 99,97 | 99,97 | | |
| Bouygues Energies & Services SAS | Saint-Quentin-en-Yvelines | 99,97 | 99,97 | | |
| Bouygues E&S FM France | Saint-Quentin-en-Yvelines | 99,97 | 99,97 | | |
| Bouygues Bâtiment Sud-Est (ex GFC Construction SA) | Colombier Saugnieu | 99,97 | 99,97 | | |
| Bouygues Bâtiment Grand Ouest (ex Quille construction SA) | Nantes | 99,97 | 99,97 | | |
| Kohler Investment | Saint-Quentin-en-Yvelines | 99,97 | 99,97 | | |
| Bouygues Bâtiment Nord Est (ex Pertuy Construction) | Nancy | 99,97 | 99,97 | | |
| Quille SA | Rouen | 99,97 | 99,97 | | |
| Linkcity IDF (ex Sodéarif SA) | Saint-Quentin-en-Yvelines | 99,96 | 99,96 | | |
| Bouygues Bâtiment IDF PPP SA | Saint-Quentin-en-Yvelines | 99,97 | 99,97 | | |
| Linkcity Sud-Est (ex Cirmad Grand Sud) | Colombier Saugnieu | 99,97 | 99,97 | | |

^a si le pourcentage de contrôle est différent du pourcentage d'intérêt

| Sociétés | Ville / Pays | % d'intérêt | | % contrôle direct et indirect ^a | |
|--|---------------------------|--------------------|--------|--|--------|
| | | 2016 | 2015 | 2016 | 2015 |
| Immobilier | | | | | |
| Bouygues Immobilier | Issy-les-Moulineaux | 100,00 | 100,00 | | |
| SCCV Lavoisier | Issy-les-Moulineaux | 100,00 | 100,00 | | |
| SLC SA | Lyon | 100,00 | 100,00 | | |
| Urbis Réalisations SA | Toulouse | 100,00 | 100,00 | | |
| Routes | | | | | |
| Colas SA et ses filiales régionales | Boulogne-Billancourt | 96,60 | 96,60 | | |
| Aximum | Chatou | 96,59 | 96,59 | 100,00 | 100,00 |
| Colas Rail et ses filiales | Maisons-Laffitte | 96,59 | 96,59 | 100,00 | 100,00 |
| Grands Travaux Océan Indien (GTOI) SA | Le Port (La Réunion) | 96,59 | 96,59 | 99,99 | 99,99 |
| Smac et ses filiales | Boulogne-Billancourt | 96,59 | 96,59 | 100,00 | 100,00 |
| Spac et ses filiales | Clichy | 96,59 | 96,59 | 100,00 | 100,00 |
| Médias | | | | | |
| Télévision Française 1 SA | Boulogne-Billancourt | 43,91 | 43,98 | | |
| Dujardin et ses filiales | Cestas | 43,91 | 43,98 | 100,00 | 100,00 |
| E-TF1 | Boulogne-Billancourt | 43,91 | 43,98 | 100,00 | 100,00 |
| HD1 | Boulogne-Billancourt | 43,91 | 43,98 | 100,00 | 100,00 |
| La Chaîne Info | Boulogne-Billancourt | 43,91 | 43,98 | 100,00 | 100,00 |
| Newen Studios et ses filiales | Paris | 43,91 | - | 100,00 | - |
| NT1 | Boulogne-Billancourt | 43,91 | 43,98 | 100,00 | 100,00 |
| Télé Monte Carlo | Monaco | 43,91 | 35,18 | 100,00 | 80,00 |
| Téléshopping | Boulogne-Billancourt | 43,91 | 43,98 | 100,00 | 100,00 |
| TF1 Droits Audiovisuels | Boulogne-Billancourt | 43,91 | 43,98 | 100,00 | 100,00 |
| TF1 Entertainment (ex Entreprises) | Boulogne-Billancourt | 43,91 | 43,98 | 100,00 | 100,00 |
| TF1 Publicité | Boulogne-Billancourt | 43,91 | 43,98 | 100,00 | 100,00 |
| TF1 Vidéo | Boulogne-Billancourt | 43,91 | 43,98 | 100,00 | 100,00 |
| Télécoms | | | | | |
| Bouygues Telecom SA et ses filiales | Paris | 90,53 | 90,53 | | |
| Filiales Diverses | | | | | |
| Bouygues Relais SNC | Paris | 100,00 | 100,00 | | |
| GIE 32 Hoche | Paris | 90,00 | 90,00 | | |
| Société Française de Participation & Gestion (SFPG) SA et ses filiales | Paris | 99,80 | 99,76 | | |
| Activités conjointes | | | | | |
| BTP | | | | | |
| Evesa | Paris | 47,48 ^b | 47,48 | 47,99 | 47,99 |
| Oc'via Construction | Saint-Quentin-en-Yvelines | 73,15 ^c | 73,15 | 74,00 | 74,00 |

^a si le pourcentage de contrôle est différent du pourcentage d'intérêt

^b 32,99 % Bouygues Construction, 14,49 % Colas

^c 49,00 % Bouygues Construction, 24,15 % Colas Rail

| Sociétés | Ville / Pays | % d'intérêt | | % contrôle direct et indirect ^a | |
|---|------------------------------|-------------|--------|--|--------|
| | | 2016 | 2015 | 2016 | 2015 |
| Coentreprises et entités associées | | | | | |
| BTP | | | | | |
| Adelac SAS | Archamps | Cession | 45,85 | Cession | 46,09 |
| Consortium Stade de France SA | Saint-Denis | 33,32 | 33,32 | | |
| Médias | | | | | |
| Groupe AB | La Plaine Saint-Denis | 14,71 | 14,73 | | 33,50 |
| Filiales Diverses | | | | | |
| Alstom | Levallois-Perret | 28,28 | 29,15 | | |
| INTERNATIONAL | | | | | |
| Sociétés contrôlées | | | | | |
| BTP | | | | | |
| Americaribe Inc. | Miami / Etats-Unis | 99,97 | 99,97 | | |
| Bouygues Development Ltd | Londres / Royaume-Uni | 99,97 | 99,97 | | |
| Bouygues Thaï Ltd | Nonthaburi / Thaïlande | 48,99 | 48,99 | | |
| Bouygues UK Ltd | Londres / Royaume-Uni | 99,97 | 99,97 | | |
| Bymaro | Casablanca / Maroc | 99,96 | 99,96 | | |
| Dragages et TP (Hong-Kong) Ltd | Hong-Kong / Chine | 99,97 | 99,97 | | |
| BYME Engineering (Hong-Kong) | Hong-Kong / Chine | 89,97 | 89,97 | | |
| DTP Singapour Pte Ltd | Singapour | 99,97 | 99,97 | | |
| Bouygues E&S Contracting UK | East Kilbride / Ecosse | 99,97 | 99,97 | | |
| Bouygues E&S FM UK | Londres / Royaume-Uni | 99,97 | 99,97 | | |
| Karmar SA | Varsovie / Pologne | 99,97 | 99,97 | | |
| Bouygues E&S Schweiz AG (ex Mibag) | Zurich / Suisse | 99,97 | 99,97 | | |
| Leadbitter Bouygues Holding Ltd et ses filiales | Abingdon / Royaume-Uni | Fusion | 99,97 | | |
| Losinger Marazzi AG | Köniz / Suisse | 99,97 | 99,97 | | |
| Losinger Holding AG | Lucerne / Suisse | 99,97 | 99,97 | | |
| Plan Group Inc. et ses filiales | Toronto / Canada | 84,97 | 84,97 | | |
| Thomas Vale Group et ses filiales | Worcestershire / Royaume-Uni | 99,97 | 99,97 | | |
| VCES Holding SRO et ses filiales | Prague / République tchèque | 99,97 | 99,97 | | |
| VSL International Ltd | Köniz / Suisse | 99,97 | 99,97 | | |
| Immobilier | | | | | |
| Bouygues Immobilier Polska Sarl | Varsovie / Pologne | 100,00 | 100,00 | | |
| Routes | | | | | |
| Colas Australia | Sydney / Australie | 96,60 | 96,60 | 100,00 | 100,00 |
| Colas Belgium et ses filiales | Bruxelles / Belgique | 96,59 | 96,59 | 100,00 | 100,00 |

^a si le pourcentage de contrôle est différent du pourcentage d'intérêt

| Sociétés | Ville / Pays | % d'intérêt | | % contrôle direct et indirect ^a | |
|---|------------------------------------|--------------------|-------------|---|-------------|
| | | 2016 | 2015 | 2016 | 2015 |
| Colas Canada Inc. | Montréal Québec / Canada | 96,60 | 96,60 | 100,00 | 100,00 |
| Colas Cz | Prague /République tchèque | 95,73 | 95,73 | 99,10 | 99,10 |
| Colas Danmark A/S | Glostrup / Danemark | 96,60 | 96,60 | 100,00 | 100,00 |
| Colas Hungaria et ses filiales | Budapest / Hongrie | 96,60 | 96,60 | 100,00 | 100,00 |
| Colas Inc. et ses filiales | Morristown New Jersey / Etats Unis | 96,60 | 96,60 | 100,00 | 100,00 |
| Colas Ltd et ses filiales | Rowfant Crawley / Royaume-Uni | 96,60 | 96,60 | 100,00 | 100,00 |
| Colas du Maroc et ses filiales | Casablanca / Maroc | 96,60 | 96,60 | 100,00 | 100,00 |
| Colas Suisse Holding SA et ses filiales | Lausanne / Suisse | 95,85 | 95,85 | 99,22 | 99,22 |
| ISK | Kosice / Slovaquie | 96,60 | 96,60 | 100,00 | 100,00 |
| Filiales Diverses | | | | | |
| Challenger Réassurance | Luxembourg | 99,99 | 99,99 | | |
| Uniservice | Genève / Suisse | 99,99 | 99,99 | | |
| Activités conjointes | | | | | |
| BTP | | | | | |
| Bombela Civils Jv Ltd | Johannesburg / Afrique du Sud | 44,99 | 44,99 | | |
| Coentreprises et entités associées | | | | | |
| BTP | | | | | |
| Bina Fincom | Zagreb / Croatie | 44,99 | 44,99 | | |
| Hermes Airports Ltd | Nicosia / Chypre | 21,99 | 21,99 | | |
| Routes | | | | | |
| Gamma Materials | Beau Bassin / Ile Maurice | 48,24 | 48,24 | 49,94 | 49,94 |
| Tipco Asphalt | Bangkok / Thaïlande | 30,52 | 30,72 | 31,60 | 31,80 |

Une liste exhaustive du périmètre est disponible auprès de Karine Adam-Gruson, Directrice des Relations Investisseurs.

^a si le pourcentage de contrôle est différent du pourcentage d'intérêt